

Avril – Mai – Juin 2015

Réalisée du 13 au 27 avril 2015

Vague 58

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 700 personnes au service de ses **265 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

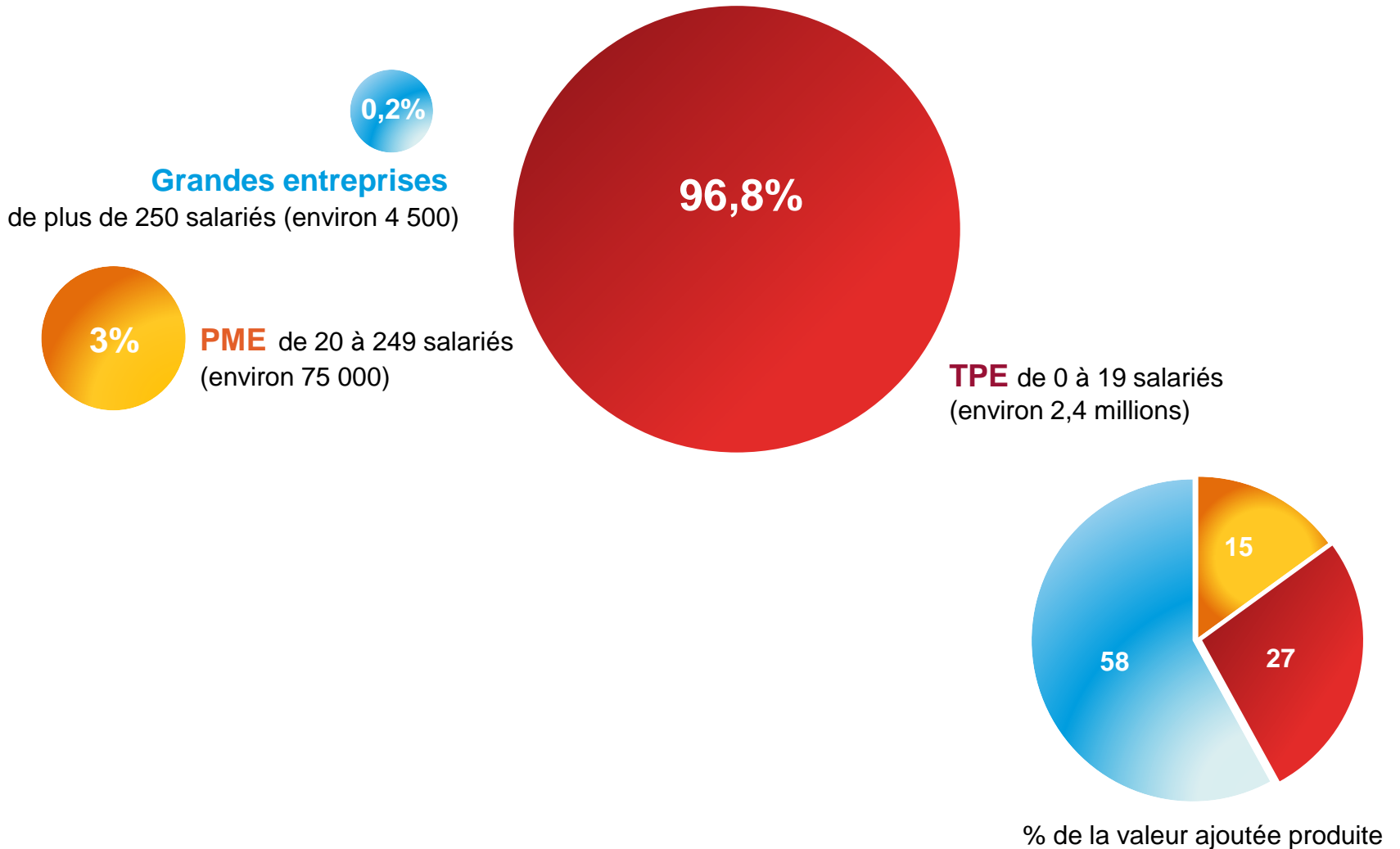
▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	18
▪ L'emploi dans les TPE	21
▪ La situation économique et financière des TPE	28
▪ L'actualité économique	35
➔ Le bilan des élections départementales	35
➔ Les TPE et les institutions	44
1. Les élus	45
2. Le Parlement et le CESE	53
3. Les Chambres de Métiers et les Chambres de Commerce et d'Industrie	63
➔ Le dialogue social et les syndicats patronaux	74
▪ Méthodologie	100
▪ Échantillon	101

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)



0,2%

Grandes entreprises

de plus de 250 salariés (environ 4 500)

3%

PME de 20 à 249 salariés
(environ 75 000)

96,8%

TPE de 0 à 19 salariés
(environ 2,4 millions)

58

15

27

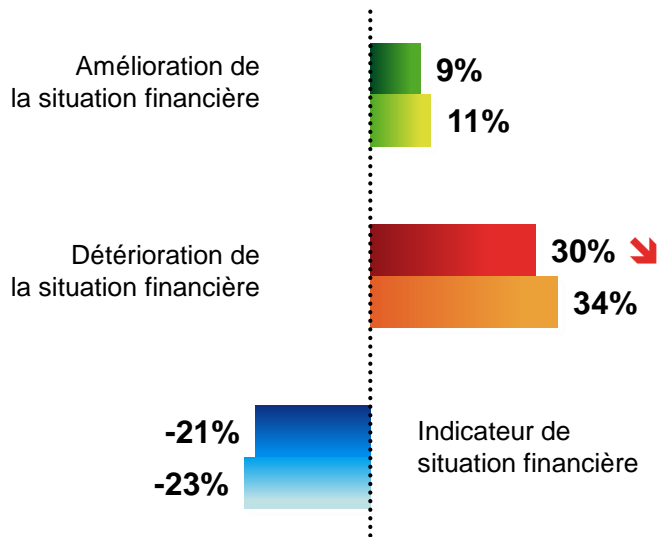
% de la valeur ajoutée produite

Tableau de bord

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

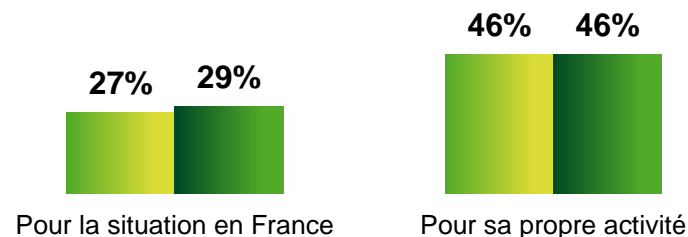
Situation financière sur les trois derniers mois



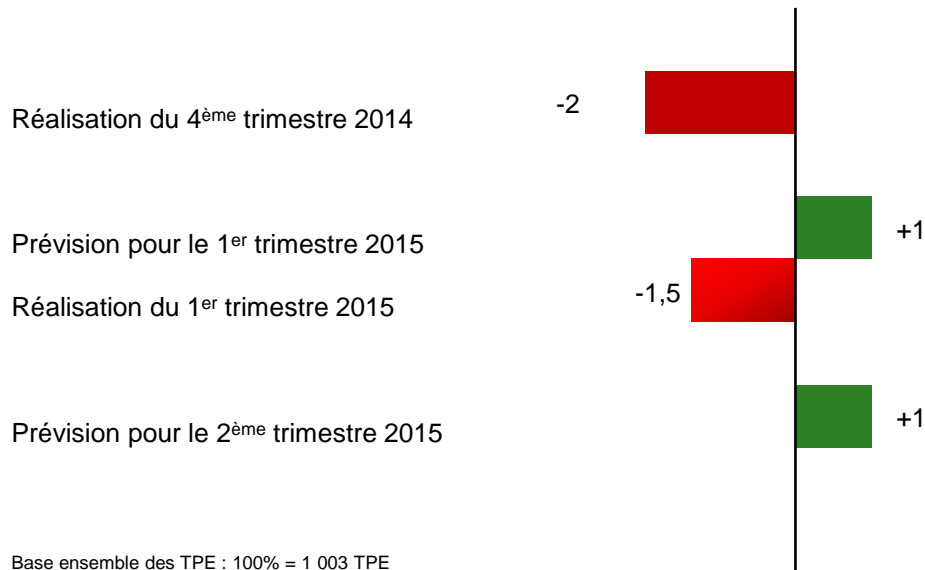
Avril 2015

Rappel janvier 2015

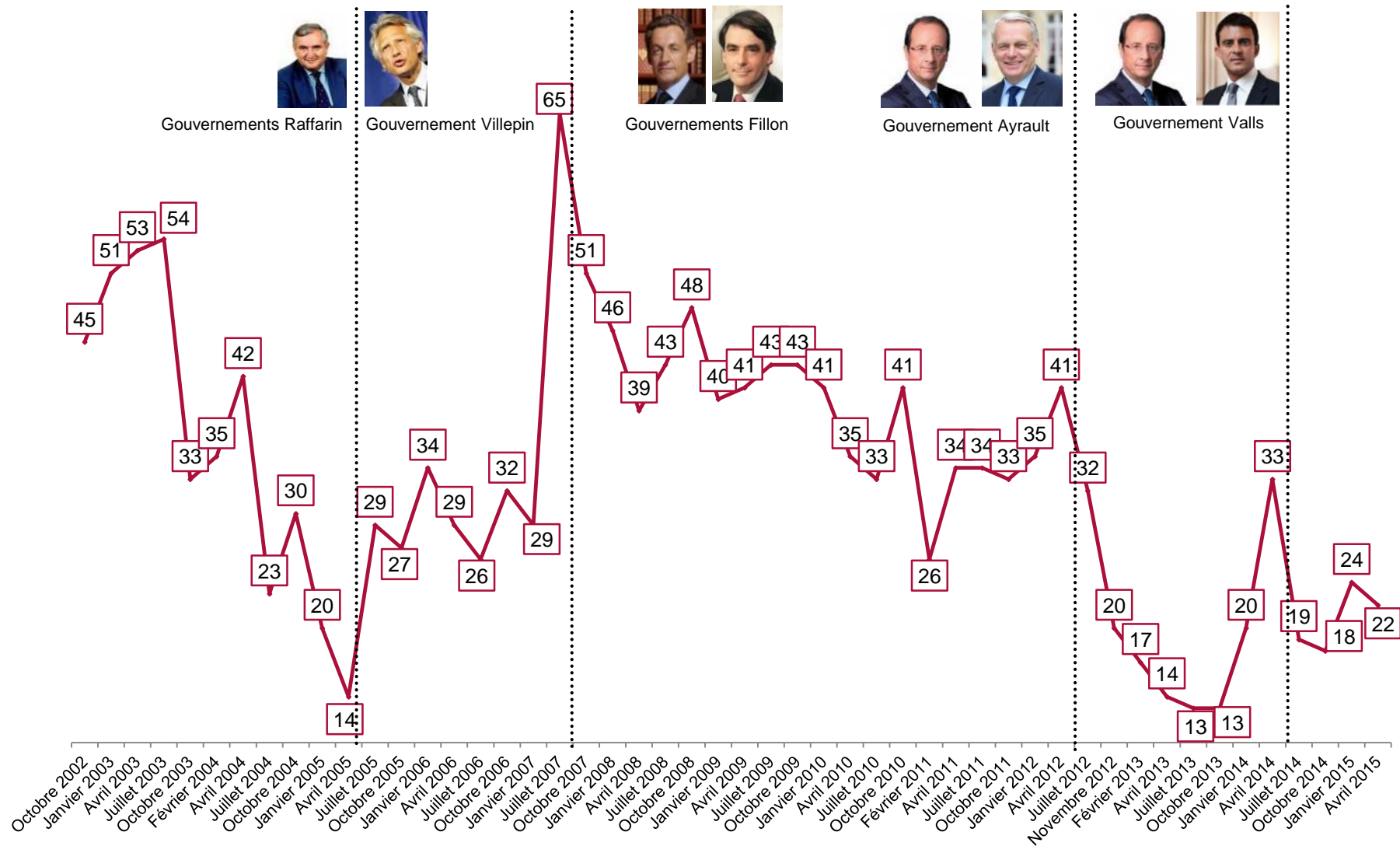
Niveau d'optimisme



Création nette d'emplois



La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

% de bonne opinion

Les principaux enseignements

Le regain d'optimisme des patrons de TPE constaté en début d'année 2015 se maintient en avril à la fois en matières macro et micro économiques

Le niveau d'optimisme des patrons de TPE à l'égard du climat général des affaires en France confirme sa progression au deuxième trimestre (29%, +2 points par rapport au premier trimestre). Alors qu'un niveau de pessimisme historique avait été observé à la fin de l'année 2014 (88%), les dirigeants de TPE ne s'étaient pas montrés si confiants depuis le premier trimestre 2012.

La confiance accordée au gouvernement par les patrons de TPE recule légèrement sans remettre en question la forte progression du premier trimestre 2014. Elle s'établit à 22% (-2 points).

La même tendance à une stabilisation de l'optimisme des patrons de TPE se dessine concernant leur propre activité (46%).

Si 30% des patrons de TPE jugent toujours la situation de leur entreprise préoccupante (30%, +2 points), ce taux demeure nettement inférieur à ceux constatés lors des trois dernières vagues de 2014. L'indice de situation financière des TPE poursuit d'ailleurs sa lente progression amorcée il y a neuf mois, même si son niveau demeure faible dans l'absolu (-21%, +2 points)

Un accès au crédit de plus en plus difficile pour les TPE et une situation en matière d'emploi toujours aussi sensible

La situation de trésorerie des TPE demeure à des niveaux comparables depuis octobre 2014. 28% des TPE bénéficient d'un excédent de trésorerie, la moitié des TPE se situent à l'équilibre (49%) tandis que 23% font face à un déficit de trésorerie. Les TPE les plus importantes en termes de taille salariale (10 à 19 salariés : 40%) ou de chiffre d'affaire (500 000 à 1 million d'euros : 43%) s'avèrent plus nombreuses à bénéficier d'une trésorerie excédentaire.

15% des patrons de TPE ont effectué une demande de financement auprès de leur banque au cours des trois derniers mois, cette démarche s'avérant plus répandue au sein des TPE de taille plus importante (10 à 19 salariés : 38% ; CA supérieur à 1 million d'euros : 26%).

Le durcissement des conditions d'accès au crédit observé début 2015 s'amplifie au deuxième trimestre. 65% des dirigeants ayant effectué une demande de financement se sont vus appliquer au moins une mesure de durcissement (+7 points en trois mois, +18 points en 6 mois). De plus, cette mesure de durcissement est plus sévère. Si au premier trimestre 2015 il prenait principalement la forme d'une réduction du montant accordé, c'est aujourd'hui le refus d'un nouveau prêt qui concerne le plus de patrons ayant effectué une demande de financement (35%, +17 points en trois mois).

Les interviewés font état d'une destruction nette d'emplois dans les TPE pour le septième trimestre consécutif (-1,5%), les TPE de services aux entreprises déclarant une destruction d'emplois sensiblement plus importante (-6%).

Signe d'un déficit de visibilité de son activité à plus long terme, la majorité des embauches réalisées par les TPE l'ont été en CDD (54%, +7 points en trois mois), pour 36% en CDI (-4 points). Le recours aux contrats aidés (8%) progresse également de manière sensible (+6 points).

Les dirigeants de TPE anticipent en revanche une création nette d'emploi au deuxième trimestre 2015 (+1%), cette prévision s'avérant plus optimiste au sein du secteur industriel (+6%) et de l'hôtellerie (+6%).

Le Conseil général, une institution peu connue des patrons de TPE

Plus de trente ans après la première Loi Deferre de Décentralisation, les dirigeants de TPE, à l'instar de l'ensemble des Français, ont une image peu constituée de l'institution départementale. En effet, **à peine à quart des patrons interrogés (26%) déclare bien connaître les compétences de son Conseil Général**. Cette méconnaissance majoritaire (74%) touche l'ensemble des catégories de TPE.

Il convient toutefois de nuancer quelque peu ce déclaratif, **une majorité de dirigeants interrogés parvenant à attribuer toute une série de compétences à l'institution départementale**. Ainsi, 69% des interviewés attribuent l'aide sociale au Conseil général, que ce soit le RSA ou les allocations pour les personnes âgées ou handicapées (28% seulement attribuent cette mission au Conseil régional), 59% attribuent l'entretien des routes départementales et 53% pour la construction et l'entretien des collèges.

A l'inverse, une confusion est opérée en ce qui concerne les aides au développement économique local. Cette compétence qui relève pourtant du département n'est en effet associée à l'exécutif départemental que par 45% des patrons de TPE.

Ce degré de connaissance perfectible est à relier à une image mitigée de l'institution départementale. En effet, invités à indiquer leur niveau de satisfaction à l'égard de leur Conseil général, les dirigeants interrogés apparaissent très partagés : 46% d'entre eux font part de leur satisfaction tandis que 49% expriment un avis contraire.

Notons que cette satisfaction est plus élevée dans le secteur des services aux entreprises (61%) et parmi les sympathisants de gauche (69%). A l'inverse, le mécontentement est largement majoritaire dans le secteur du commerce (68%) et chez les sympathisants frontistes (70%).

Un bilan des élections départementales analogue à celui perçu par les Français

De manière identique à ce que les enquêtes de l'Ifop menées auprès du Grand Public ont révélé, **les dirigeants de TPE n'ont manifesté qu'un intérêt limité à l'égard du dernier scrutin départemental.**

Ainsi, parmi les 20% des inscrits sur les listes électorales déclarant ne pas avoir accompli leur devoir électoral les 22 et 29 mars, les motivations de l'abstention relèvent principalement de deux ordres :

- La « vanité » de ces élections qui ne changeront rien à sa situation (31%).
- La protestation, un quart des patrons interrogés ayant voulu manifester leur mécontentement à l'égard des partis politiques.

Au-delà de l'abstention, les patrons de TPE, à l'instar du grand public, ont visiblement instrumentalisé leur vote pour exprimer leur insatisfaction à l'égard de la politique de l'exécutif, un mouvement déjà enregistré dans ce baromètre en 2014 lors des scrutins municipaux et européens.

Ainsi, un gros tiers des personnes interrogées dans cette vague d'enquête (34%) a voté pour sanctionner la politique du Président de la République et du gouvernement (38% dans un sondage Ifop-Fiducial réalisé le jour du premier tour auprès d'un échantillon de 2447 Français), notamment les patrons proches de la droite (45%).

A l'inverse, une part ultra marginale (4%) a voulu soutenir la politique de l'exécutif (13% parmi l'ensemble des Français), 59% se prononçant en fonction de considérations locales.

Enfin, s'agissant du bilan de ce scrutin départemental sur l'image des principales personnalités du champ politique, **les dirigeants interrogés considèrent Marine Le Pen comme celle qui sort la plus renforcée de ces élections** (à 64% contre 9% pour « plutôt affaiblie », Marion Maréchal ressortant renforcée à 57%), et ce en dépit du faible nombre de cantons remportés par le FN. Nicolas Sarkozy bénéficie lui aussi, en tant que président de l'UMP, du succès de son mouvement à ce scrutin départemental : 58% des interviewés estiment qu'il sort renforcé de cette dernière séquence électorale.

A contrario, les principaux leader de gauche, quelle que soit la formation partisane, sortent largement affaiblis. C'est le cas de Jean-Christophe Cambadélis (40%), Jean-Luc Mélenchon (53%) et Cécile Duflot (55%).

Pour autant, les jugements les plus sévères quant à l'impact de ces élections sont portés au débit du couple exécutif : 62% des patrons de TPE considèrent en effet que le Premier ministre, très engagé dans la campagne électorale, sort affaibli de la séquence, et près des trois quart des patrons interrogés partagent cette opinion s'agissant de François Hollande (73%).

Une faible bienveillance des patrons à l'égard d'élus jugés toujours trop nombreux et peu représentatifs

Le constat des dirigeants de TPE à l'égard des élus est sans ambages : ceux-ci sont jugés d'une manière générale trop nombreux par 85% des interviewés. Plus précisément, le sentiment que le nombre des parlementaires (députés et sénateurs) et des conseillers régionaux ou généraux est trop important est respectivement ressenti par 77% et 71% des patrons de TPE. Sans surprise quand on connaît la bienveillance plus grande de l'opinion à l'égard de l'échelon municipal, seuls 56% des interviewés estiment que les élus communaux sont trop importants voire 35% que leur nombre est adapté.

De ce constat découle une forte attente de réduction du personnel élu. Ainsi, 8 dirigeants sur 10 (dont 53% de tout à fait d'accord) appellent de leurs vœux une division par deux du nombre d'élus des conseils régionaux et généraux, lesquelles conserveraient la même efficacité. Deux tiers des patrons vont même plus loin que la réforme sarkozienne du conseiller territorial dans la mesure où ils souhaitent une fusion pure et simple des institutions départementales et régionales.

On retrouve cette attente à l'échelon communal, 65% des interviewés se disant favorables à un regroupement de communes dès lors qu'elles comptent moins de 5000 habitants. Notons toutefois que ce regroupement est moins fortement soutenu chez les patrons résidant dans une ville de moins de 5000 habitants (57% contre 43% défavorables).

Au-delà de la question du nombre d'élus, les personnes interrogées expriment des jugements sévères vis à vis de ces derniers, signe supplémentaire de la défiance à l'œuvre dans l'opinion à leur rencontre.

Ainsi, l'impression que le personnel politique pense avant tout à sa réélection fait l'objet d'une adhésion massive de la part des dirigeants de TPE que cette « obsession » concerne les élus locaux (82% d'accord), les élus régionaux (85%) et les élus nationaux (93% dont 75% de tout à fait d'accord !).

Toutefois, les interviewés distinguent dans leurs perceptions deux catégories. Figurent d'une part les élus nationaux lesquels concentrent les critiques les plus fortes : à peine 22% des patrons de TPE estiment que les élus nationaux travaillent de manière efficace, 17% qu'ils représentent bien l'ensemble des Français et 11% (contre 89% !) qu'ils comprennent les préoccupations des dirigeants de TPE. Au final, moins de 4 personnes sur 10 considèrent que ces élus cherchent à améliorer les choses.

D'autre part, se font jour des jugements nettement plus bienveillants associés aux élus locaux (et à degré moindre régionaux). Par exemple, une majorité plus ou moins forte d'interviewés adhère à l'idée que les élus locaux cherchent à améliorer les choses dans leur territoire (74%, 60% s'agissant des élus régionaux), travaillent de manière efficace (57%) voire représentent bien l'ensemble des Français (51%).

Cependant, sur la question essentielle de la compréhension des préoccupations des dirigeants de TPE, les élus locaux, à l'instar du personnel politique national, pâtissent de perceptions majoritairement défavorables (63% voire 70% pour les élus régionaux). Dans le détail, les patrons de TPE issus des secteurs du commerce et des services aux entreprises expriment plus intensément ce sentiment de déconnexion des élus à leurs préoccupations.

Des perceptions à peine meilleures à l'égard du Parlement qui trahissent des questionnements sur le système démocratique hexagonal

Au-delà de ces jugements sur les élus, les patrons de TPE font ouvertement part de doutes voire d'un discours critique sur le fonctionnement du système parlementaire français. L'adhésion des personnes interrogées est en effet minoritaire que ce soit l'apport des débats parlementaires à l'amélioration des lois (43%), l'articulation efficace entre les deux Assemblées (37%) ou l'application rapide grâce au Parlement des lois (26%). Relevons toutefois une adhésion plus forte émanant des sympathisants de gauche.

Ces critiques associées au fonctionnement du Parlement ne sont pas anodines dans la mesure où elles participent à la construction d'interrogations plus générales sur le système démocratique français. Ainsi, moins d'un interviewé sur deux (47%) estime celui-ci solide, notamment les dirigeants du secteur du BTP, du commerce et de l'hôtellerie ainsi que les sympathisants de droite et du FN.

Ce constat est à relier à deux séries de critiques exprimées par peu ou prou deux tiers des patrons interrogés : d'une part l'inefficacité des contre-pouvoirs et sa conséquence en terme de déséquilibre des pouvoirs, d'autre part la difficulté du système français à garantir une représentation satisfaisante de la population (69% pour le non).

Le regard des personnes interrogées sur le Parlement reflète à cet égard ces questionnements et critiques. En premier lieu, **on retrouve l'attente précédemment exprimée par les élus d'une réduction drastique du nombre des parlementaires** (75% pour une division de moitié du nombre de députés et même 82% pour une baisse de même ordre du nombre de sénateurs).

Emergent également les deux critiques auparavant associées au personnel politique dans son ensemble à savoir la faible représentativité de la population s'agissant de l'Assemblée Nationale (31%) et du Sénat (18%) et leur mauvaise compréhension du fonctionnement des petites et moyennes entreprises (seulement 13% et 16% de jugements positifs pour la Haute Assemblée) quand dans le même temps on considère dans une large majorité que ces deux Assemblées comprennent les grandes entreprises.

Seul l'apport des deux Assemblées à l'équilibre des pouvoirs est majoritairement reconnu avec toutefois une distinction au bénéfice de l'Assemblée Nationale (71% de jugements favorables contre 62% au Sénat) que l'on retrouve également sur la dimension de contre-pouvoir au pouvoir judiciaire (40% contre 31%).

Une image des CESE et CESER très peu constituée

La notoriété du Conseil Economique Social et Environnemental est perfectible. Seuls 38% des dirigeants de TPE déclarent en avoir entendu parler, notamment ceux des secteurs des services aux entreprises et de l'industrie. La notoriété des CESER, déclinaison régionale du CESE est encore plus marginale (17%).

Auprès des connaisseurs, les représentations associées au CESE sont fragiles : si la vocation de dialogue et de recherche de consensus propre à cette assemblée est reconnue par 43%, sa capacité à disposer d'un pouvoir réel dans la vie publique hexagonale (23%) comme sa contribution à l'information des citoyens (34%) lui sont très faiblement associées.

De là découlent des attentes contradictoires exprimées par l'ensemble des patrons de TPE pour ce qui concerne l'évolution du Conseil Economique et Social : le statu quo de ces attributions est souhaité par un tiers des interviewés (voire 40% en province et 53% chez les sympathisants socialistes). Mais quatre sur dix appellent de leurs vœux une diminution (13%) voire une suppression des prérogatives du CESE (27%) alors qu'un petit quart (23%) attend un renforcement.

Des patrons de TPE peu au fait du fonctionnement et de l'offre de services des Chambres de métiers et des Chambres de Commerce et d'Industrie

Les patrons de TPE s'avèrent peu impliqués dans le fonctionnement de leurs Chambres de métiers ou CCI, seuls 20% d'entre eux ayant voté aux dernières élections de ces chambres consulaires. Les élections des Chambres de métiers ont bénéficié d'une plus large participation (artisans : 29%) que celles des CCI (non-artisans : 15%), et les dirigeants de TPE industrielles (34%) ou du BTP (30%) s'avèrent plus nombreux à avoir voté lors des dernières élections des chambres les concernant.

Cette faible mobilisation des patrons de TPE est à lier à la connaissance limitée que ces derniers ont du fonctionnement de leur chambre consulaire (30%), ou de son offre de services (30%), un tiers des répondants déclarant très mal les connaître (respectivement 31% et 33%). Les Chambres de métiers bénéficient toutefois d'une meilleure connaissance de leur fonctionnement (40% contre 26%) et de leur offre de service (35% contre 28%) que les CCI.

Si une grande majorité des patrons de TPE fait part d'une image positive de sa chambre consulaire (76%) ainsi que de ces chambres dans leur ensemble (72%), cette image s'avère s'inscrire en creux compte tenu de leur faible niveau de connaissance. 62% des dirigeants ne les jugent d'ailleurs pas utiles, dont un tiers pas du tout utiles. Dans le détail, seuls 31% des dirigeants non-artisans jugent utiles les services proposés par leur CCI, 48% des artisans exprimant cette opinion au sujet de leur Chambre de métiers.

Corollaire de la faible notoriété de ces chambres et de la perception limitée de leur utilité, seuls 30% des patrons de TPE ont fait appel, au cours des deux dernières années, aux services de leur chambre consulaire (36% pour les Chambres de métiers et 26% pour les CCI), dont 16% plusieurs fois (respectivement 20% et 13%). Ce faible recours aux services des chambres de métiers ou de commerce et d'industrie apparaît d'autant plus regrettable que la grande majorité (78%) des patrons de TPE ayant fait appel à elles s'avèrent satisfaits de leurs services, dont 38% très satisfaits (46% des artisans et 32% des non-artisans).

En ce qui concerne l'avenir des chambres de métiers ou de commerce et d'industrie, la majorité des patrons de TPE souhaite un maintien de leur offre de service (57%) et de leur pouvoir dans la vie économique locale (60%). L'éventualité d'une fusion des CCI et des Chambres de métiers au niveau de chaque département est quant à elle soutenue pas plus de sept dirigeants de TPE sur dix (72%), dont 37% s'y montrant très favorables.

Un dialogue social de proximité privilégié avec les salariés

Les dirigeants de TPE, sont toujours unanimes à considérer optimale la qualité du dialogue avec leurs salariés (98%, identique à 2009, *sondage Fiducial / Opinion Way*). Cet atout s'inscrit donc dans la durée.

Tout aussi remarquable est l'intensité perçue de la qualité du dialogue. La proportion de patrons la jugeant « très bonne » est en effet supérieure à celle de ceux qui l'estiment « plutôt bonne » ce qui constitue une exception pour ce type de question (répartition stable par rapport à 2009). La qualité du dialogue social dans les TPE représente un motif de fierté que leurs dirigeants souhaitent mettre en avant.

Cela se traduit concrètement par des discussions récurrentes avec les salariés (76% des dirigeants déclarent qu'elles ont lieu plusieurs fois par jour). **Ces échanges sont aussi sereins et conviviaux**, portant souvent aussi bien sur des aspects professionnels (l'organisation et les conditions de travail) et des dimensions plus personnelles (la famille, les loisirs et le temps libre). **Ces discussions sont enfin directes.** En effet, dans seulement 8% des TPE un salarié joue le rôle d'intermédiaire entre ses collègues et le dirigeant. Ce taux monte certes à 26% dans les TPE de 10 à 19 salariés mais demeure largement minoritaire.

La dimension à taille humaine des TPE est certes propice à favoriser un dialogue fréquent, serein et direct, mais elle ne doit pour autant pas minimiser l'ampleur de ces scores, véritables atouts à la fois pour la performance des entreprises mais aussi pour leur attractivité. Dans la plupart des enquêtes de climat interne réalisées par l'ifop, les difficultés de communication entre dirigeants et salariés sont régulièrement pointées, y compris par les dirigeants. Elles constituent un facteur de blocage pouvant nuire au sentiment d'appartenance et d'engagement à l'entreprise des salariés.

Au sujet des questions sociales, toujours dans une optique micro-économique, la logique de dialogue est jugée plus appropriée que celle de négociations. Ces dernières concernent en priorité les salariés de grandes entreprises et pas les TPE pour 77% des dirigeants interrogés. **Ainsi, plus la taille de l'entreprise est restreinte, plus le dialogue social est estimé satisfaisant** : 97% des dirigeants estiment qu'il est satisfaisant dans leur entreprise, 67% dans l'ensemble des TPE, 52% dans les PME et 47% dans les entreprises des plus de 250 salariés.

Le dialogue, plus direct et rapide que les négociations constitue un rempart puissant aux frictions, 71% des dirigeants estimant qu'il y a très peu de conflits entre le patron et les salariés dans les TPE.

Des enjeux économiques également de proximité qui remettent en question la légitimité de syndicats patronaux nationaux

Seuls 19% des dirigeants déclarent être adhérents d'une organisation syndicale patronale. Cette dernière, dans 70% des cas, ne fait pas partie des organisations principales (CGPME, UPA, UNAPL, MEDEF). Seul le syndicat de sa branche bénéficie d'une bonne image auprès des dirigeants, est perçu comme comprenant bien les enjeux et contraintes des chefs d'entreprise et défendant bien leurs intérêts. Sur ces trois dimensions, les autres organisations syndicales patronales (MEDEF, CGPME, UNAPL, UPA) recueillent une minorité d'avis positifs. En outre, à peine 18% des dirigeants de TPE connaissent l'existence d'un syndicat de défense des TPE

A titre illustratif, dans le cadre de négociations nationales interprofessionnelles avec le MEDEF, la CGPME et l'UPA, parmi 6 enjeux dont la fiscalité et le coût du travail, ces organisations n'obtiennent la confiance d'une majorité des patrons de TPE pour défendre leurs intérêts qu'au sujet de la formation professionnelle. Pour 60% des dirigeants, le niveau de représentativité de ces trois syndicats nationaux est donc logiquement jugé insuffisant. D'ailleurs, les réglementations visant les petites entreprises devraient, pour 56% des dirigeants, être élaborées de préférence par les syndicats de branche.

Pour autant, bien que le dialogue soit plus direct et emprunte un canal moins officiel que les négociations sociales, **les dirigeants réfutent de plus en plus les affirmations selon lesquelles les TPE seraient une zone de non droit** (85% des dirigeants rejettent cette idée, +13 points par rapport à 2009) **ou que le favoritisme primerait entre patron et salariés** (70%, +18 points par rapport à 2009). Les affirmer signifie pour 8 patrons interrogés sur 10 non seulement méconnaître la réalité de la grande majorité des TPE, mais constitue également une atteinte à leur honneur et à leur probité (79%).

Près de deux tiers des dirigeants se montrent favorables au projet de loi devant aboutir à la création de commissions paritaires régionales (62%). Ils sont néanmoins dubitatifs sur leurs rôles. Si une majorité les perçoit comme un outil d'information et de conseil pour eux-mêmes et leurs salariés, ils sont en revanche minoritaires à les considérer comme une instance de médiation destinée à améliorer le dialogue social. Ce projet de loi est ainsi perçu comme contraignant en matière sociale. 59% des dirigeants estiment en effet qu'il permettra aux syndicats de renforcer leur présence au sein des TPE et 78% craignent qu'il ne constitue une première étape vers de nouvelles contraintes sociales.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

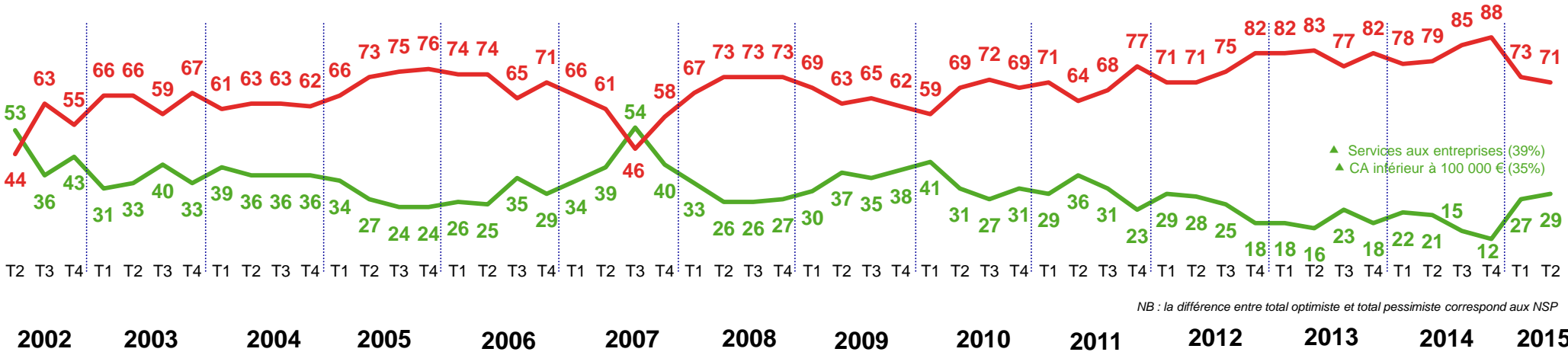
— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ BTP (78%) / Artisan (76%)
▲ Trésorerie déficitaire (84%)

▲ Services aux entreprises (39%)
▲ CA inférieur à 100 000 € (35%)

NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP



Question

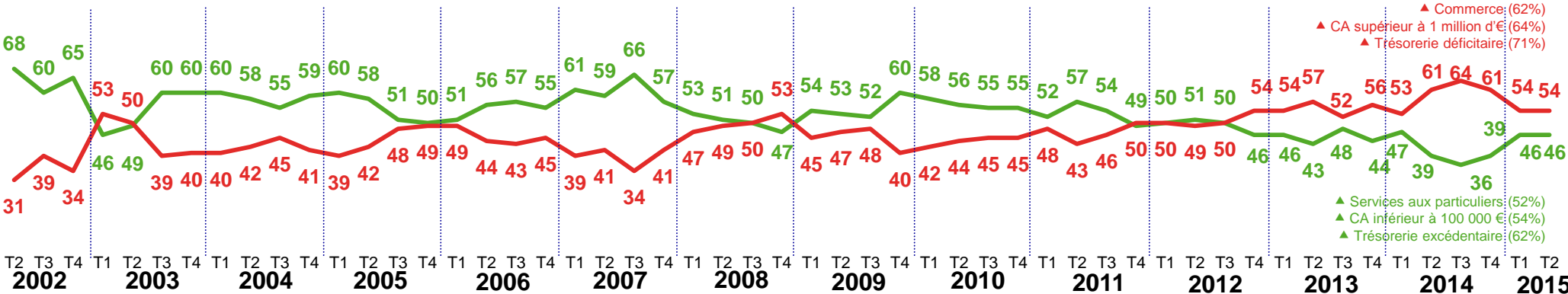
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ 1 à 19 salariés (58%)
▲ Commerce (62%)
▲ CA supérieur à 1 million d'€ (64%)
▲ Trésorerie déficitaire (71%)

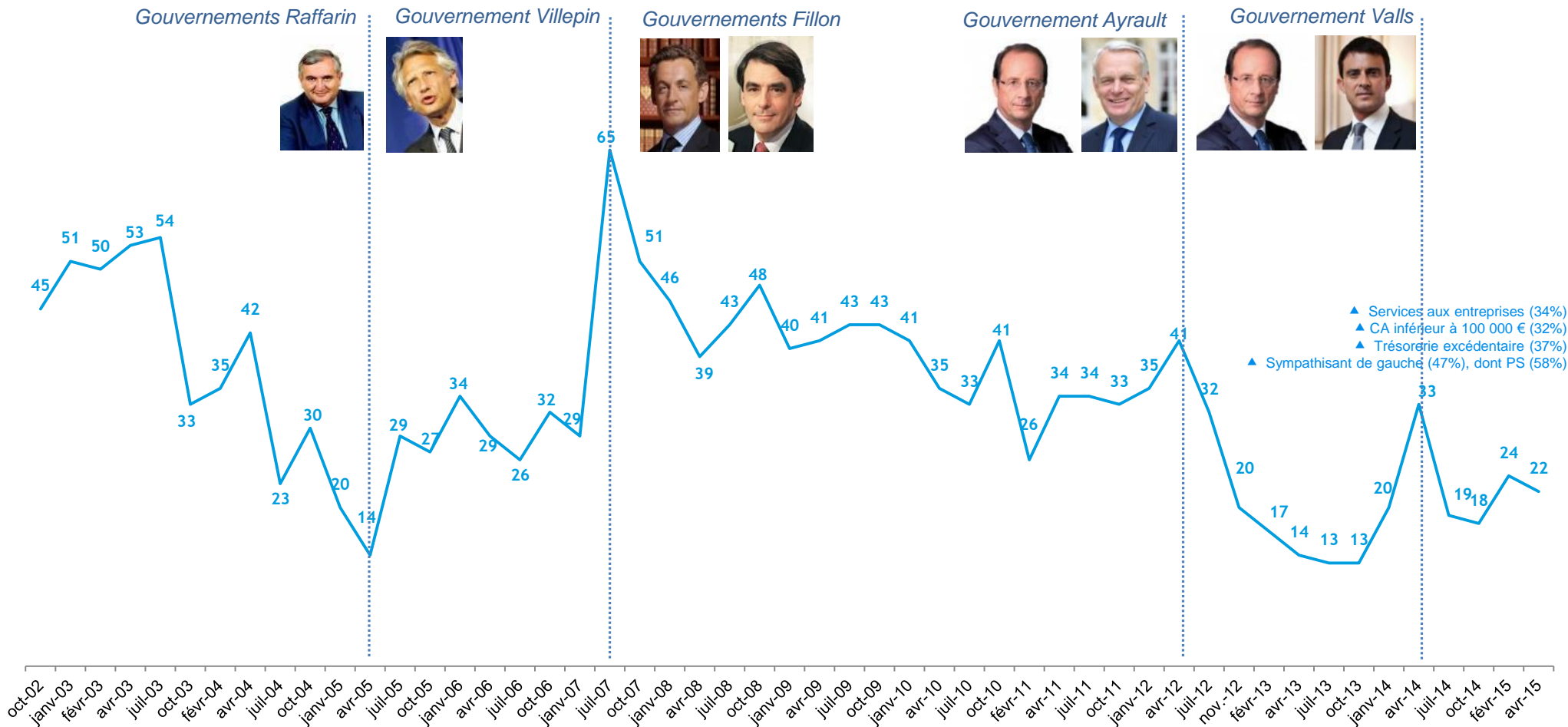
▲ Services aux particuliers (52%)
▲ CA inférieur à 100 000 € (54%)
▲ Trésorerie excédentaire (62%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale



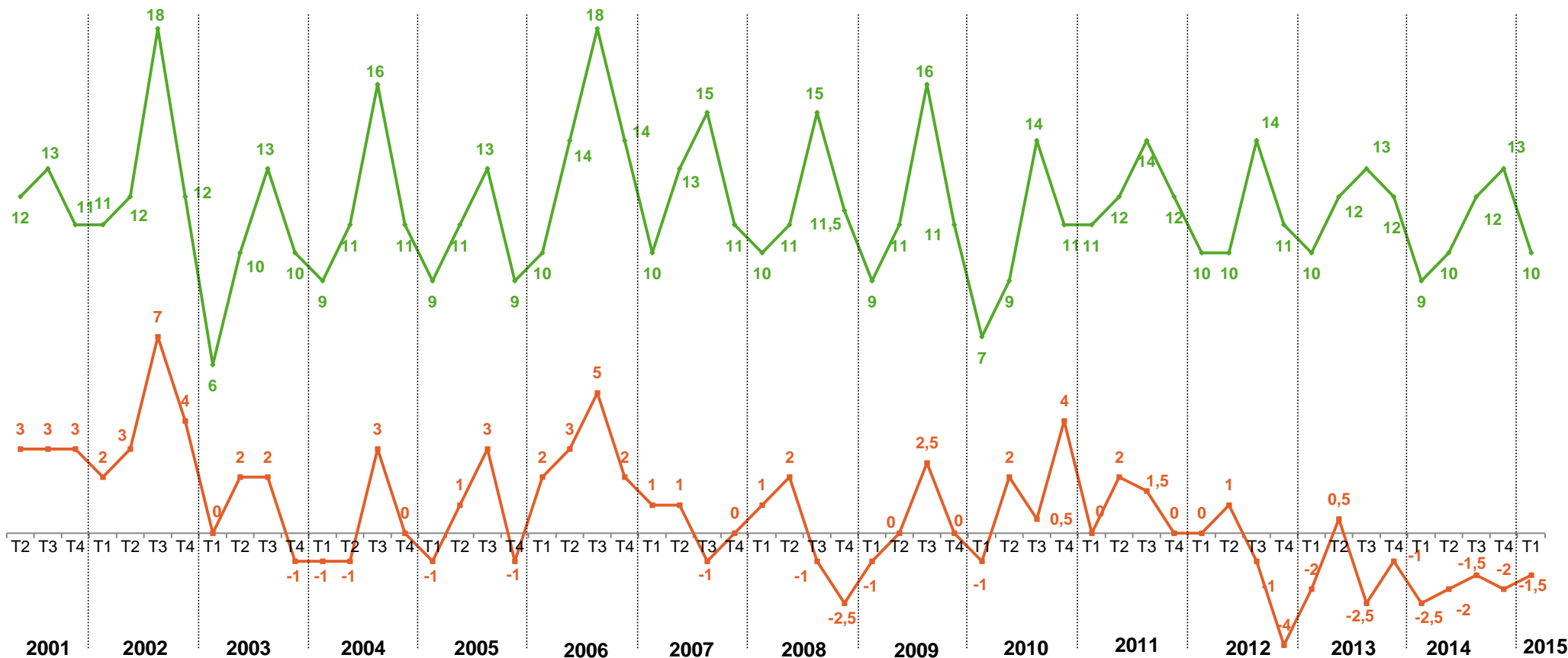
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

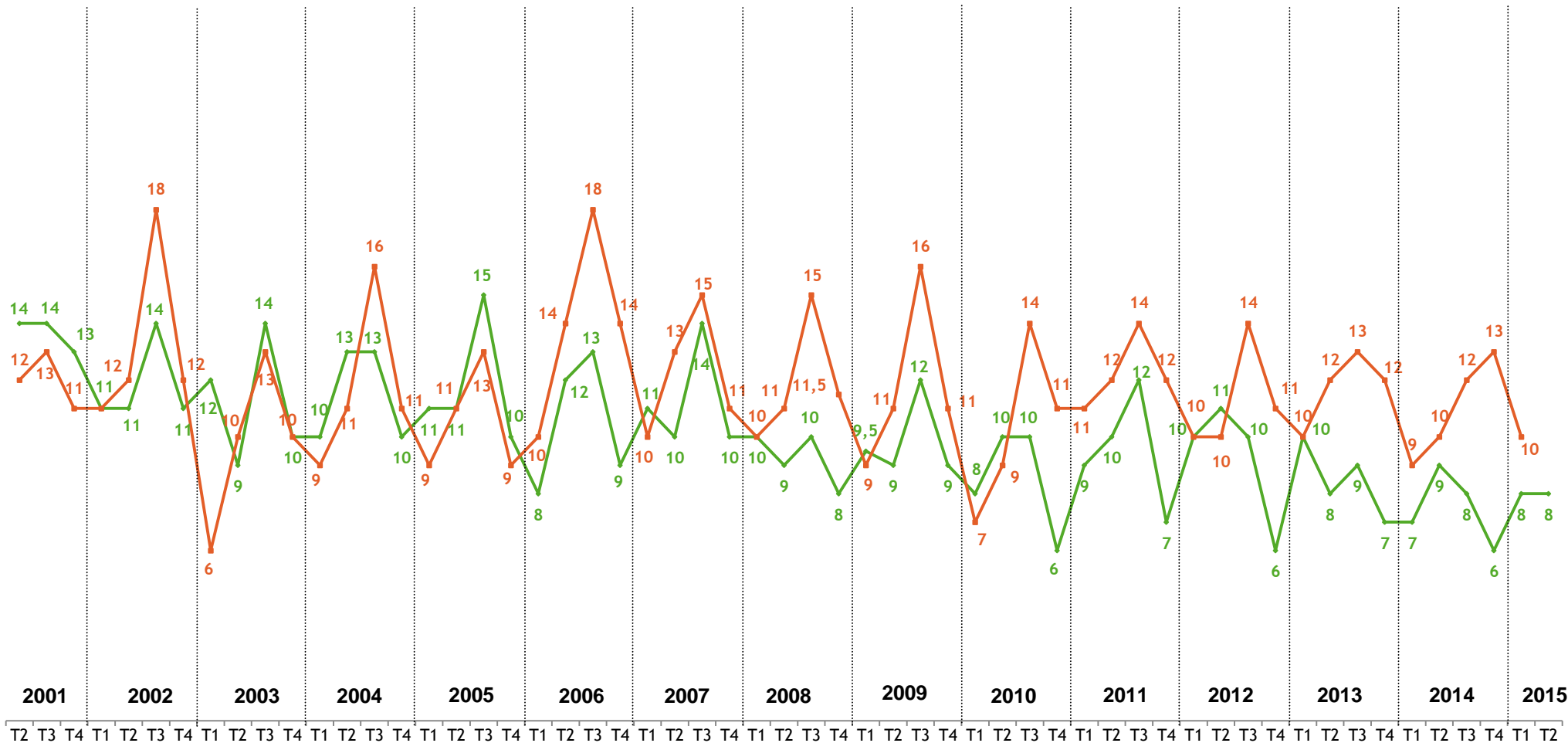
—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
—●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,6

} Moyennes depuis 2001



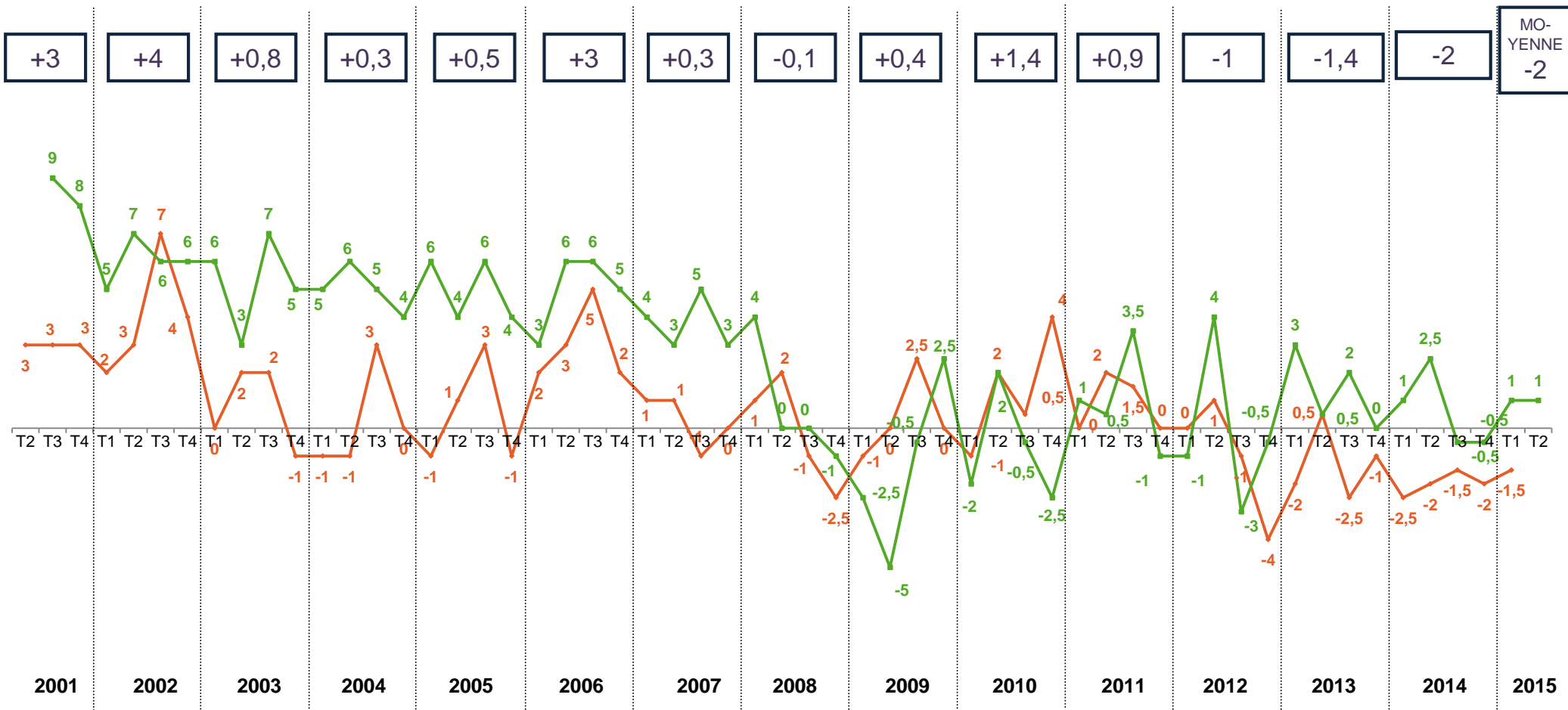
Base : ensemble des TPE

— Embauches prévues au cours des trois prochains mois
 — Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



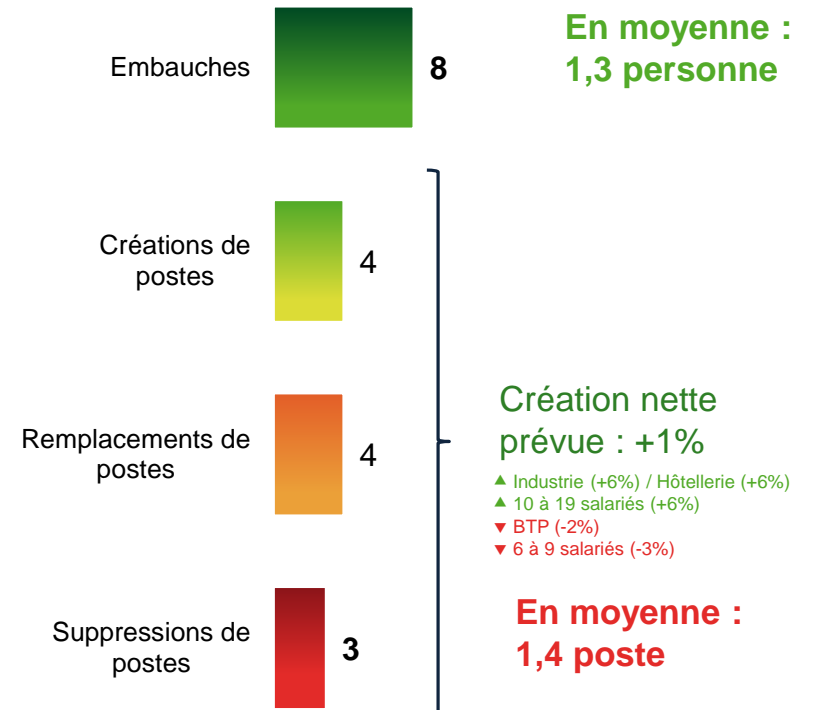
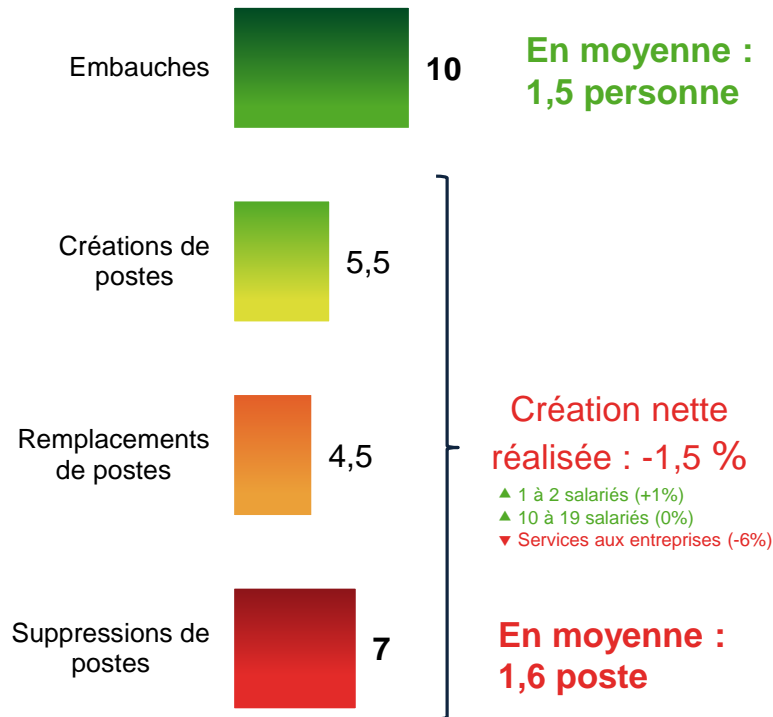
Base : ensemble des TPE

La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de janvier à mars 2015

Perspectives d'avril à juin 2015

En % de l'ensemble des TPE

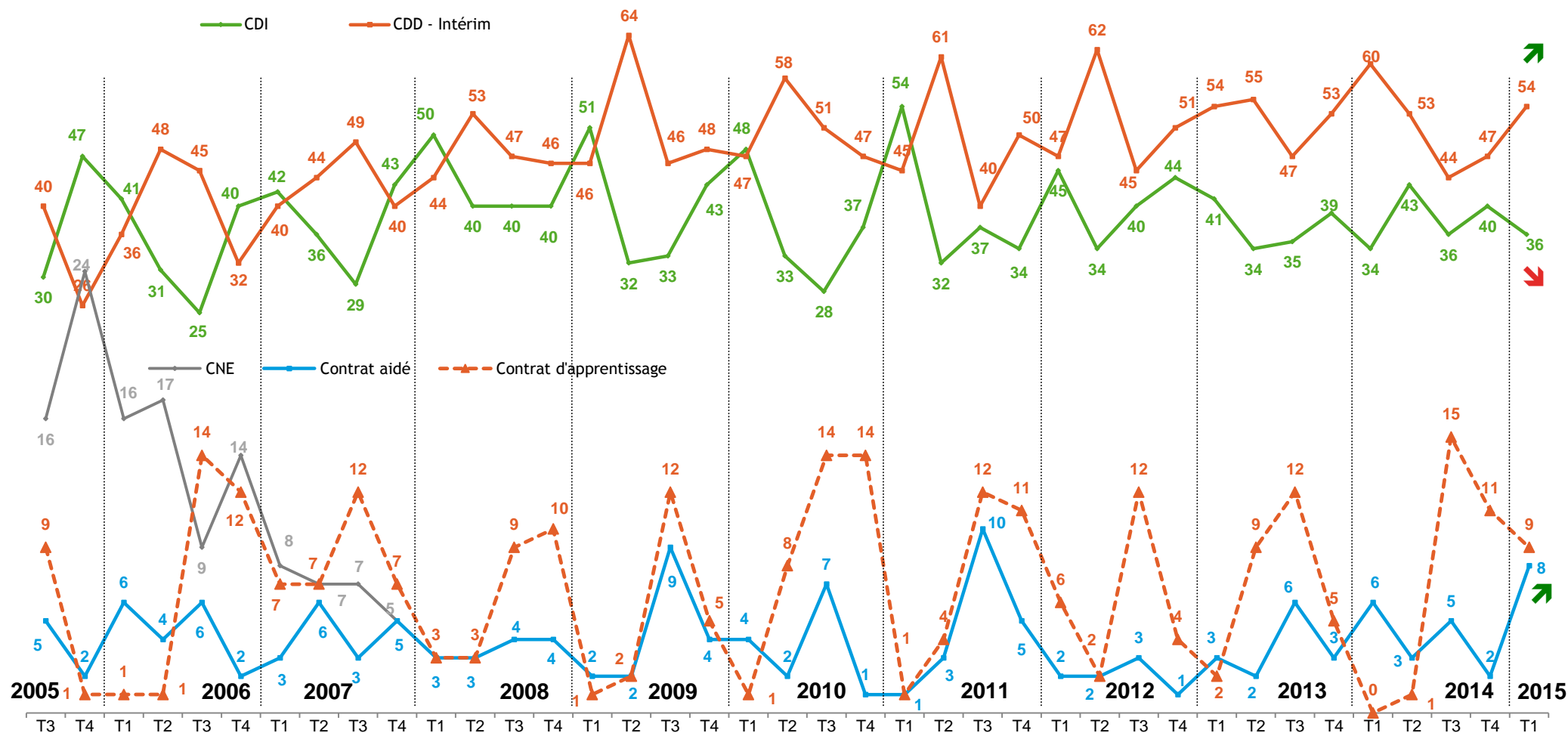


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 37%
CDD < 1 mois = 17%

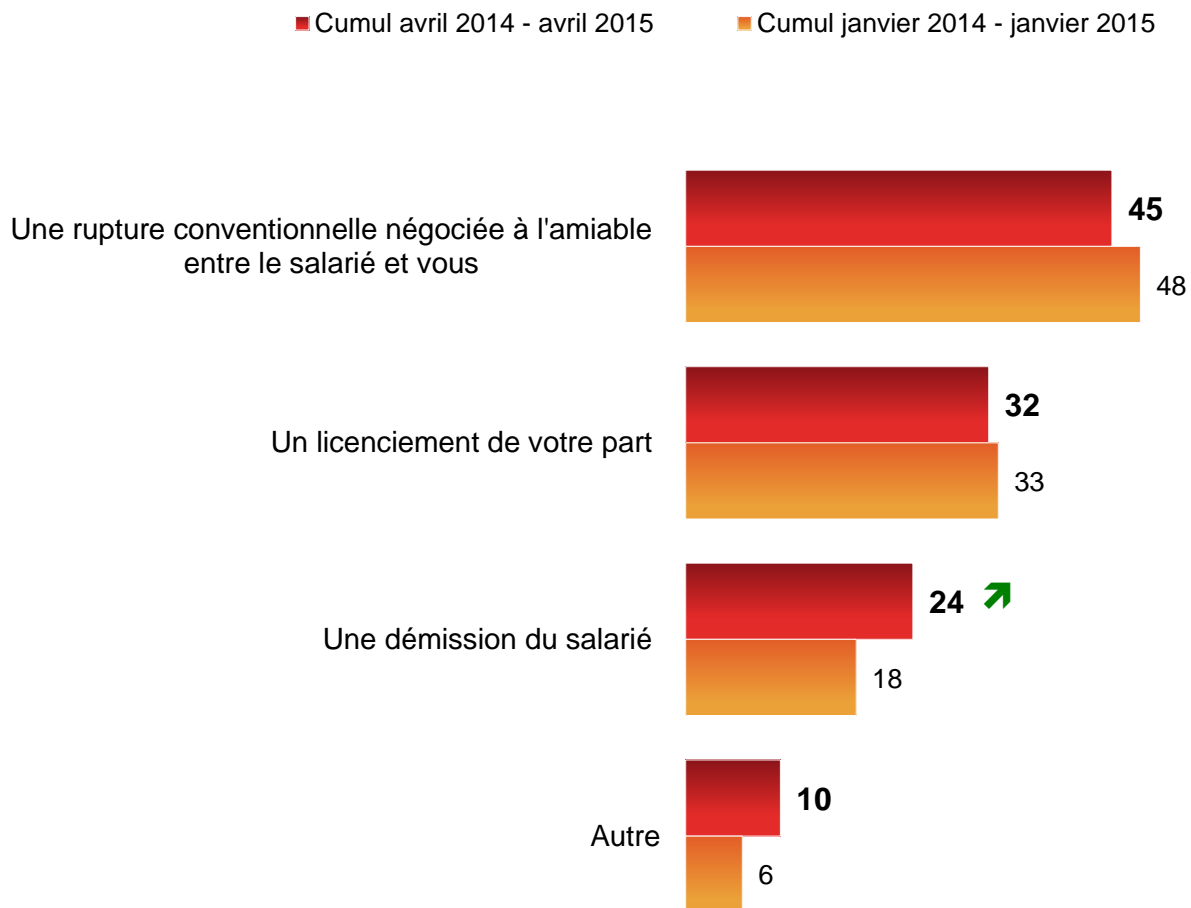


Base : TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

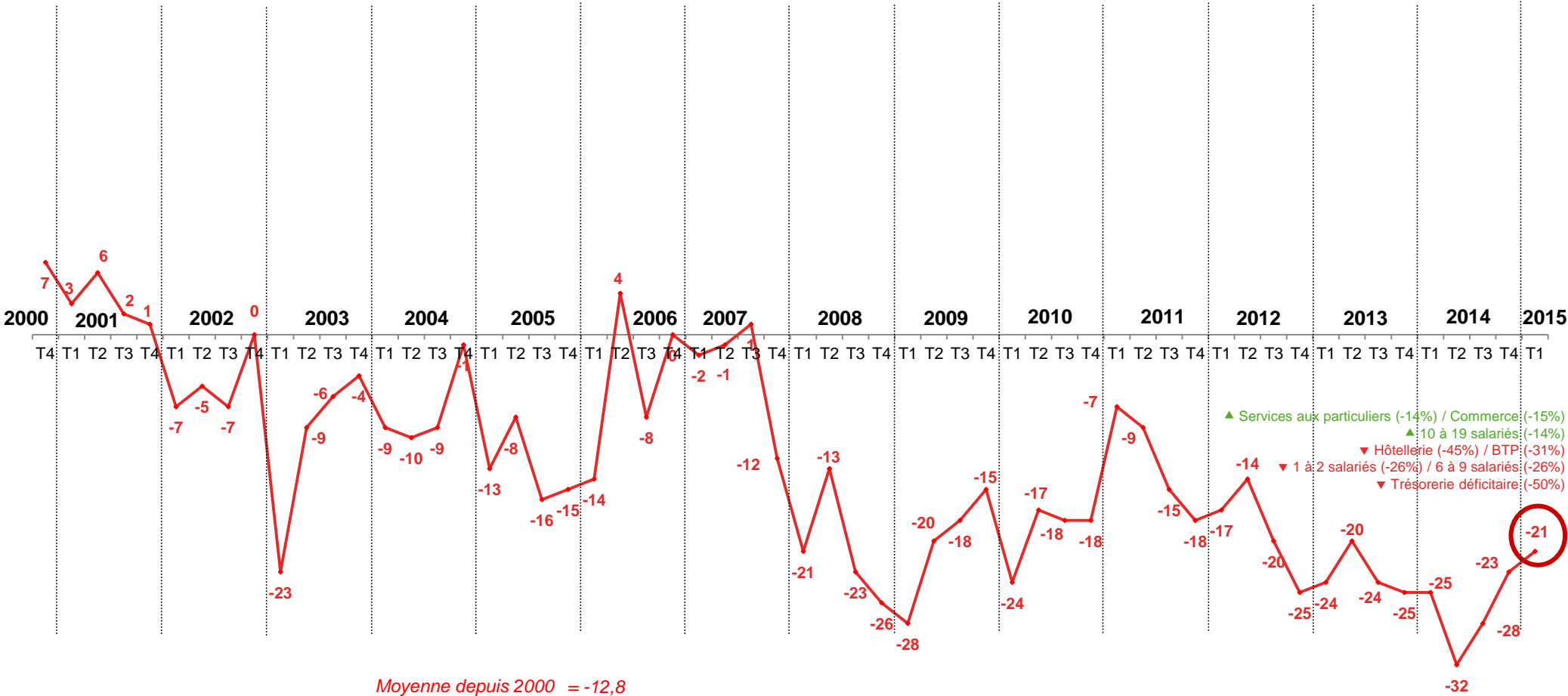
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois



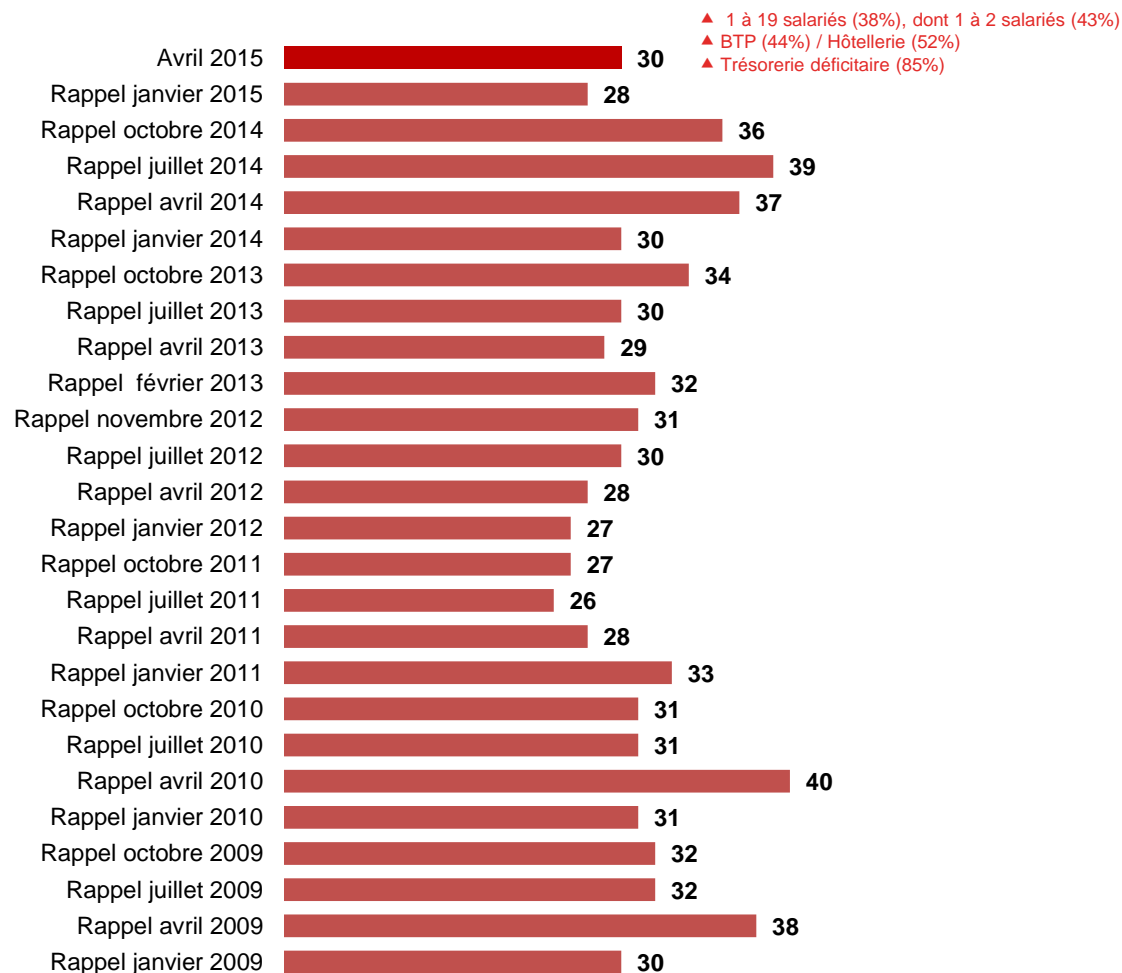
Base : ensemble des TPE

Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)

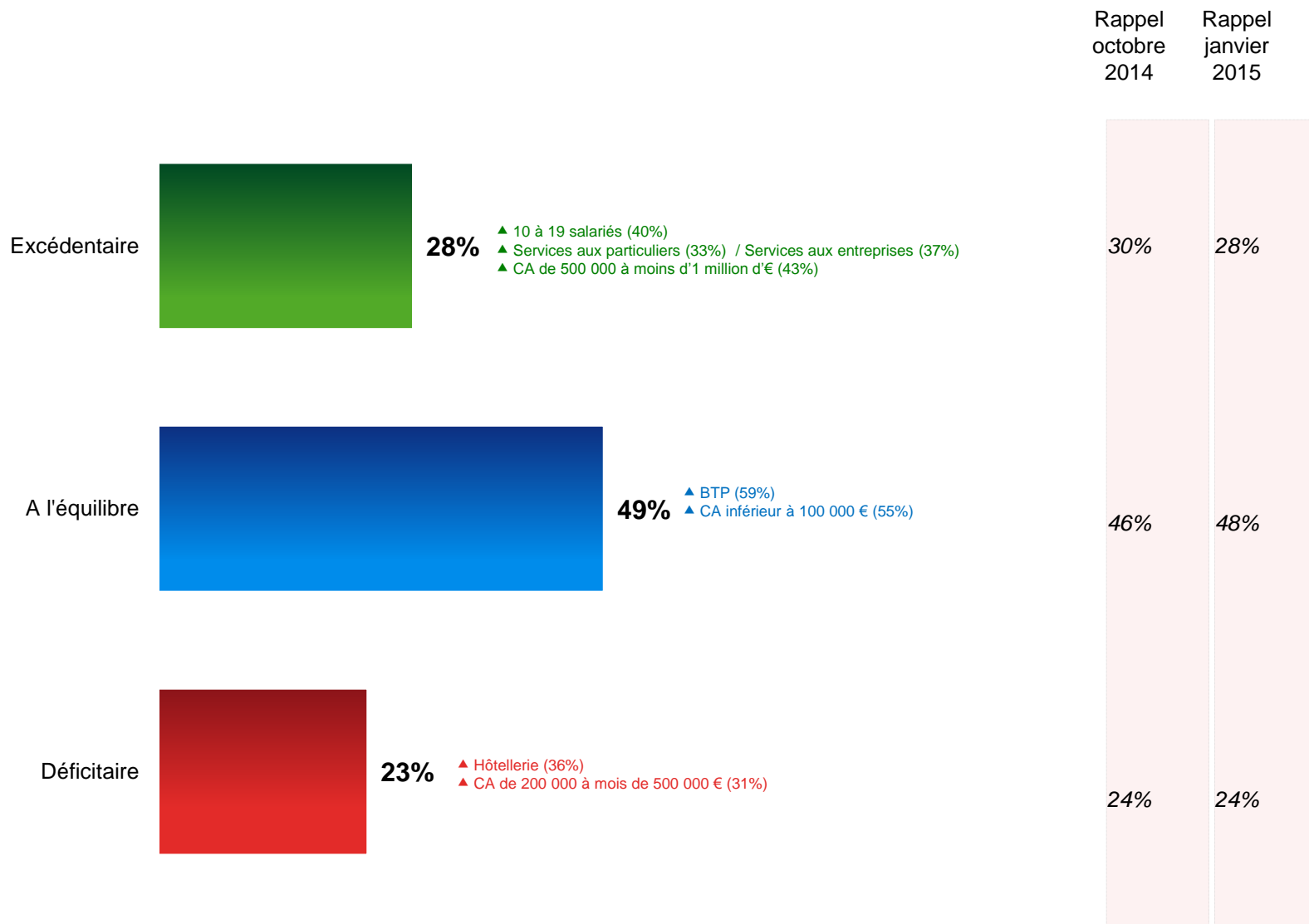


Base : ensemble des TPE

La situation de trésorerie actuelle

Question

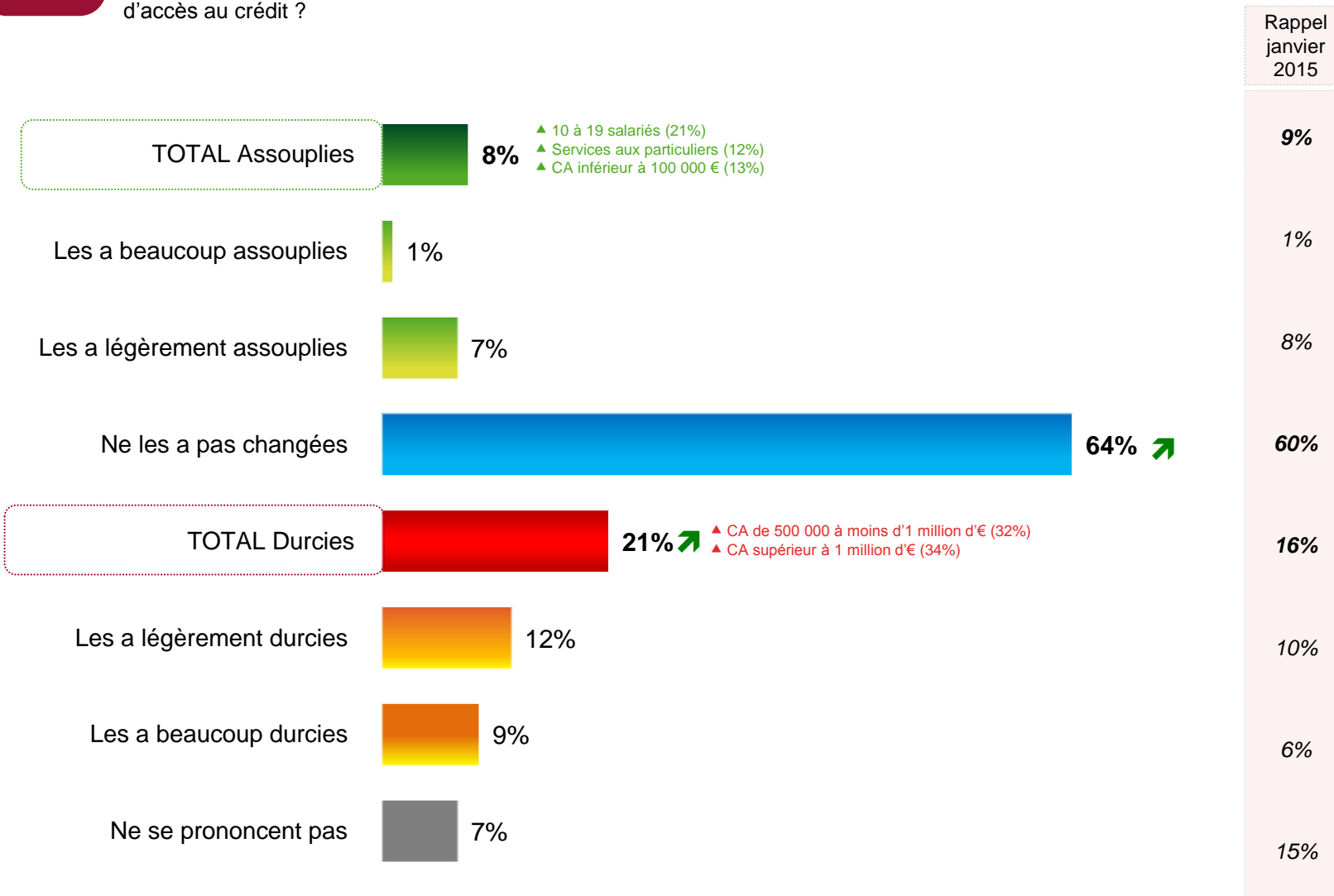
Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?



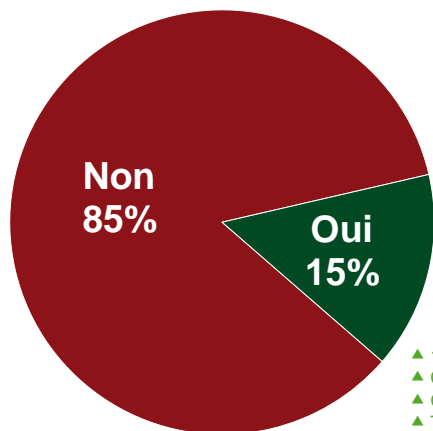
Base : ensemble des TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



- ▲ 1 à 19 salariés (22%), dont 10 à 19 salariés (38%)
- ▲ Commerce (21%) / Hôtellerie (22%)
- ▲ CA supérieur à 1 million d'€ (26%)
- ▲ Trésorerie déficitaire (26%)

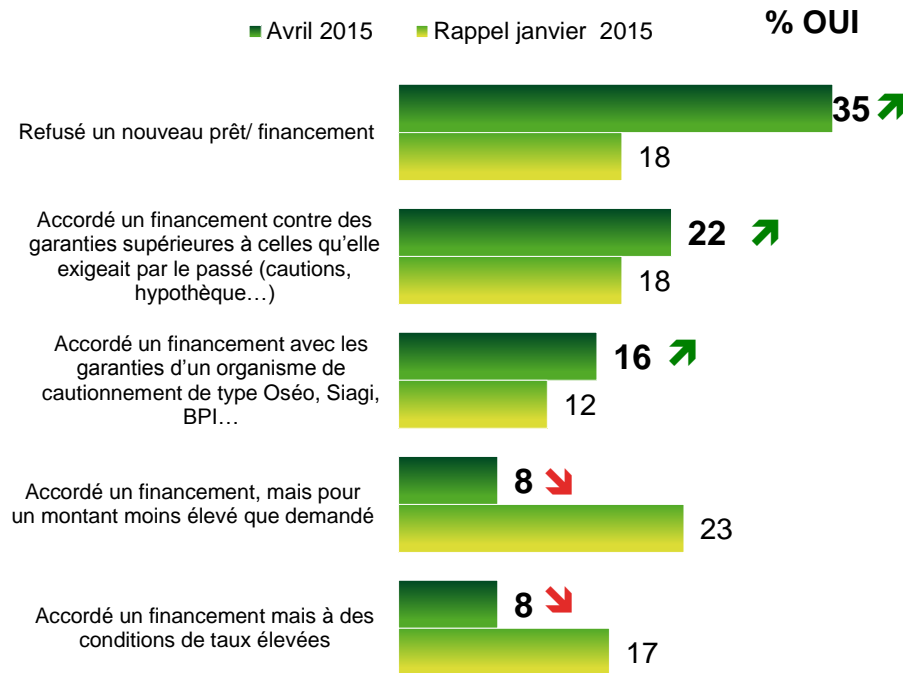
Rappel janvier 2015 : 15%
 Rappel octobre 2014 : 14% / Rappel juillet 2014 : 14%
 Rappel avril 2014 : 14% / Rappel janvier 2014 : 17%
 Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
 Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
 Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
 Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
 Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 65%

Rappel janvier 2015 : 58% / Rappel octobre 2014 : 47%
 Rappel juillet 2014 : 58% / Rappel avril 2014 : 57% / Rappel janvier 2014 : 49%
 Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
 Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
 Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
 Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

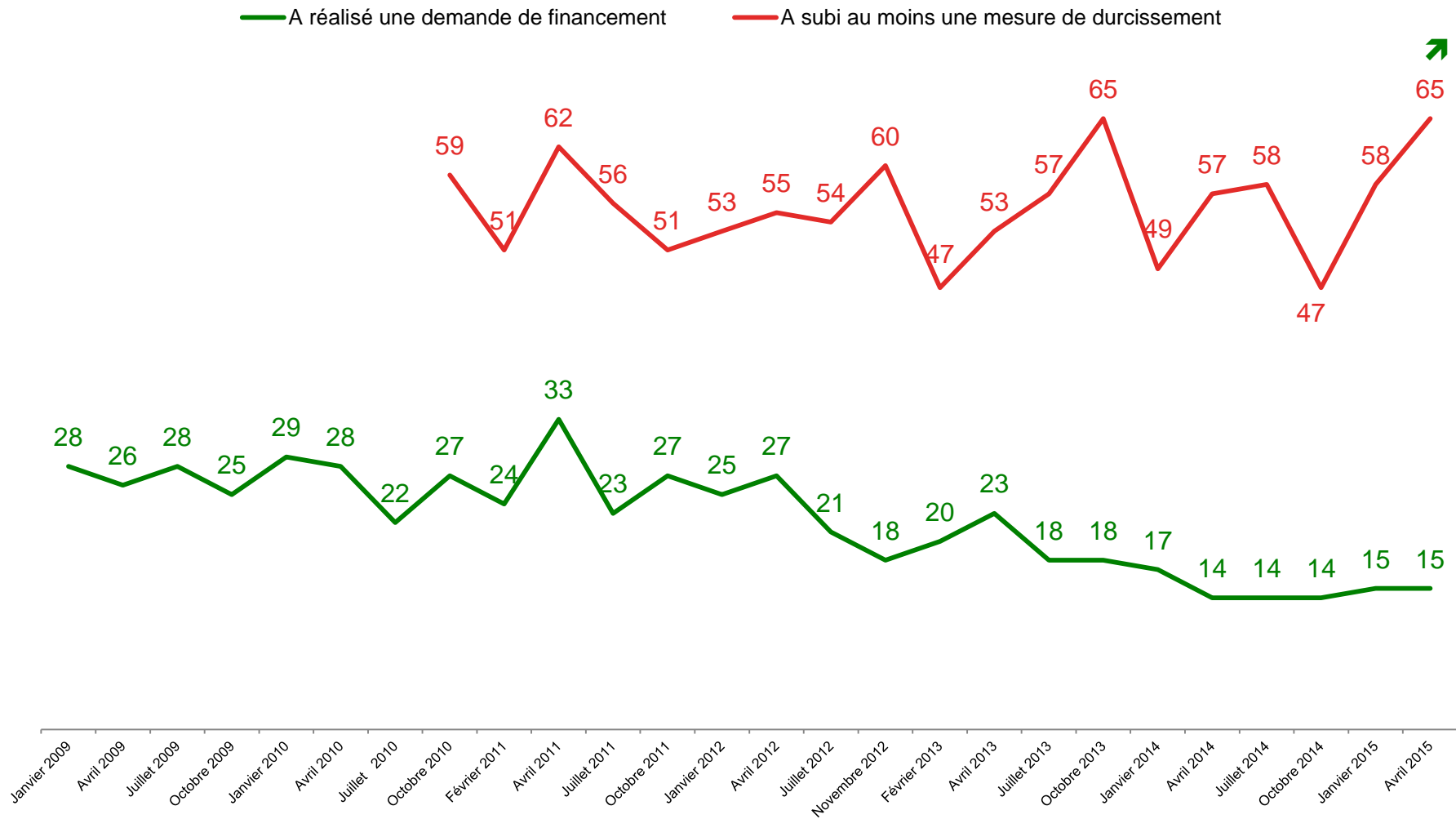
- ▲ CA de 100 000 à moins de 200 000 € (85%)
- ▲ Trésorerie déficitaire (87%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



Le bilan des élections départementales

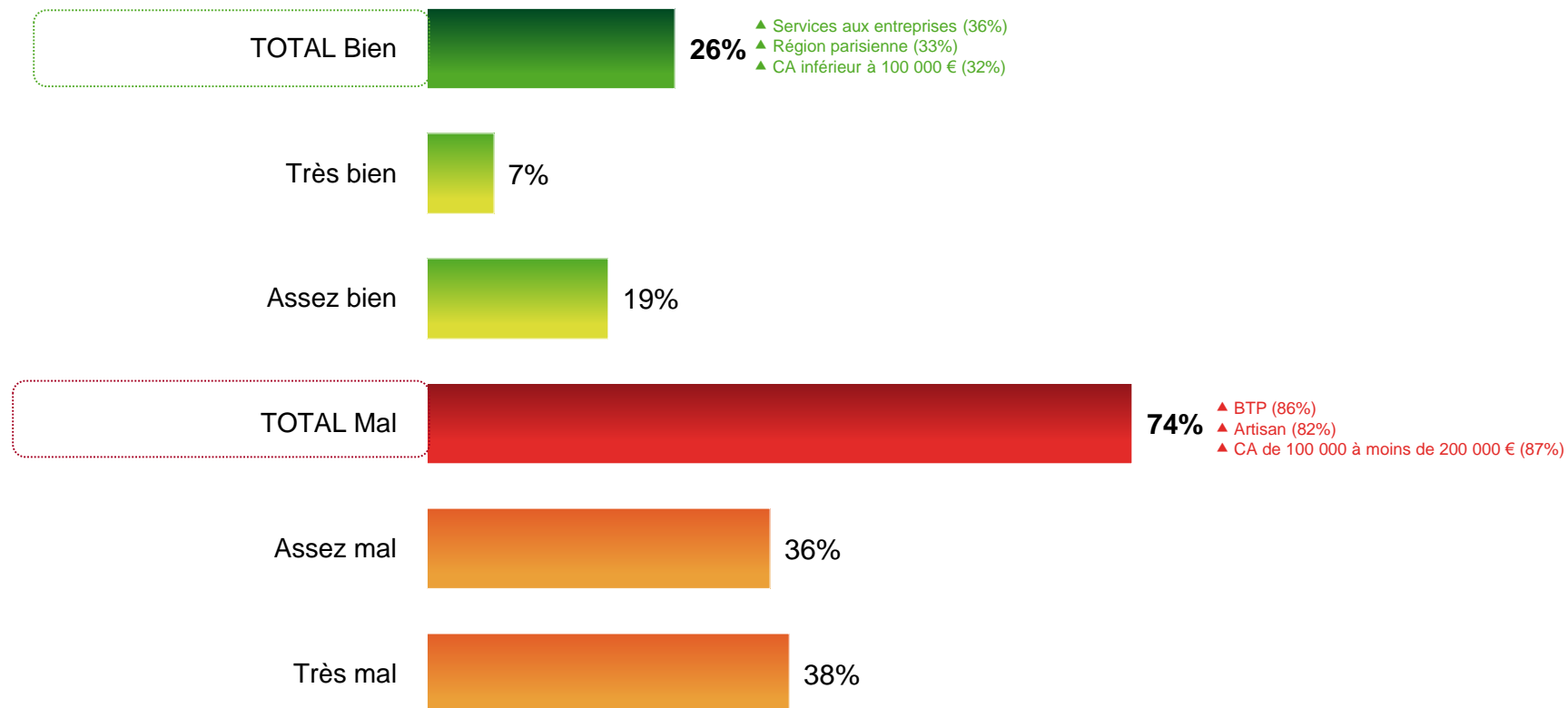
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La connaissance globale des compétences des Conseils généraux

Question

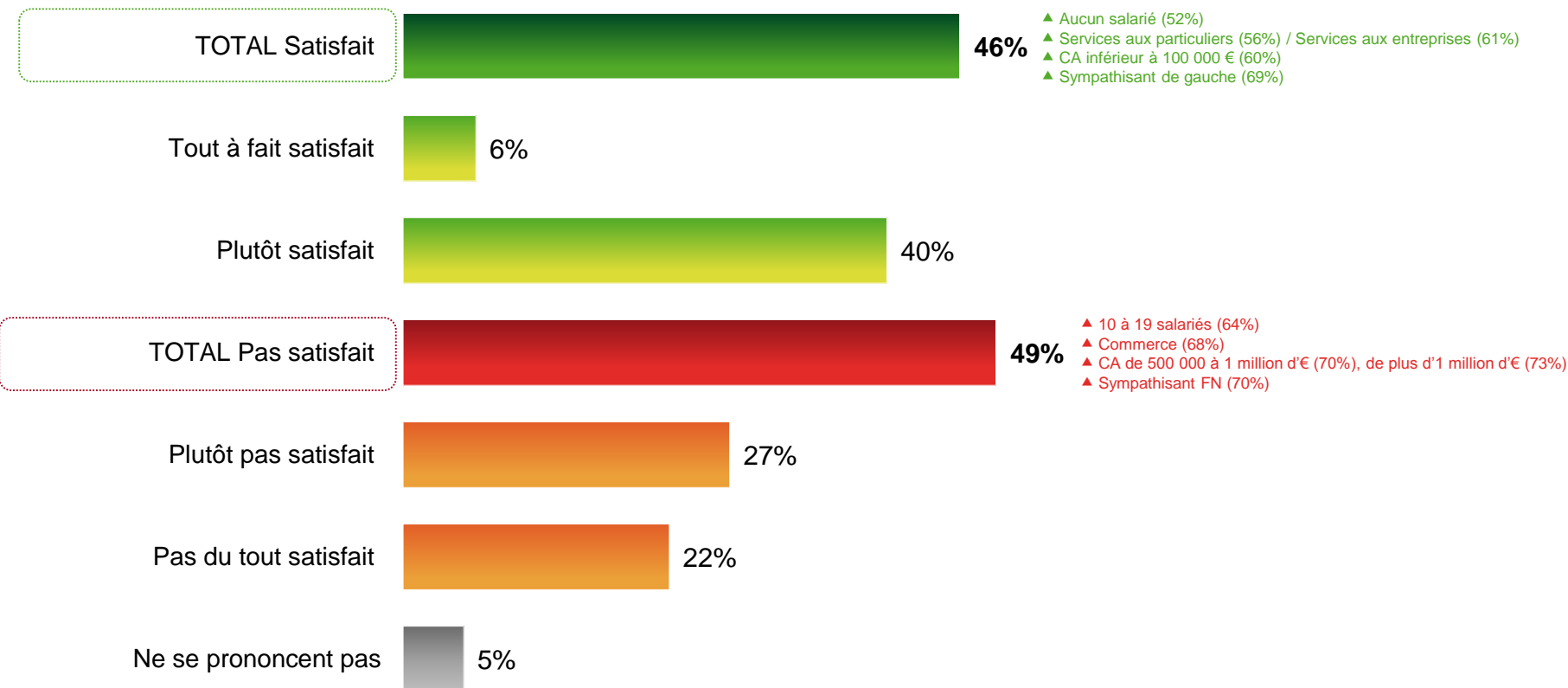
Diriez-vous que vous connaissez bien ou mal les compétences de votre Conseil général, qui désormais s'appelle le Conseil départemental ?



La satisfaction à l'égard de l'action du Conseil général

Question

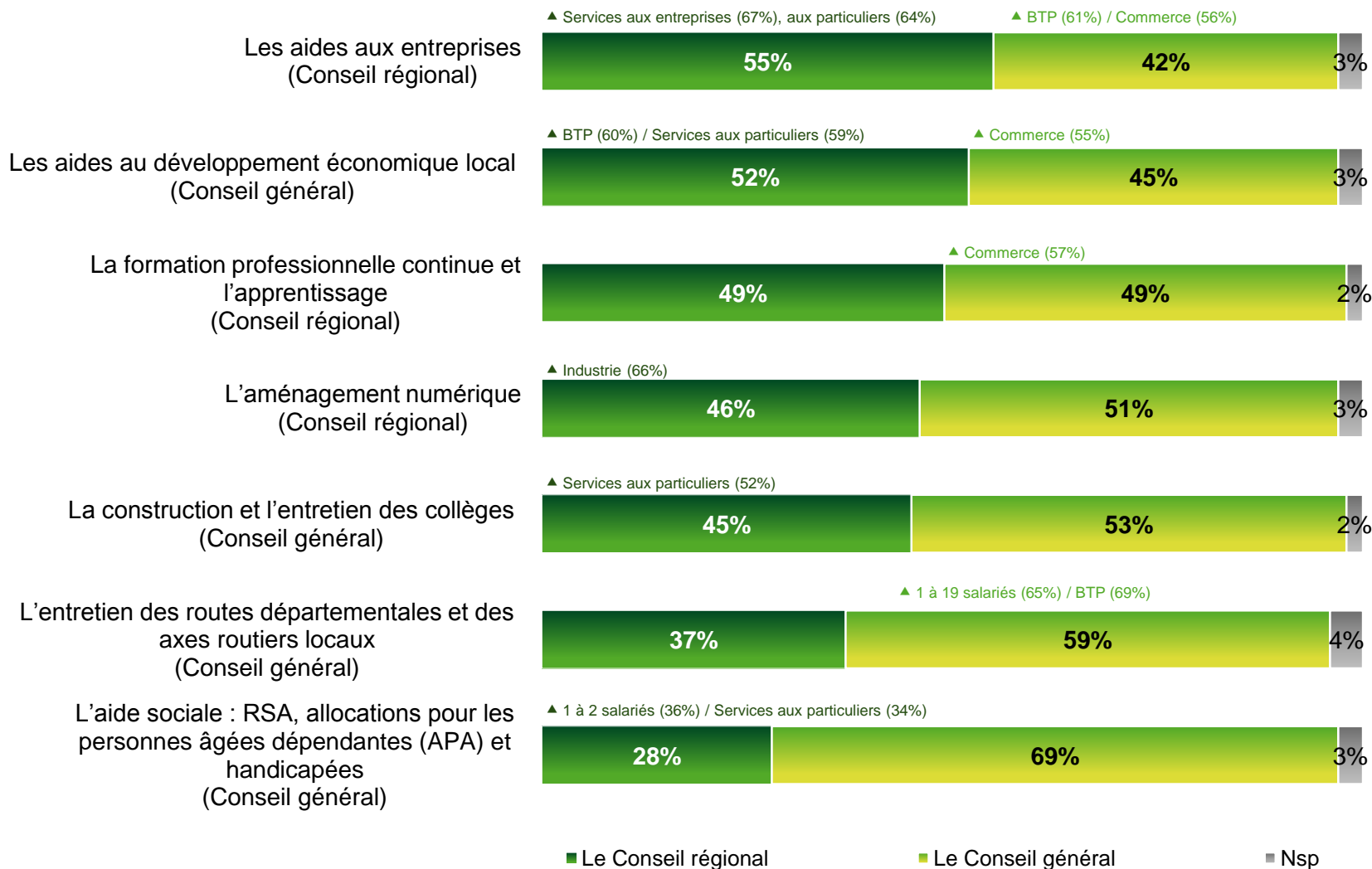
Etes-vous satisfait ou pas satisfait de l'action de votre Conseil général durant son dernier mandat, de 2008 à mars 2015 ?



La connaissance des compétences des Conseils régionaux et généraux

Question

Selon vous, les compétences suivantes sont-elles sous la responsabilité du Conseil régional ou du Conseil général ?

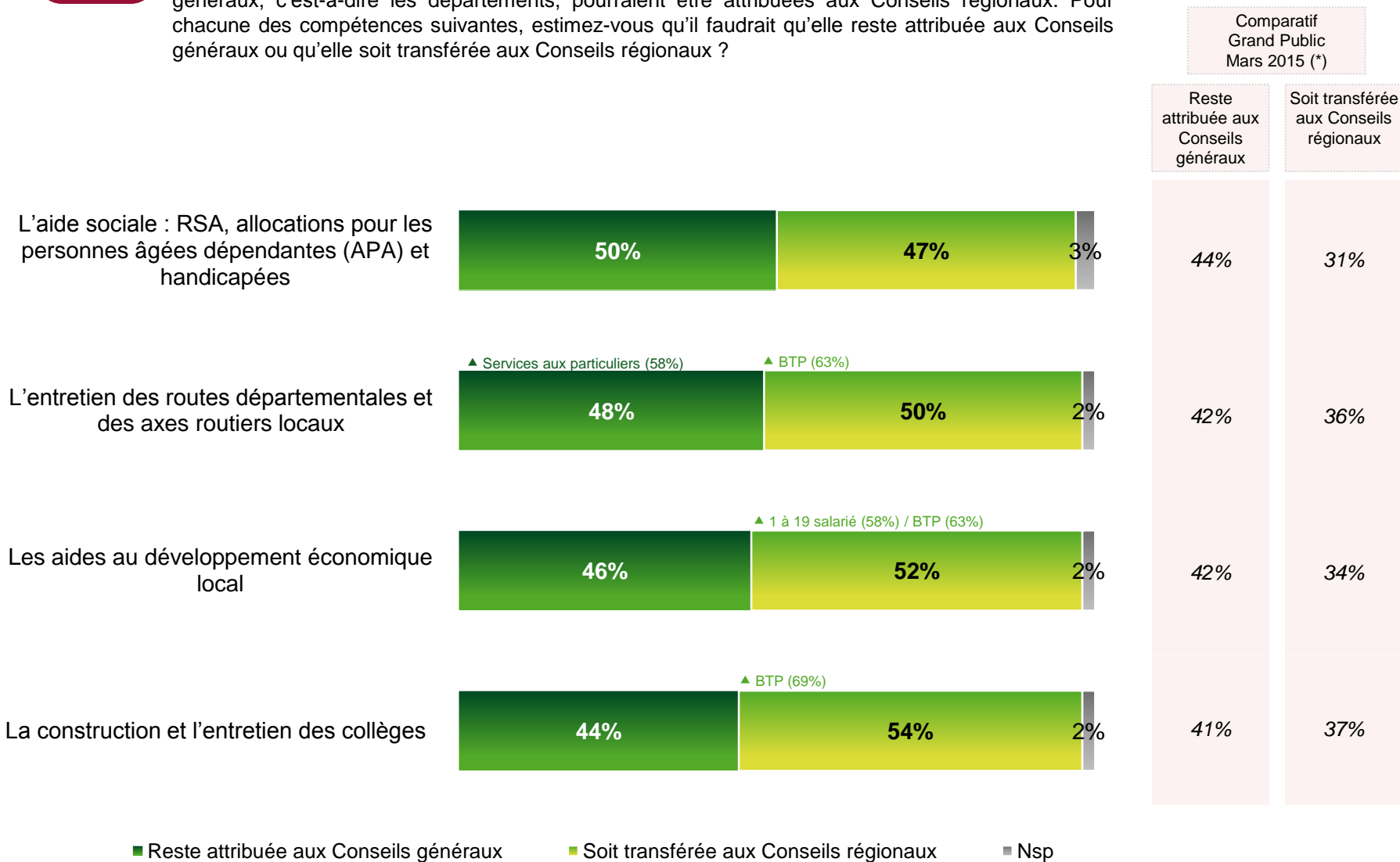


Base : A 50% de l'échantillon

La collectivité territoriale privilégiée pour différentes compétences

Question

Vous savez que dans le cadre de la réforme territoriale, les compétences actuelles des Conseils généraux, c'est-à-dire les départements, pourraient être attribuées aux Conseils régionaux. Pour chacune des compétences suivantes, estimez-vous qu'il faudrait qu'elle reste attribuée aux Conseils généraux ou qu'elle soit transférée aux Conseils régionaux ?



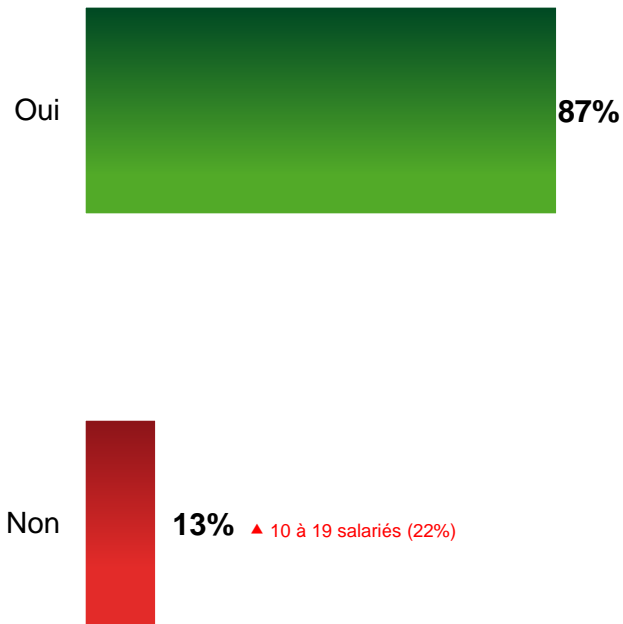
Base : A 50% de l'échantillon

(*) Etude Ifop pour Dimanche Ouest France auprès d'un échantillon de 1 400 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 27 Février au 5 Mars 2015

Le vote aux élections départementales de 2015

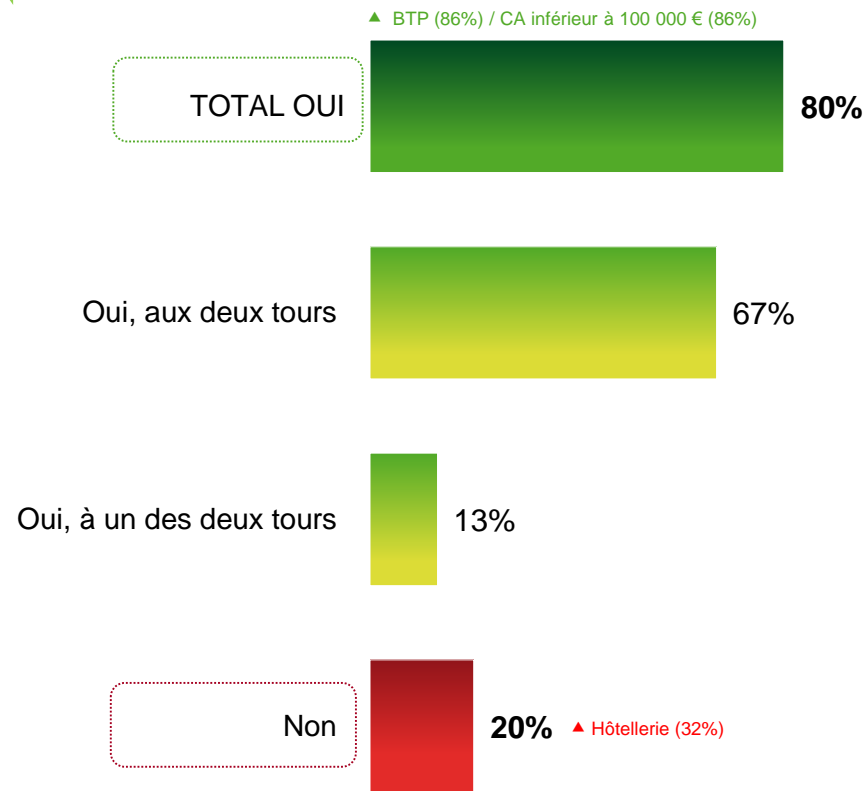
Question

Etes-vous inscrit sur les listes électorales ?



Question

Etes-vous allé voter pour les élections départementales, les 22 et 29 mars 2015 ?



Base : ensemble des TPE

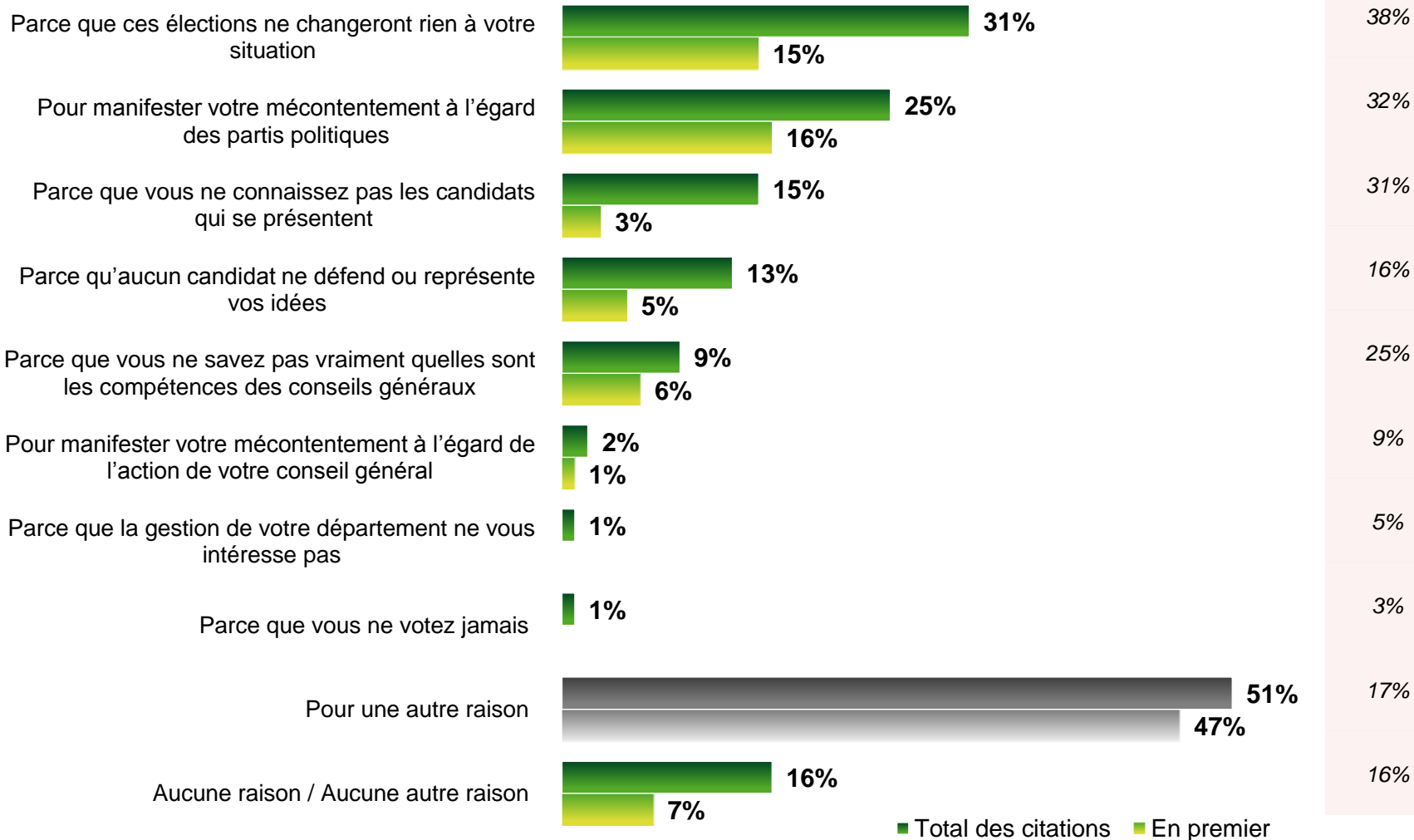
Base aux inscrits sur les listes électorales

Les éléments ayant motivé l'abstention aux élections départementales

Question

Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous n'avez pas été voter à ces élections départementales ?
 En premier ? Et en second ?

Comparatif
 Grand Public
 Mars 2015 (*)
 « Total des citations »



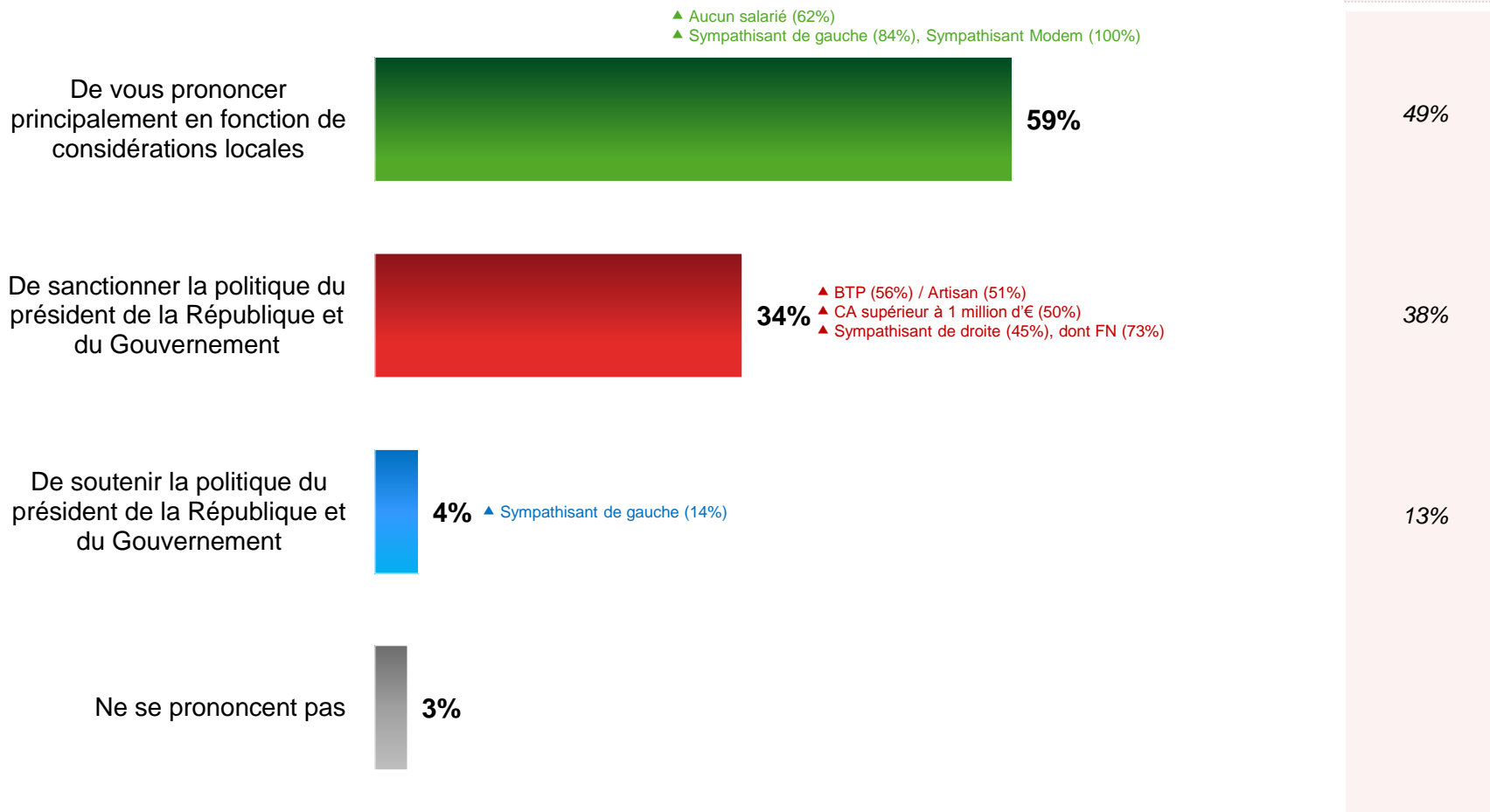
Base : à ceux s'étant abstenus de voter aux élections départementales, soit 17% de l'échantillon

(*) Etude Ifop pour Sud Ouest Dimanche, auprès d'un échantillon de 688 électeurs envisageant de s'abstenir de voter au premier tour des élections départementales, extrait d'un échantillon de 1 206 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (hors ville de Paris et métropole de Lyon), les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 13 mars 2015.

La place du « vote sanction » à l'égard du gouvernement dans le vote

Question

Par votre vote au premier tour des élections départementales, diriez-vous que vous aviez exprimé l'intention... ?



Base : à ceux ayant voté aux élections départementales

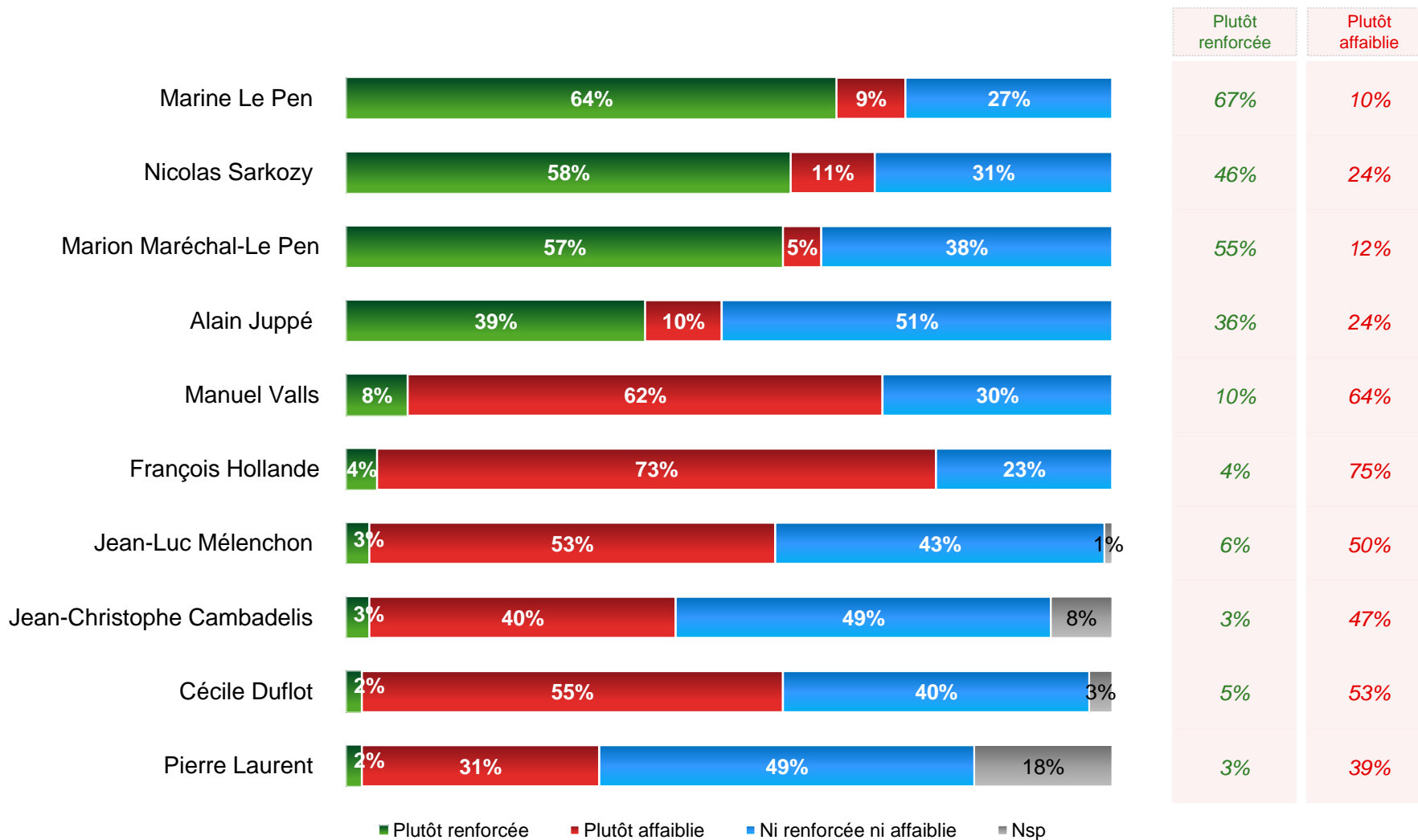
(*) Etude Ifop/Fiducial pour i>TELE/Paris Match/Sud Radio, auprès d'un échantillon de 2 447 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 2 554 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (hors ville de Paris, métropole de Lyon et cantons déjà pourvus au 1^{er} tour des élections départementales), les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne le 29 mars 2015.

L'impact des élections départementales sur les personnalités politiques

Question

Pour chacune des personnalités suivantes, diriez-vous qu'elle sort renforcée ou affaiblie de ces élections départementales ?

Comparatif
 Elections
 départementales
 2nd tour
 29 Mars 2015



Base : A 50% de l'échantillon

Les TPE et les institutions

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

1. Les élus

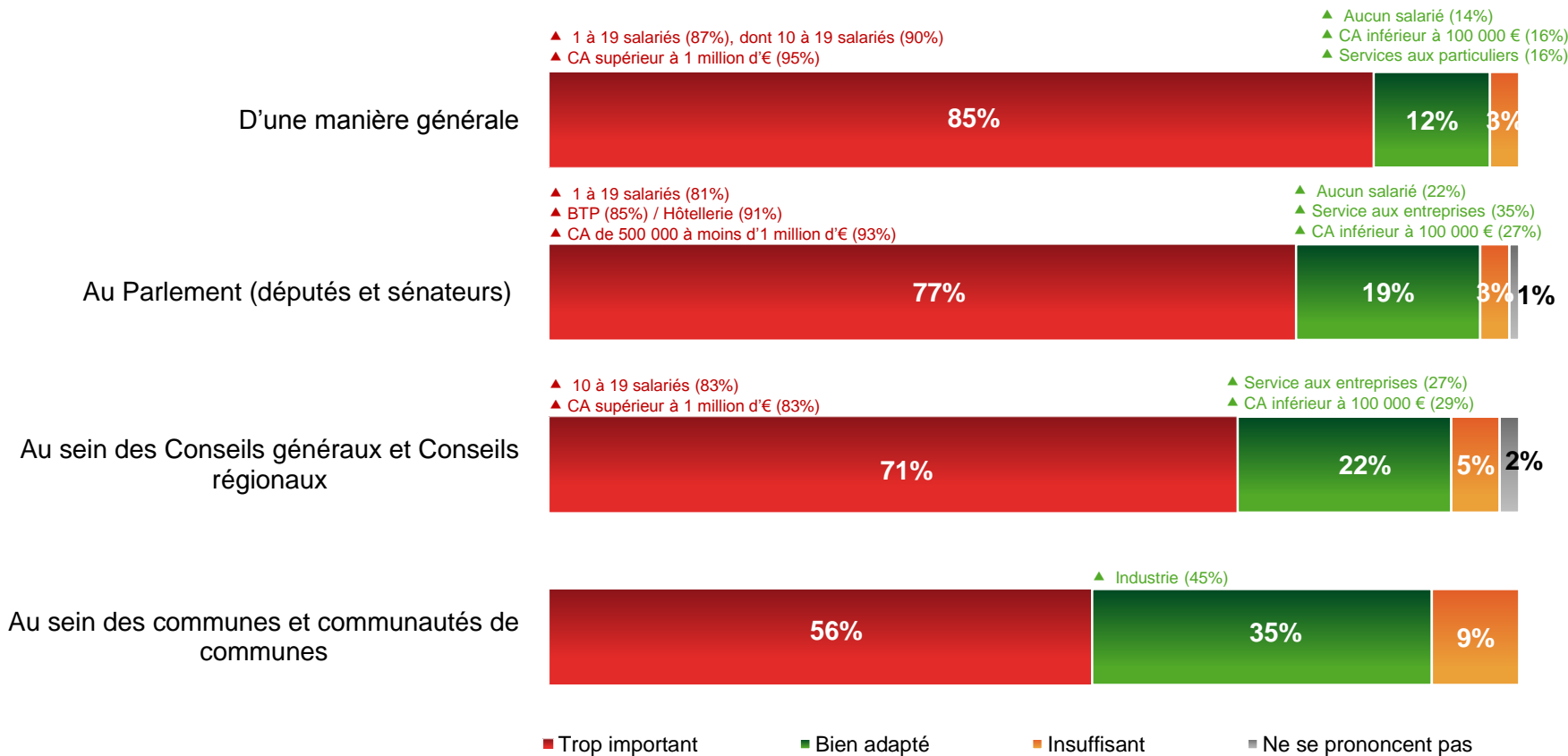
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le jugement sur le nombre d'élus en France

Question

Diriez-vous qu'en France, le nombre d'élus est trop important, bien adapté ou insuffisant... ?

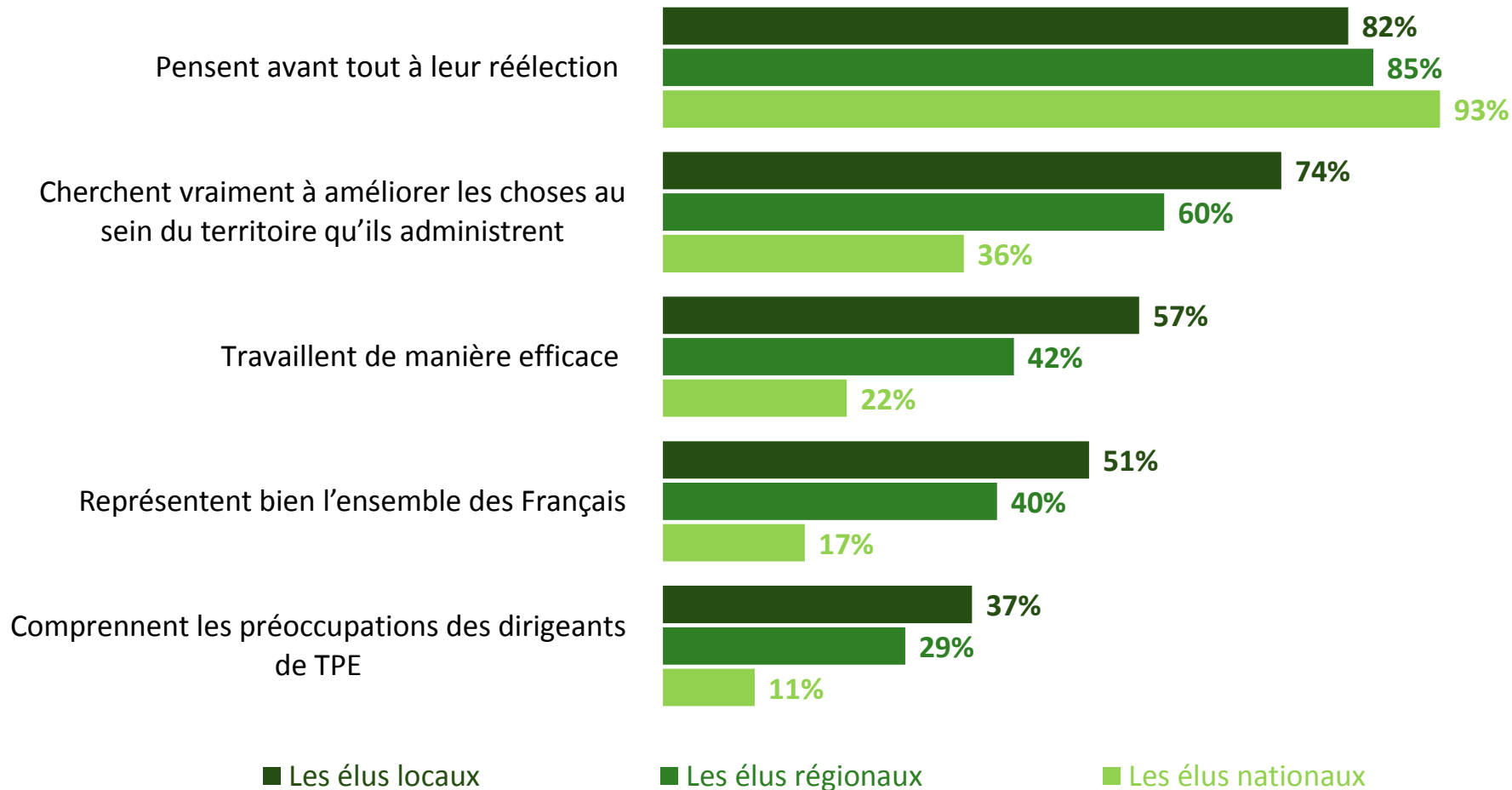


Le jugement sur les élus

Question

Personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant...

Récapitulatif - Total D'accord



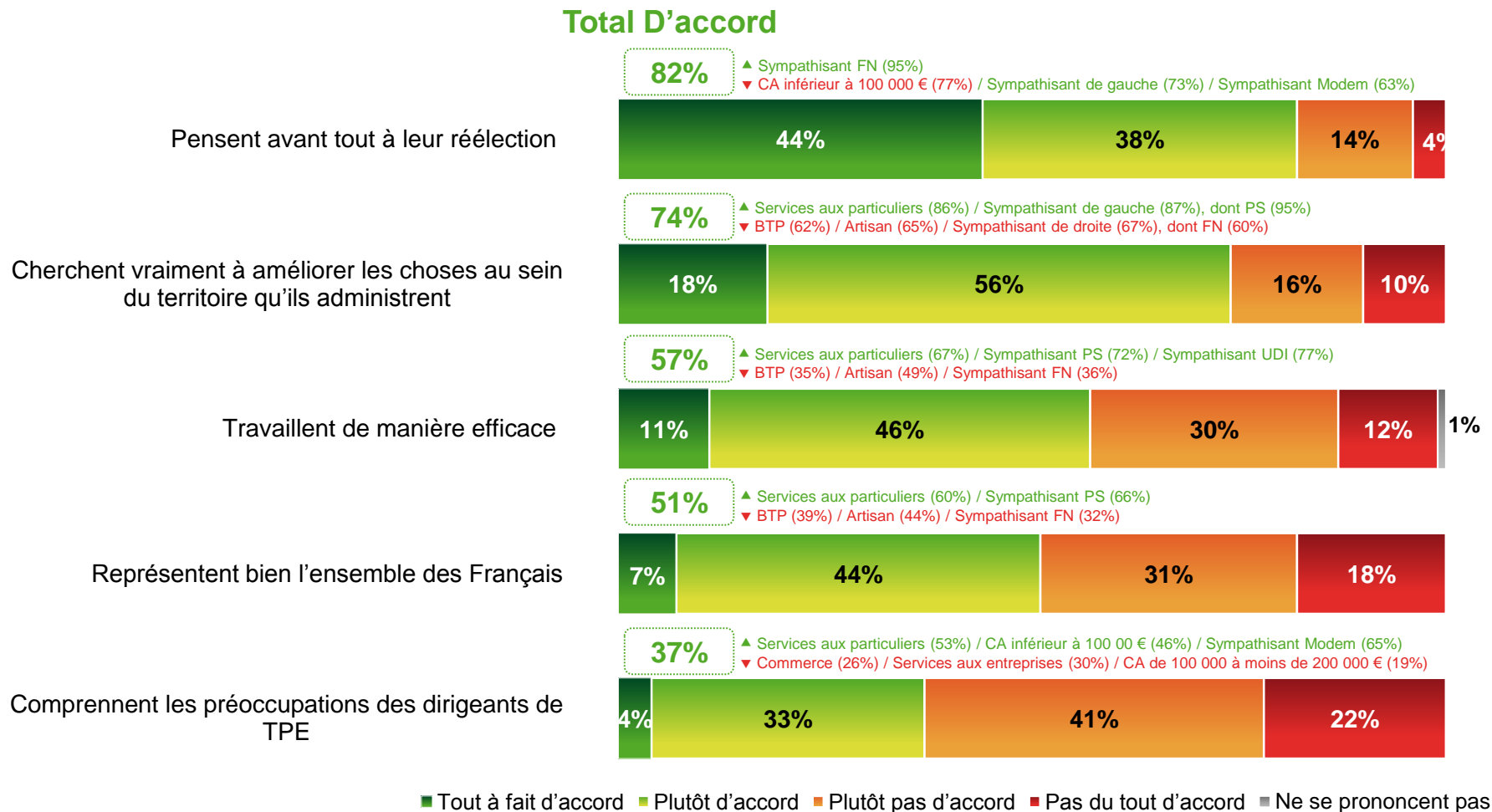
Base : à 50% de l'échantillon

Le jugement sur les élus locaux

Question

Personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant les élus locaux (maires,...) ?

Les élus locaux...



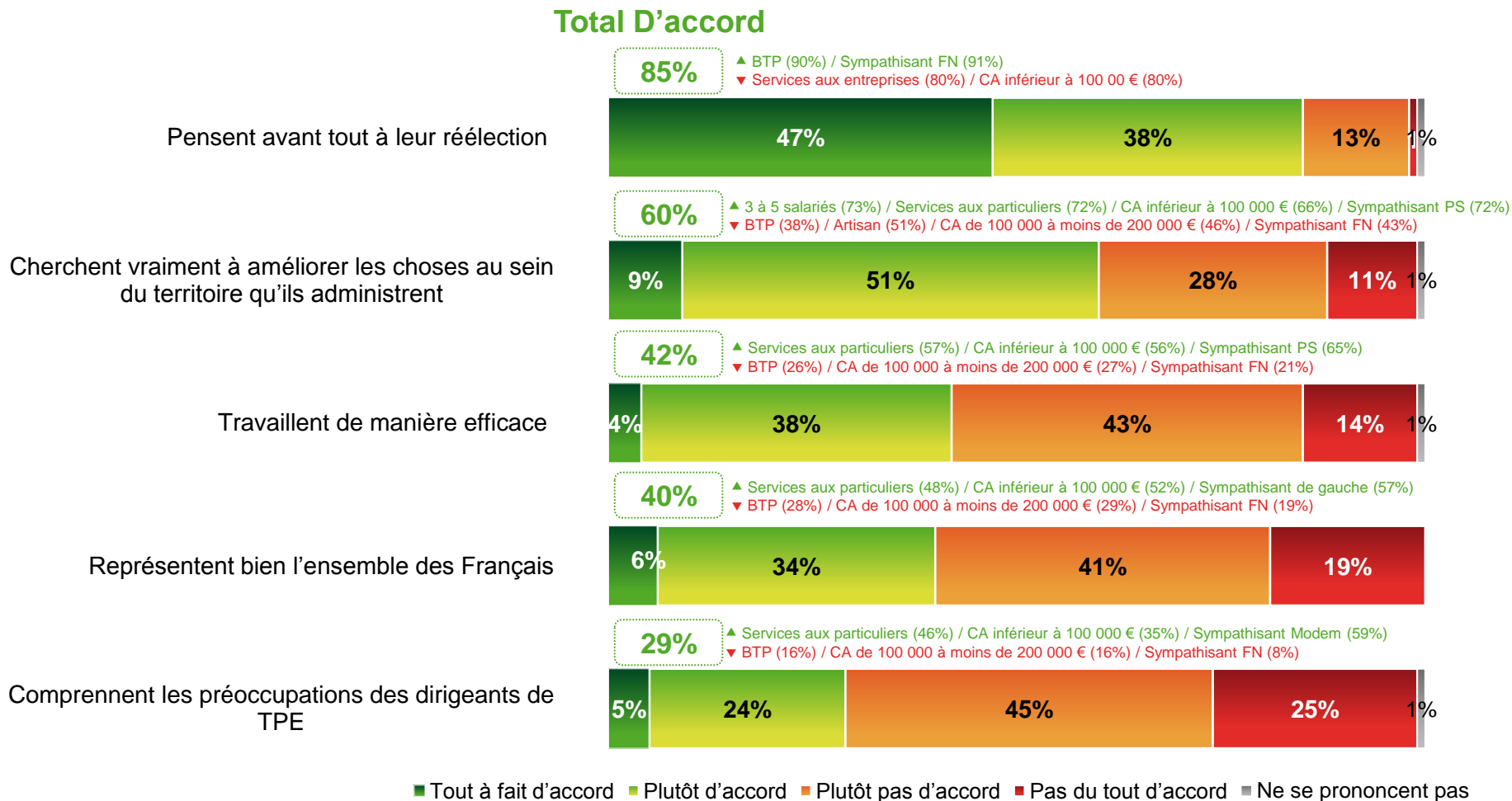
Base : à 50% de l'échantillon

Le jugement sur les élus régionaux

Question

Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant les élus régionaux (conseillers départementaux, conseillers régionaux) ?

Les élus régionaux...

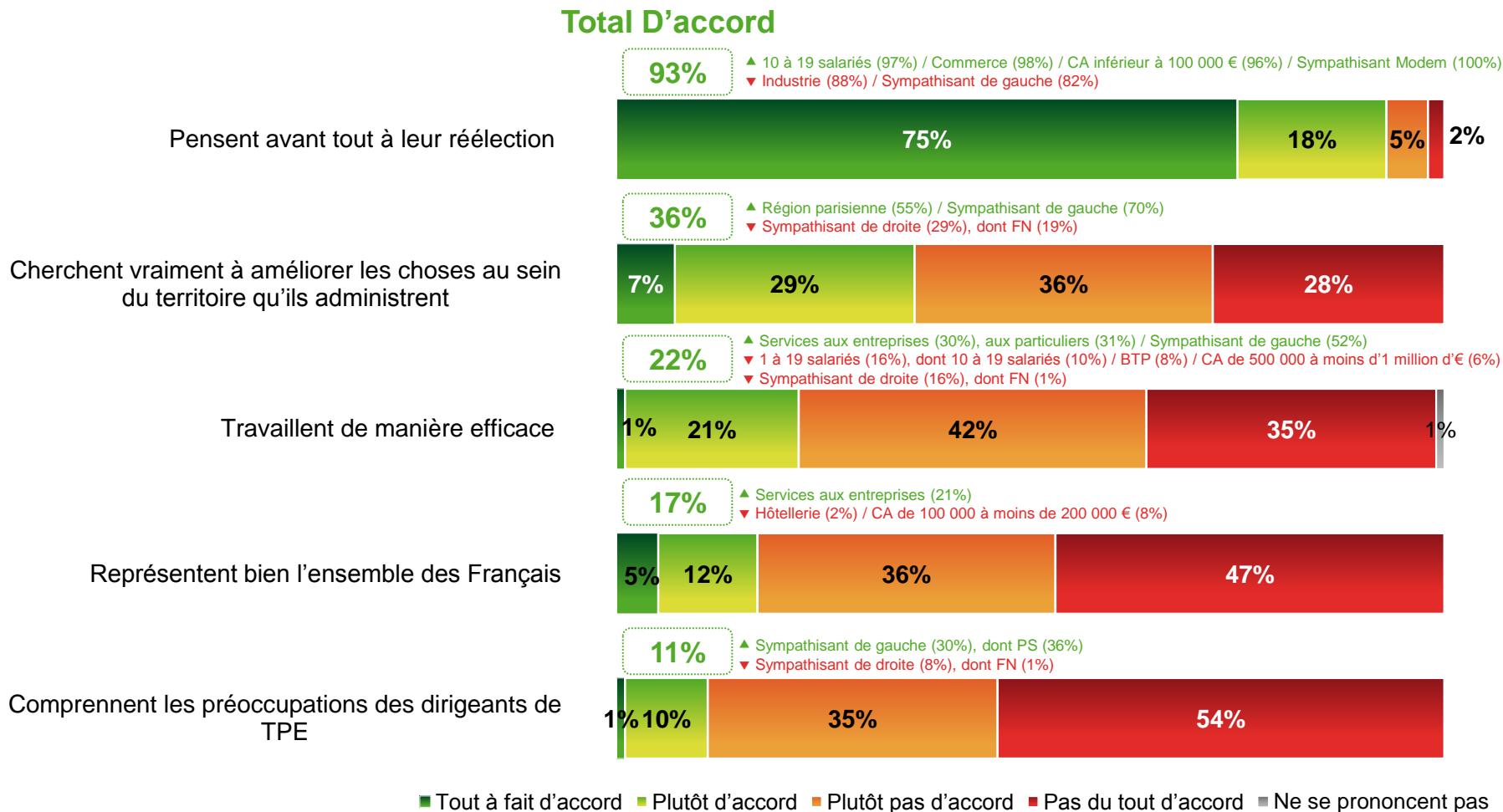


Le jugement sur les élus nationaux

Question

Personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant les élus nationaux (députés, sénateurs) ?

Les élus nationaux...



Base : à 50% de l'échantillon

L'évolution possible des Conseils régionaux et départementaux

Question

Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Les conseils régionaux et les conseils départementaux garderaient la même efficacité en divisant par deux le nombre de leurs élus

Total D'accord

80%

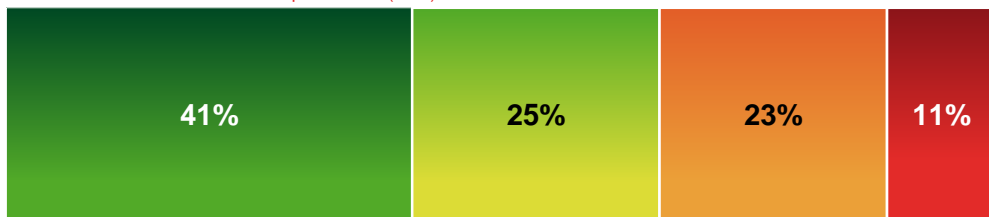
▲ 6 à 9 salariés (88%) / Hôtellerie (91%) / CA de 500 000 à moins d'1 million d'€ (92%)
 ▲ Région parisienne (92%)
 ▼ Industrie (68%)



Les conseils régionaux et les conseils départementaux garderaient la même efficacité s'ils fusionnaient pour ne constituer qu'une seule institution

66%

▲ 1 à 19 salarié (74%)
 ▲ Commerce (74%) / Services aux entreprises (76%)
 ▲ Région parisienne (78%) / Sympathisant FN (91%)
 ▼ Services aux particuliers (57%)

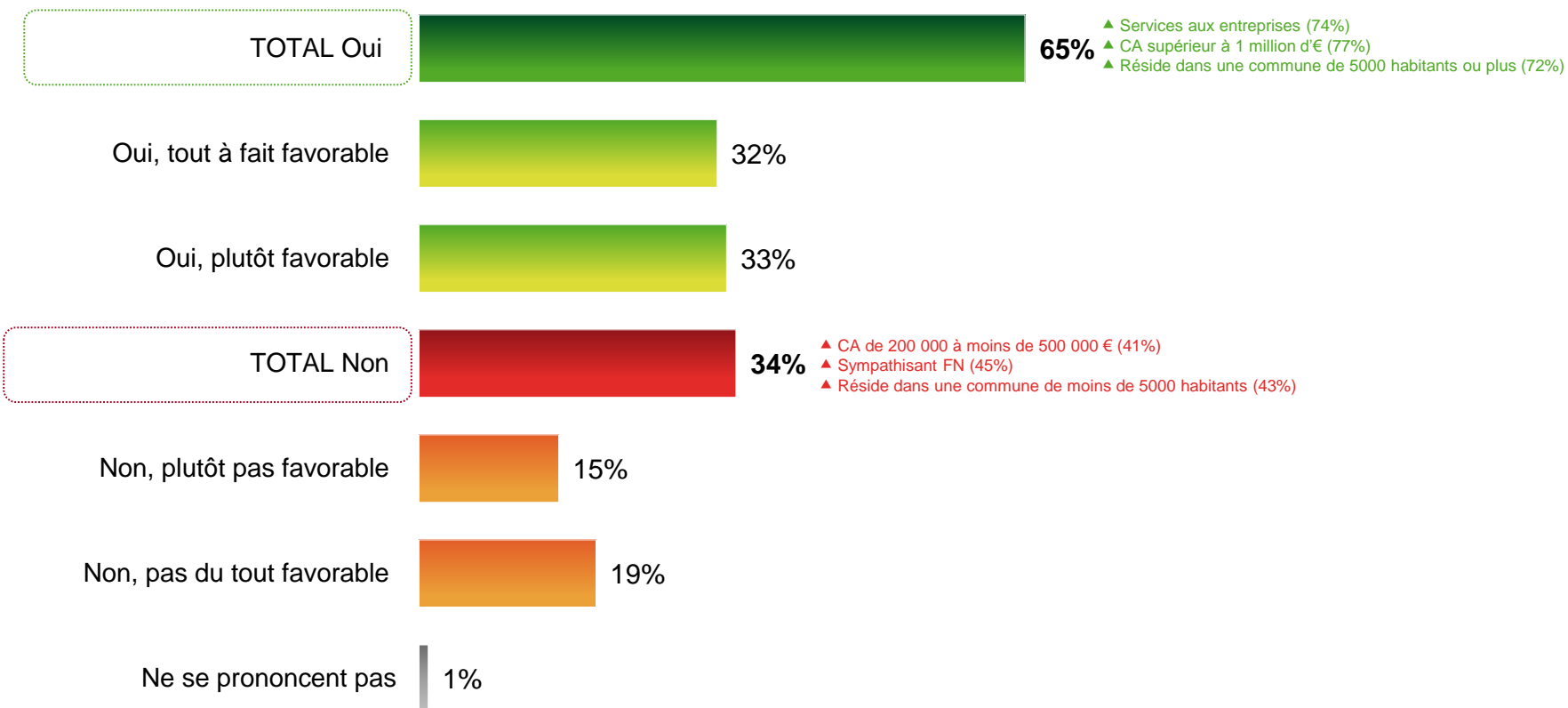


■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Ne se prononcent pas

L'approbation du regroupement des communes de moins de 5000 habitants

Question

Etes-vous favorable ou pas favorable au regroupement de communes dès lors qu'elles comptent moins de 5 000 habitants ?



Base : ensemble des TPE

2. Le Parlement et le CESE

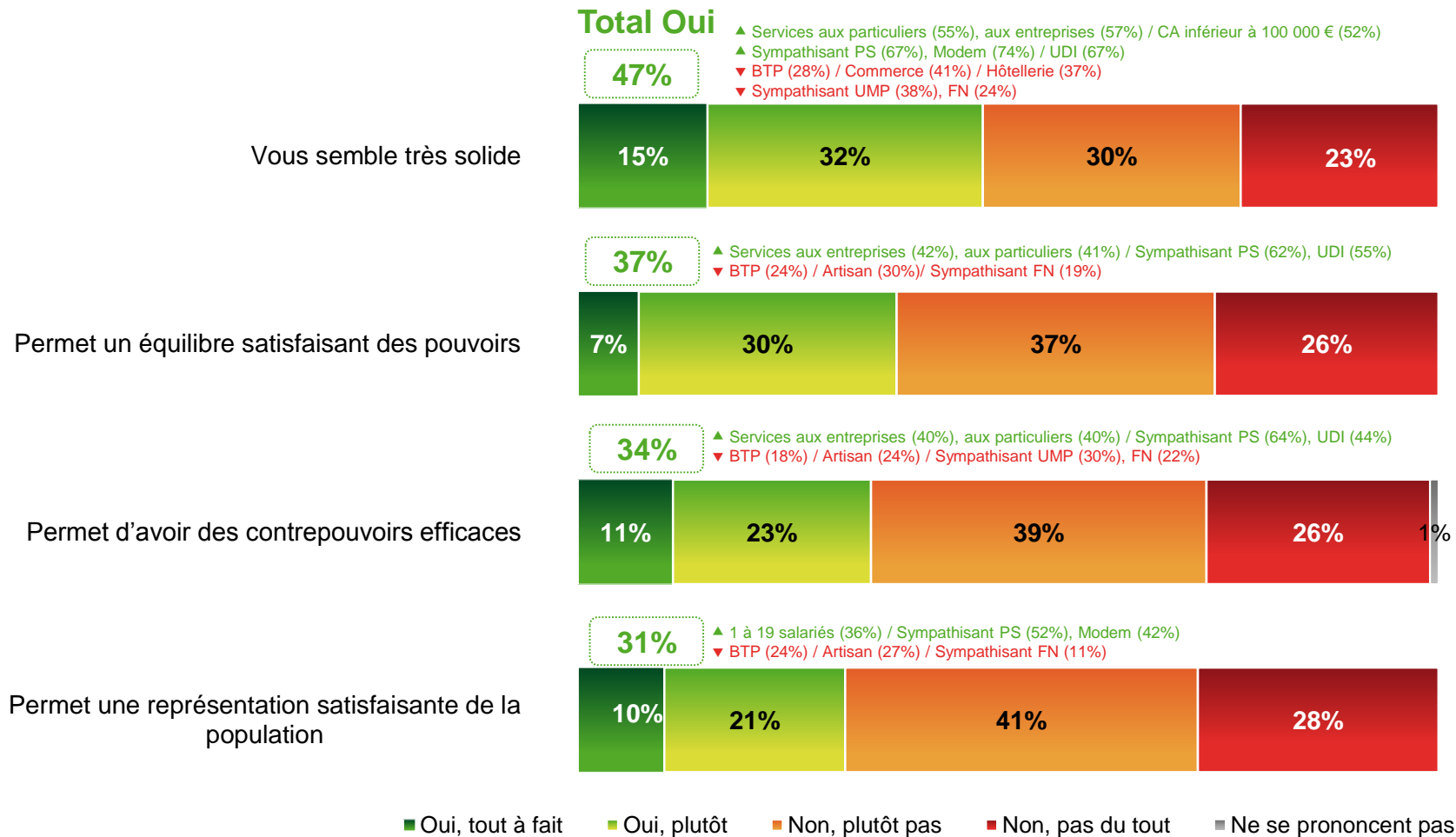
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les jugements sur le système démocratique français

Question

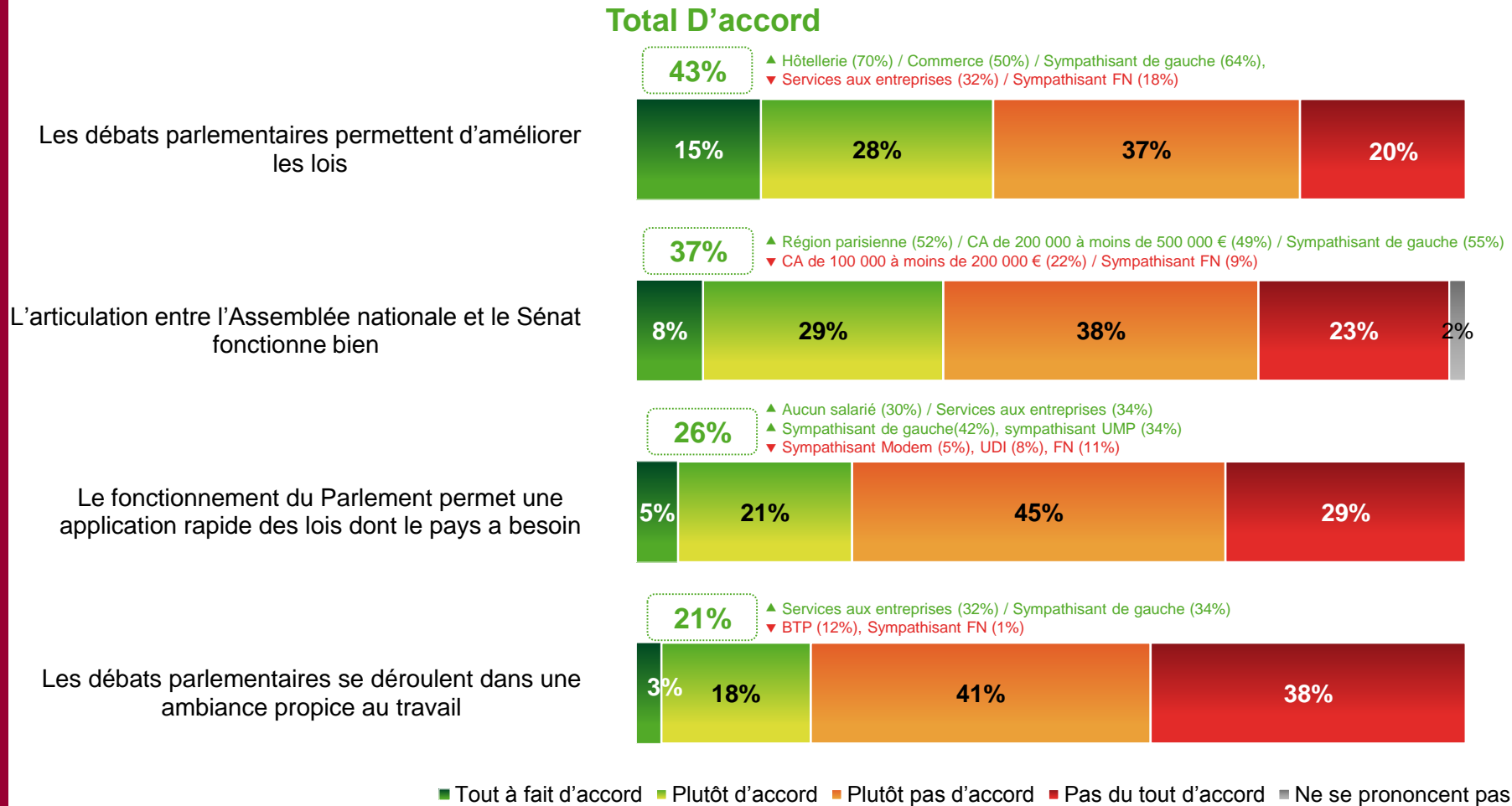
Vous personnellement, diriez-vous du système démocratique français qu'il ... ?



Les jugements sur le fonctionnement du Parlement

Question

Personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes ... ?



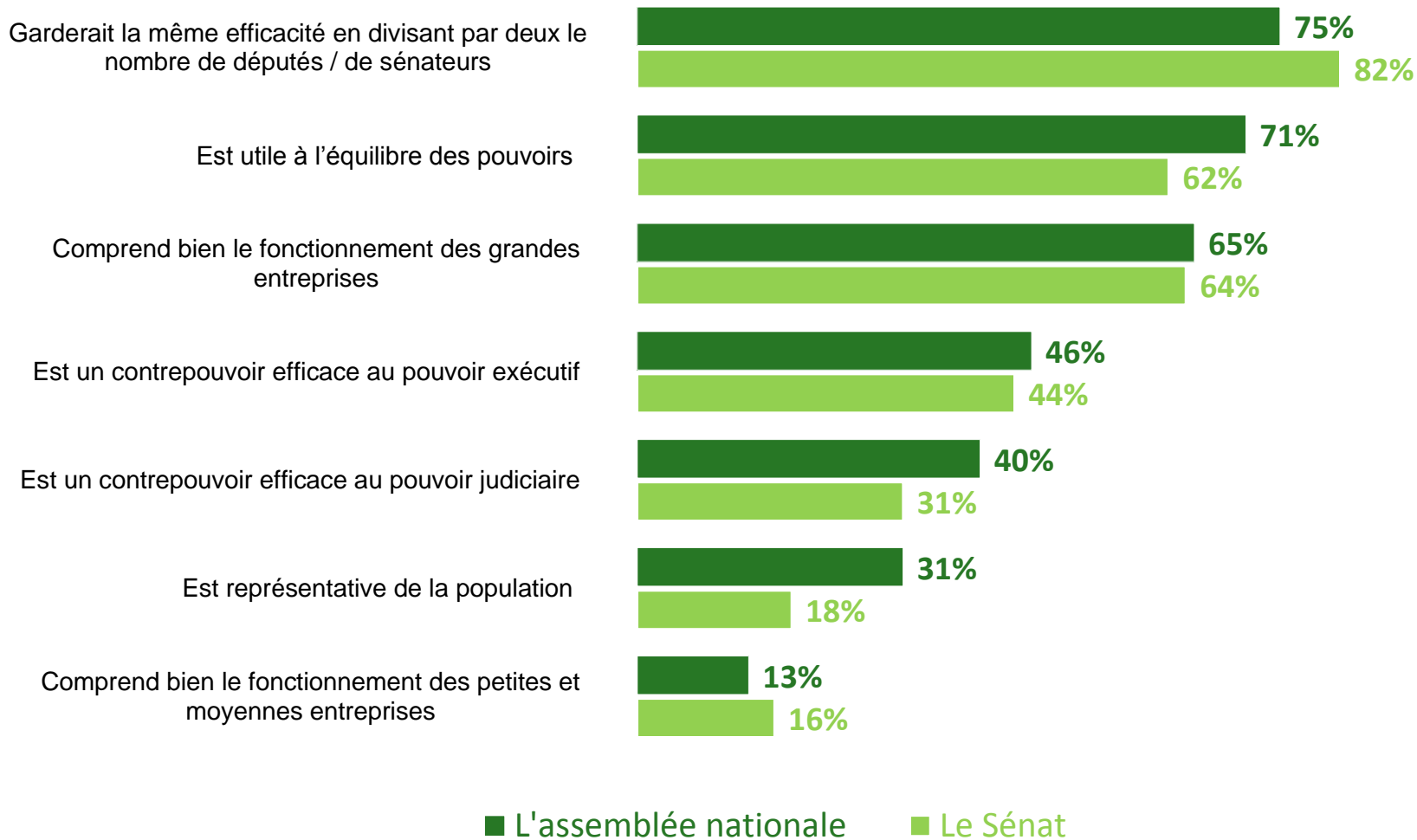
Base : à 50% de l'échantillon

Les jugements sur l'Assemblée nationale et le Sénat

Question

Diriez-vous que l'Assemblée nationale / le Sénat ... ?

Récapitulatif - Total Oui

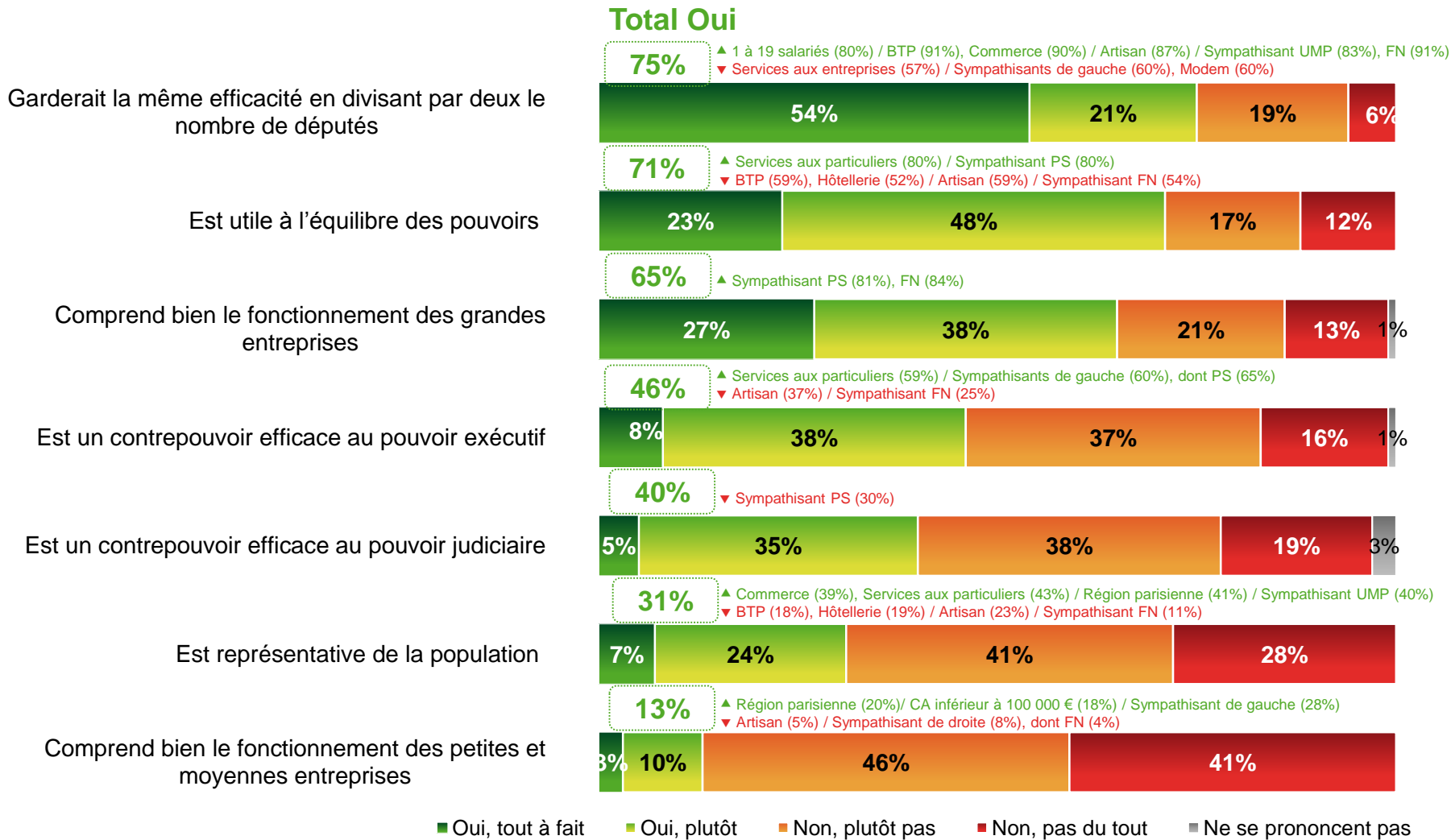


Base : à 50% de l'échantillon

Les jugements sur l'Assemblée nationale

Question

Diriez-vous que l'Assemblée nationale... ?

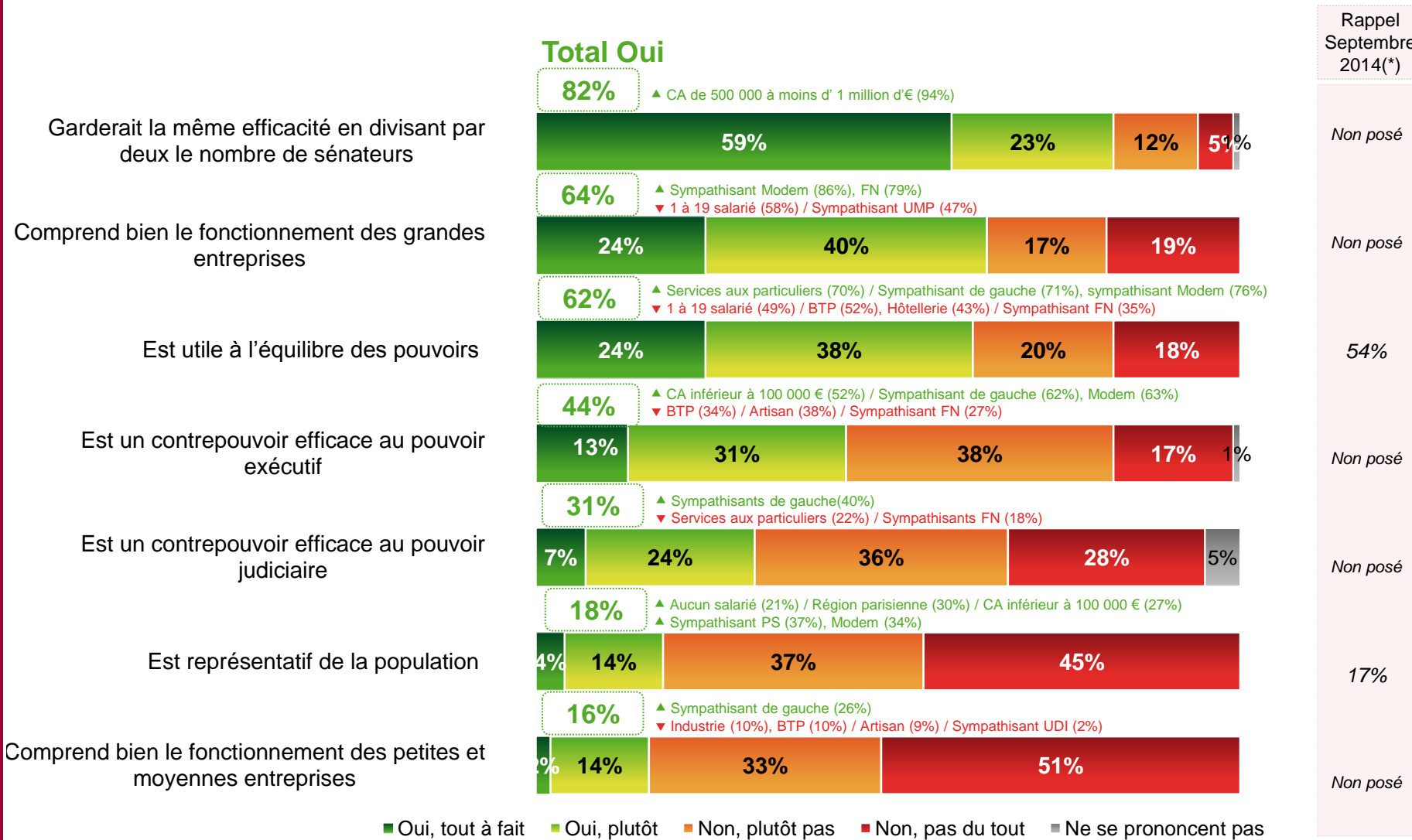


Base : à 50% de l'échantillon

Les jugements sur le Sénat

Question

Diriez-vous que le Sénat... ?



Base : à 50% de l'échantillon

(*) Etude Ifop pour Dimanche Ouest France, auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 8 au 9 septembre 2014.

La connaissance du CESE et des CESER

Question

Avez-vous déjà entendu parler ?

Du CESE, le Conseil Economique, Social, et Environnemental

Total Oui

38%

- ▲ Industrie (48%) / Services aux entreprises (45%) / CA inférieur à 100 000 € (42%)
- ▲ Sympathisant PS (49%), UDI (47%)
- ▼ BTP (29%), Commerce (32%)
- ▼ Sympathisant FN (24%)



Des CESE régionaux

17%

- ▲ Services aux particuliers (21%)
- ▲ Sympathisant Modem (29%)
- ▼ BTP (5%) / Artisan (12%) / Sympathisant FN (8%)

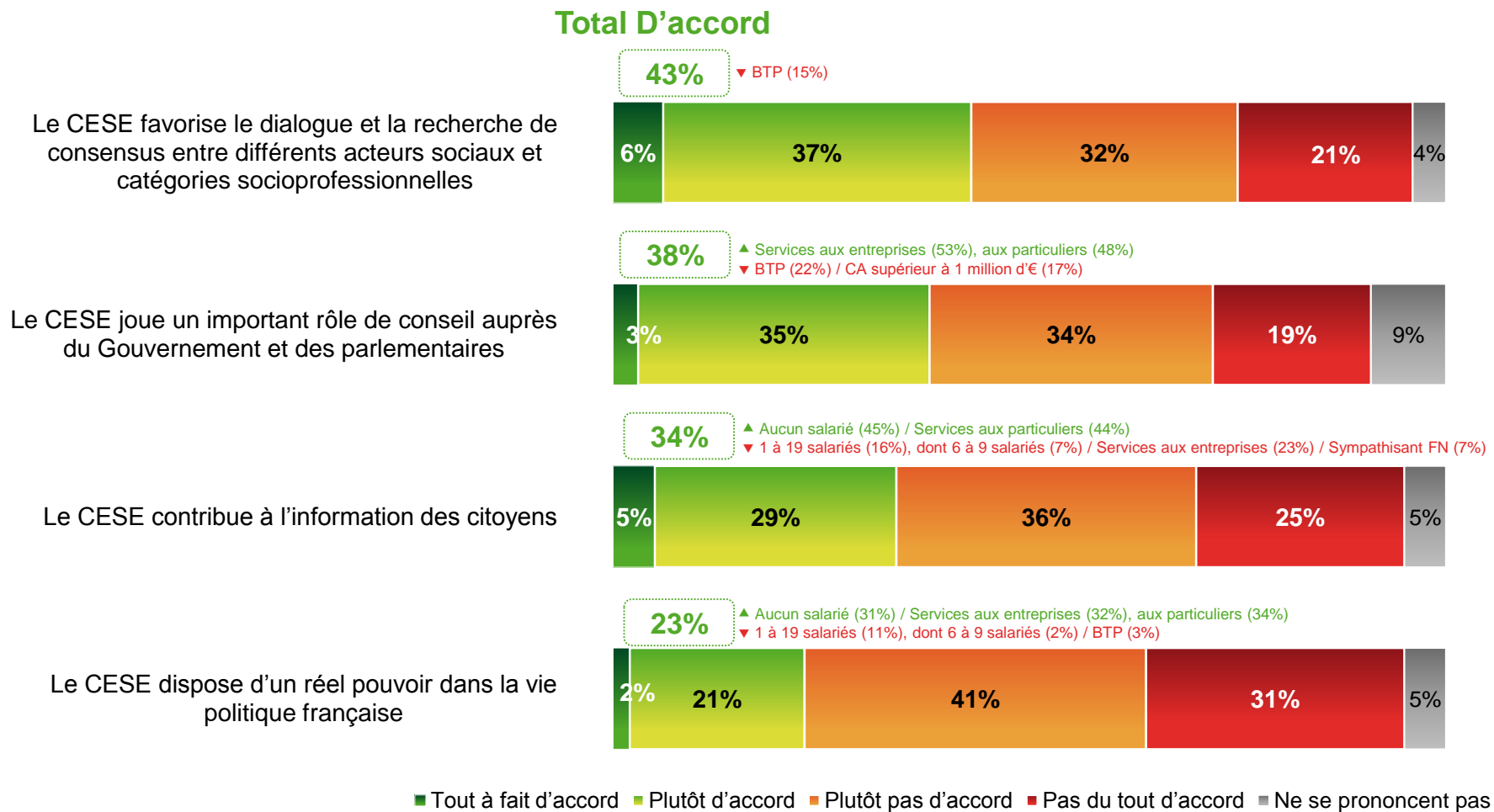


- Oui, et vous voyez précisément quelles sont ses missions
- Oui, mais vous ne voyez pas bien quelles sont ses missions
- Non, vous n'en avez pas entendu parler

Les jugements sur le CESE

Question

Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ... ?



43%

▼ BTP (15%)



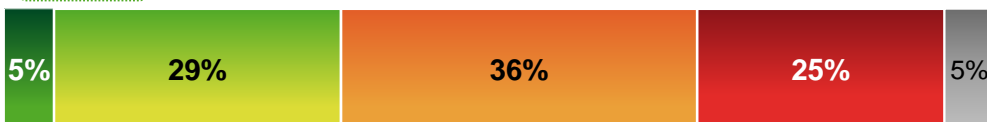
38%

▲ Services aux entreprises (53%), aux particuliers (48%)
 ▼ BTP (22%) / CA supérieur à 1 million d'€ (17%)



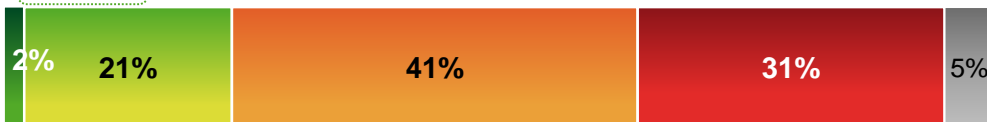
34%

▲ Aucun salarié (45%) / Services aux particuliers (44%)
 ▼ 1 à 19 salariés (16%, dont 6 à 9 salariés (7%) / Services aux entreprises (23%) / Sympathisant FN (7%)



23%

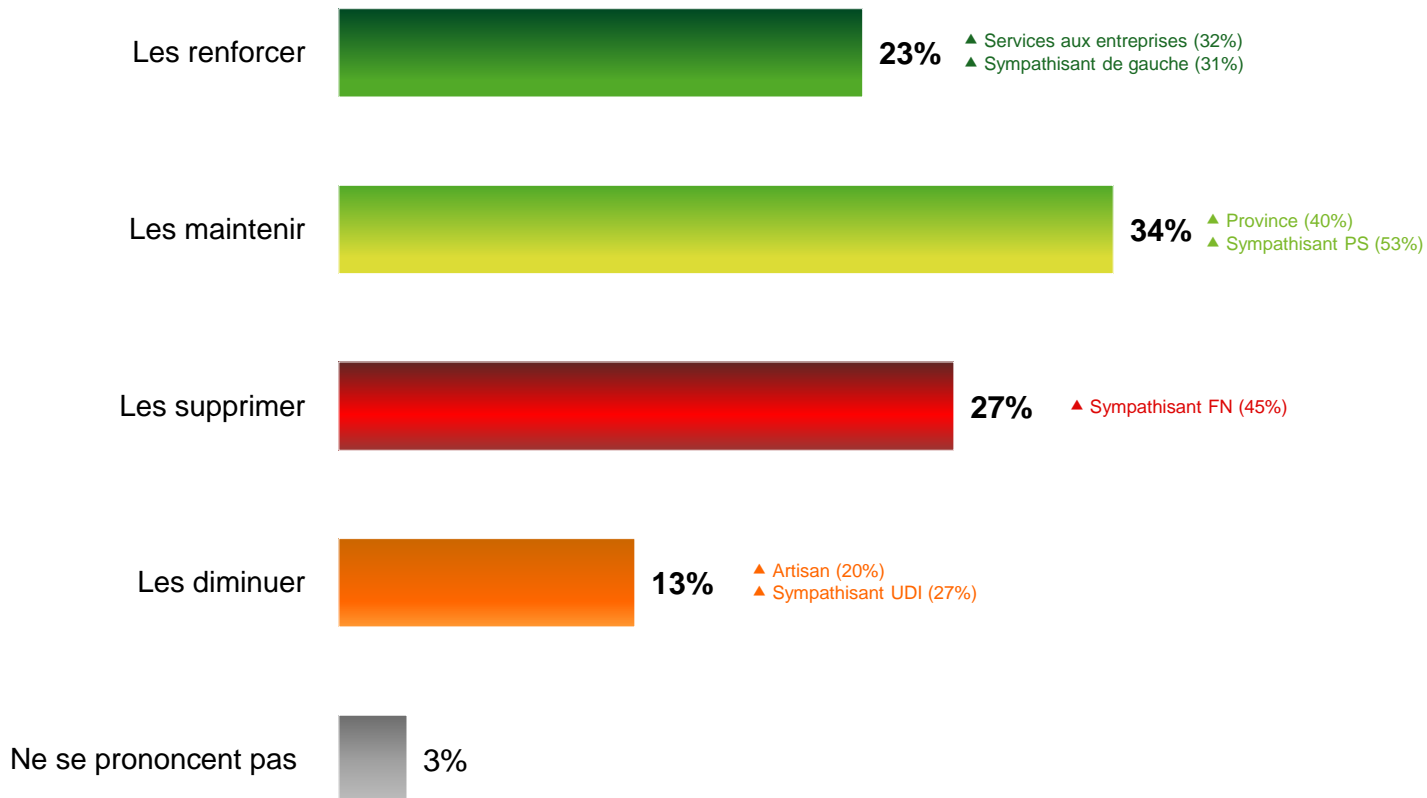
▲ Aucun salarié (31%) / Services aux entreprises (32%), aux particuliers (34%)
 ▼ 1 à 19 salariés (11%, dont 6 à 9 salariés (2%) / BTP (3%)



Le souhait d'évolution des attributions du CESE

Question

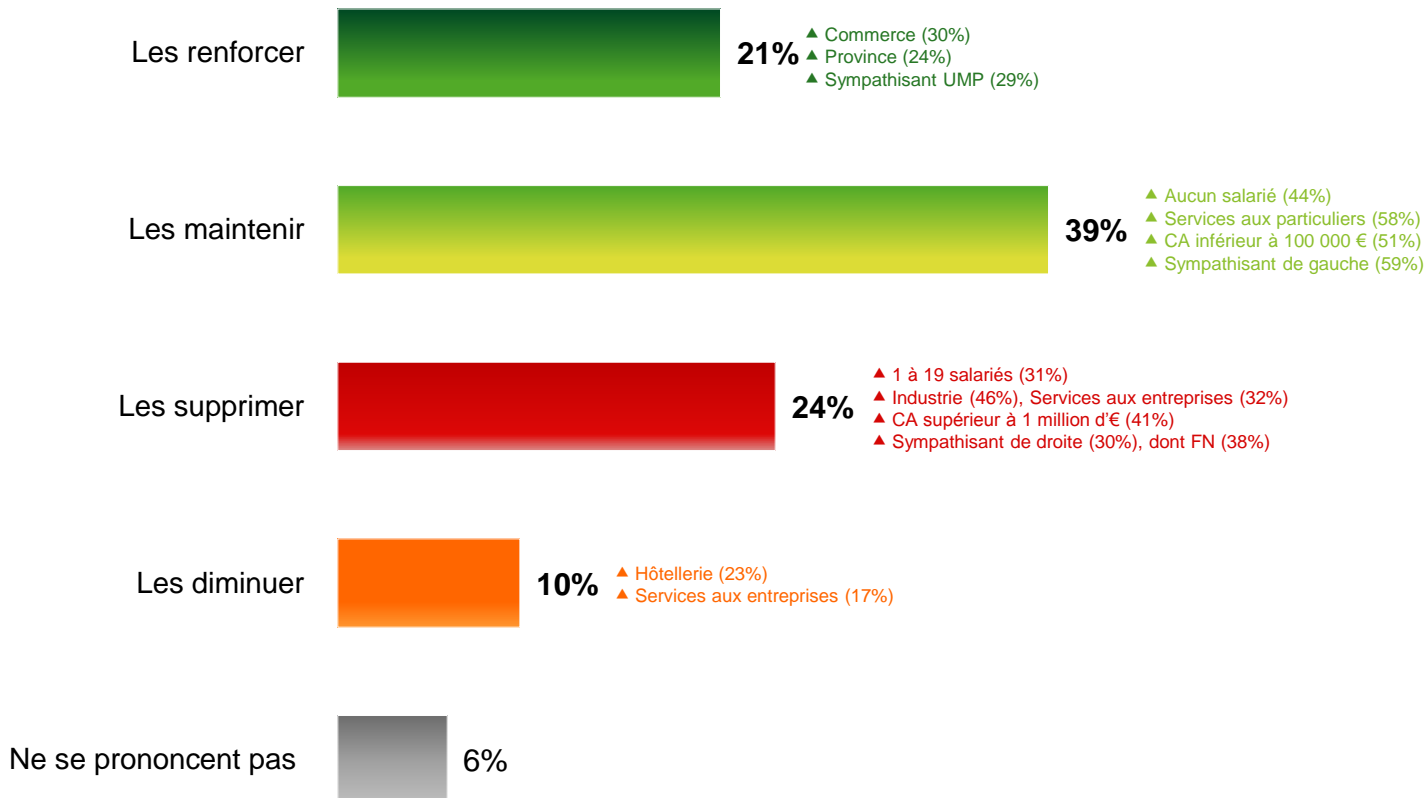
Le CESE ou Conseil économique, social et environnemental est une assemblée constitutionnelle consultative, qui conseille le gouvernement, participe à l'évaluation des politiques publiques et contribue à l'information des citoyens s'agissant des politiques publiques. Personnellement, diriez-vous qu'il faut renforcer, maintenir, diminuer ou supprimer les attributions du CESE ?



Le souhait d'évolution des attributions des CESER

Question

Le CESER ou Conseil économique, social et environnemental régional est une assemblée consultative. Il est saisi automatiquement pour rendre son avis sur l'administration, le budget et les schémas directeurs des régions et peut être saisi à la demande pour sur des projets économiques, sociaux, culturels ou environnementaux. Vous personnellement, diriez-vous qu'il faut renforcer, maintenir, diminuer ou supprimer les attributions des CESER ?



Base : à 50% de l'échantillon

3. Les Chambres de Métiers et les Chambres de Commerce et d'Industrie

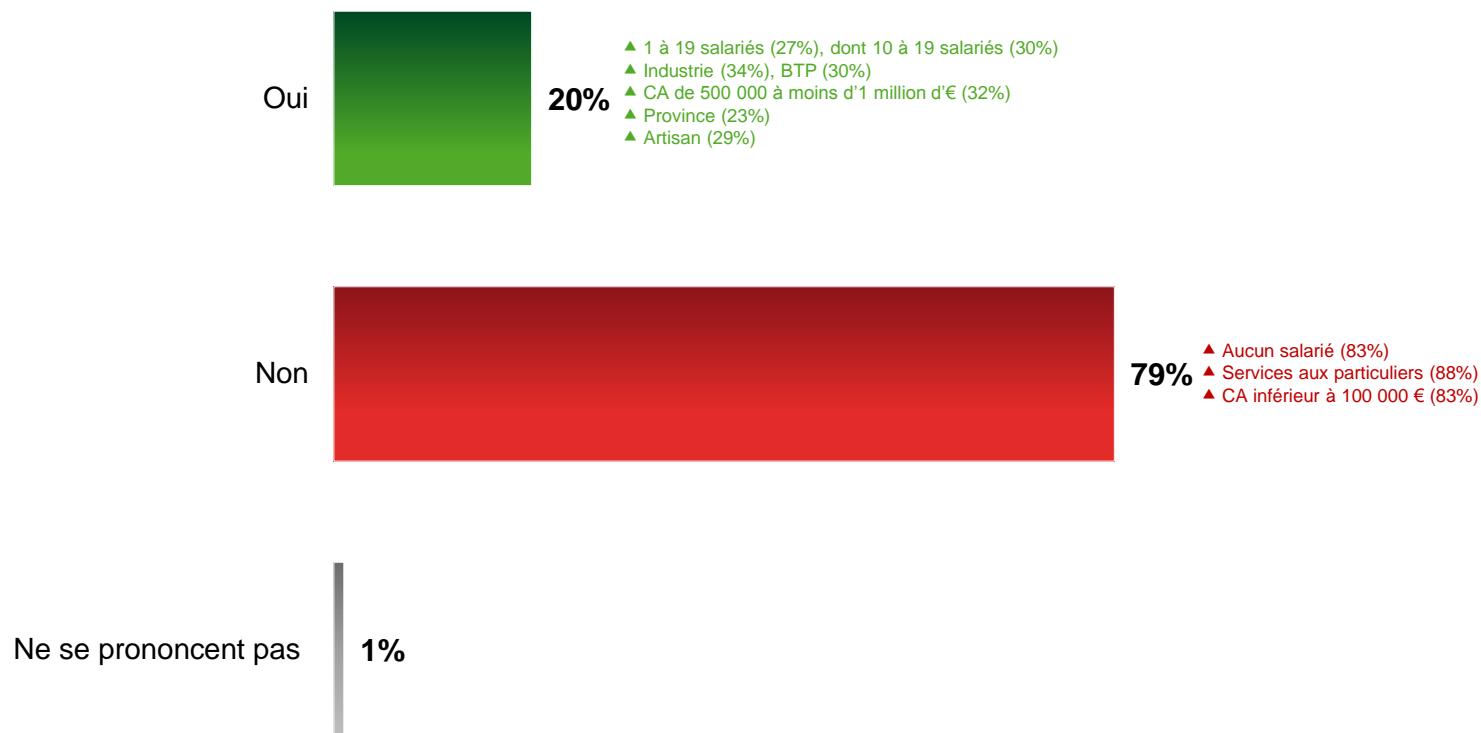
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le vote aux dernières élections de sa Chambre de métiers ou CCI

Question

Avez-vous voté aux dernières élections de votre Chambre de métiers (aux artisans) / CCI (aux non artisans) ?



Base : ensemble des TPE

La connaissance du fonctionnement de sa Chambre de métiers ou CCI

Question

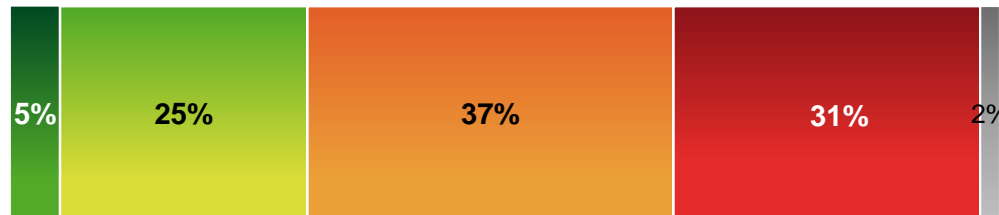
Diriez-vous que vous connaissez bien ou mal... ?

Le fonctionnement de votre Chambre de métiers
 (aux artisans) / CCI (aux non artisans)

Total Bien

30%

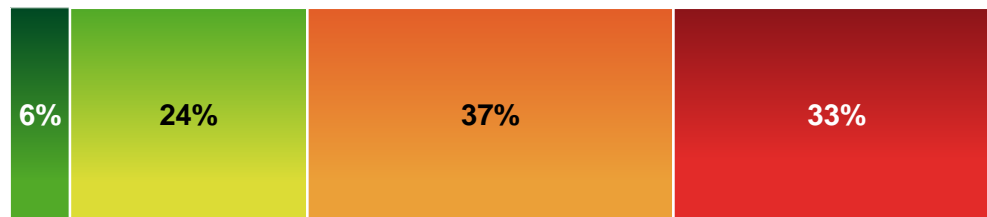
- ▲ 1 à 19 salariés (34%), dont 10 à 19 salariés (41%)
- ▲ BTP (55%) / Services aux entreprises (39%)
- ▲ CA supérieur à 1 million d'€ (44%)
- ▲ Artisan (40%)
- ▼ Services aux particuliers (10%)



L'offre de services de votre Chambre de métiers
 (aux artisans) / CCI (aux non artisans)

30%

- ▲ 1 à 19 salariés (36%), dont 10 à 19 salariés (41%)
- ▲ BTP (45%) / Industrie (48%) / Services aux entreprises (36%)
- ▲ CA supérieur à 1 million d'€ (43%)
- ▲ Artisan (35%)
- ▼ Services aux particuliers (11%)



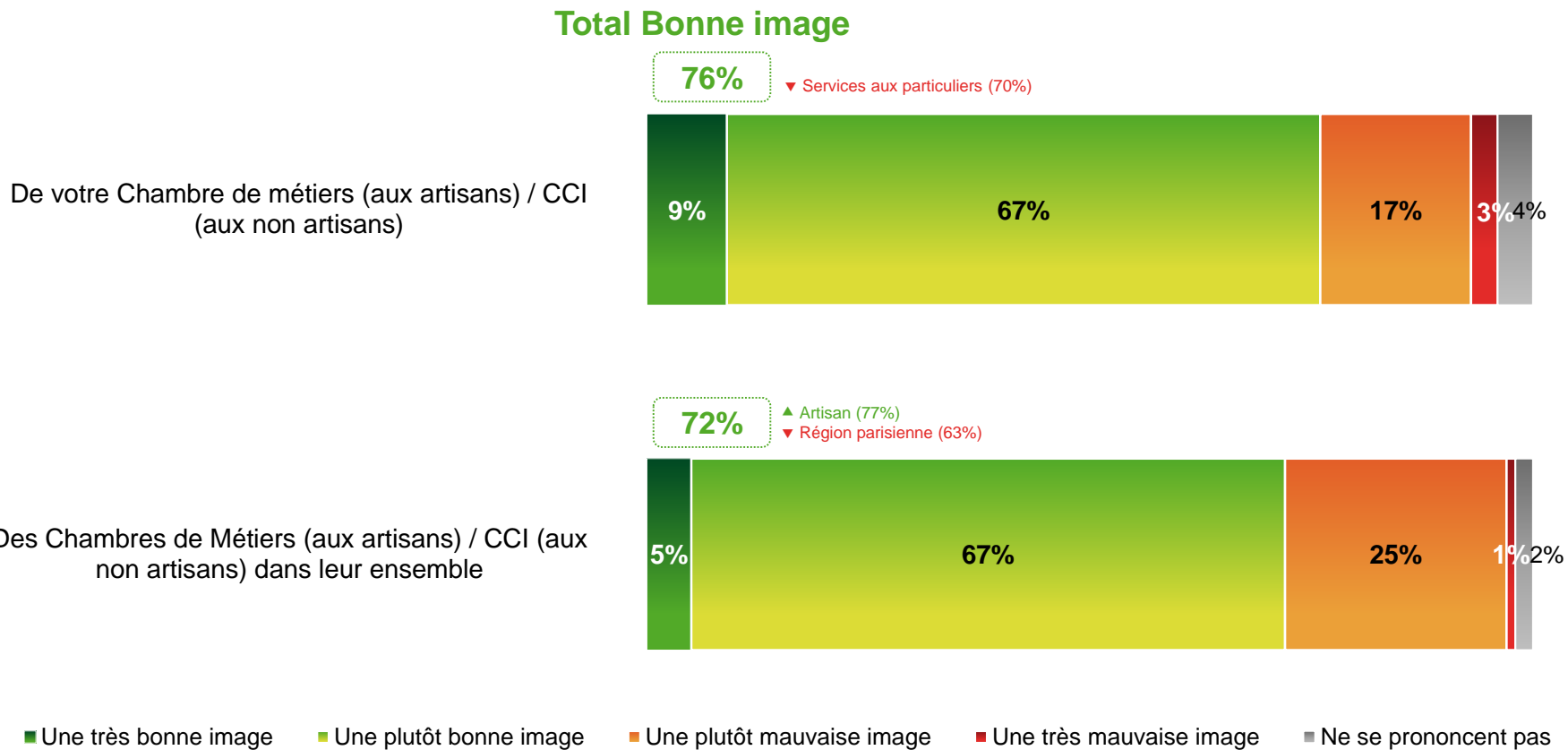
■ Très bien ■ Assez bien ■ Assez mal ■ Très mal ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

L'image globale des Chambres de métiers ou des CCI

Question

Avez-vous une bonne ou une mauvaise image... ?

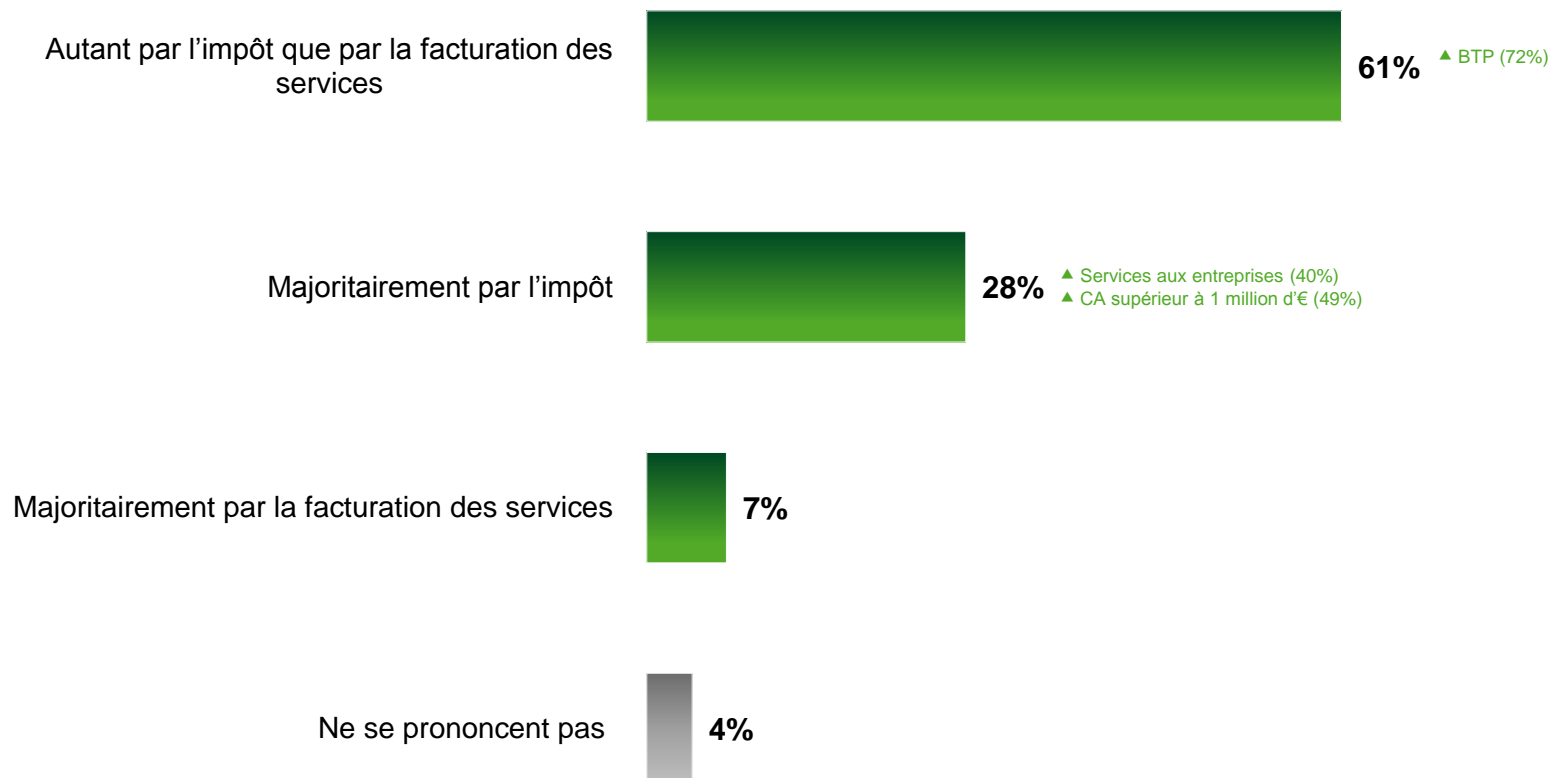


Base : à 50% de l'échantillon

La connaissance du mode de financement des Chambres de métiers ou CCI

Question

Selon vous, le financement des chambres de métiers (aux artisans) / des CCI (aux non artisans) est-il assuré... ?

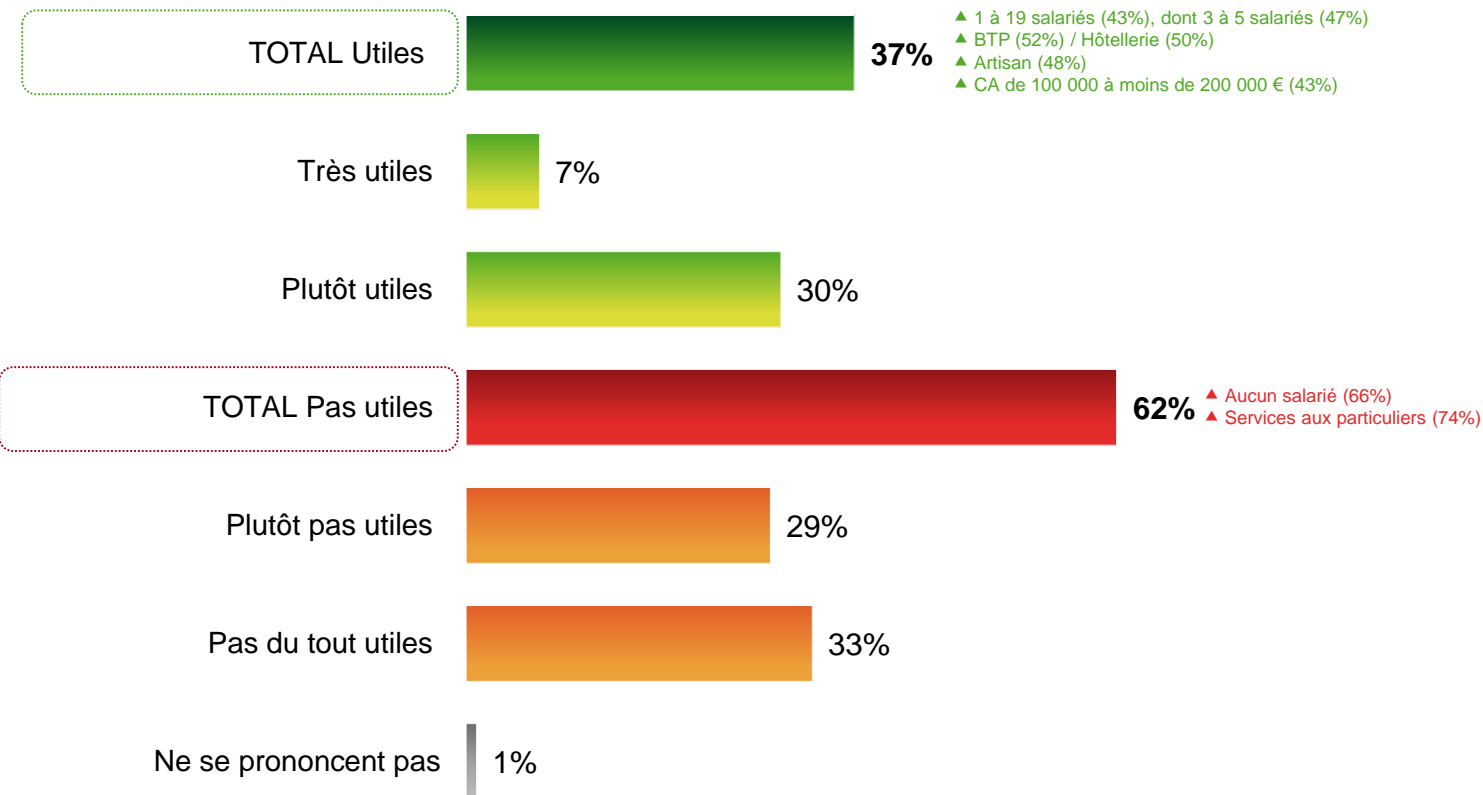


Base : à 50% de l'échantillon

L'utilité des services proposés par sa Chambre des métiers ou CCI

Question

Diriez-vous que les services proposés par votre Chambre de métiers (aux artisans) / votre CCI (aux non artisans) sont utiles ou pas utiles pour votre entreprise ?

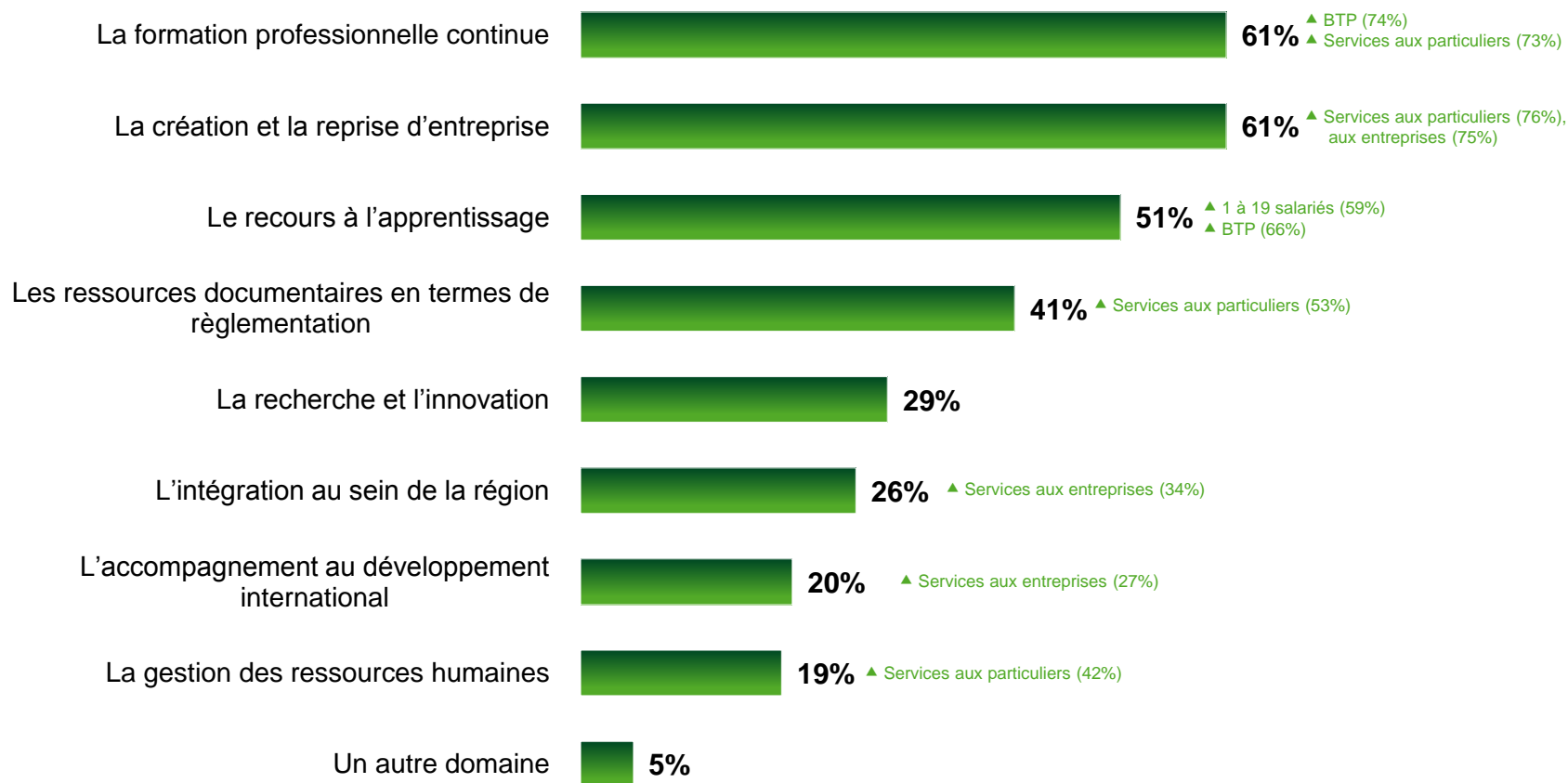


Base : ensemble des TPE

Les services de sa Chambre des métiers ou CCI utiles à son entreprise

Question

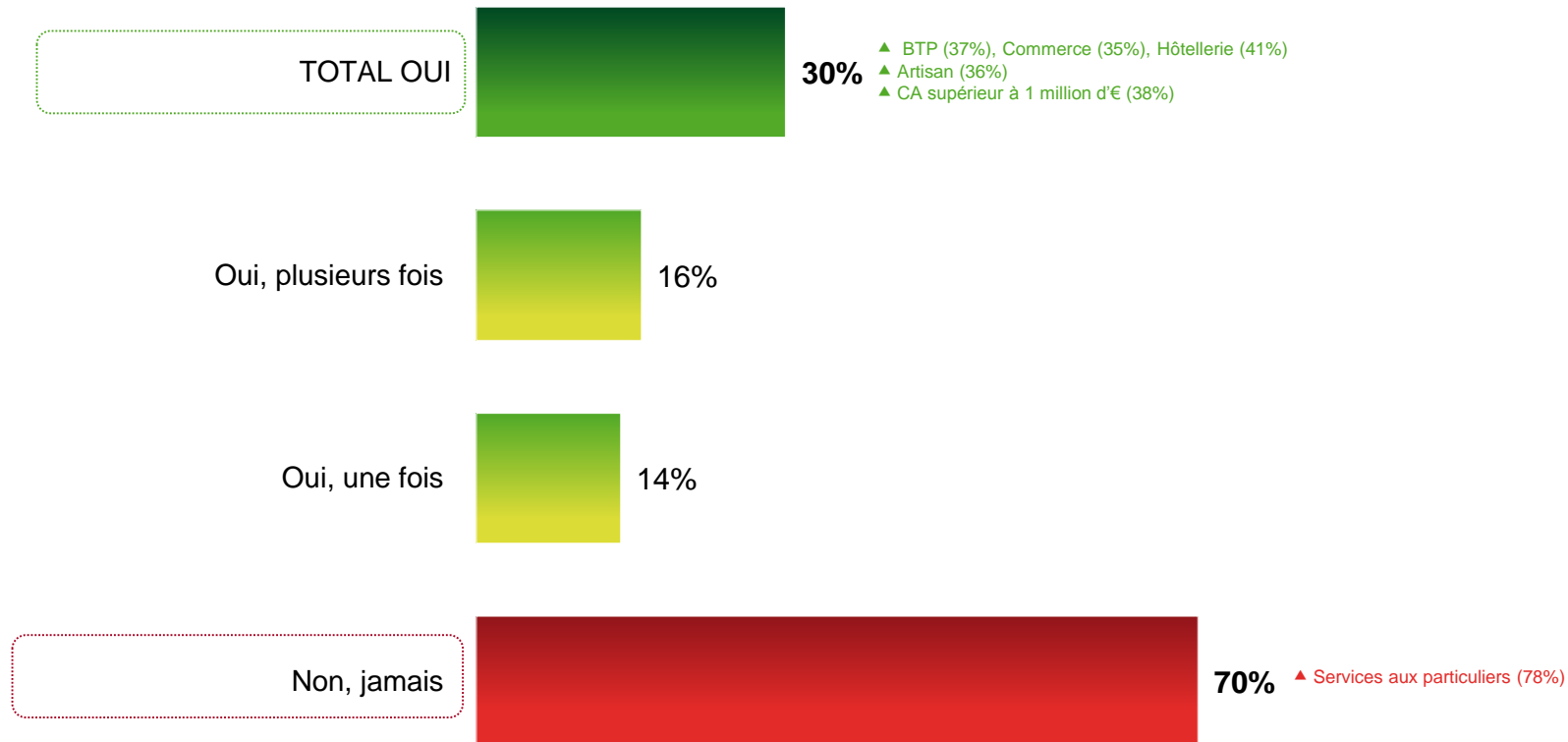
Plus précisément, dans quel(s) domaine(s) les services proposés sont-ils utiles à votre entreprise ?



Le recours aux services de sa Chambre des métiers ou CCI

Question

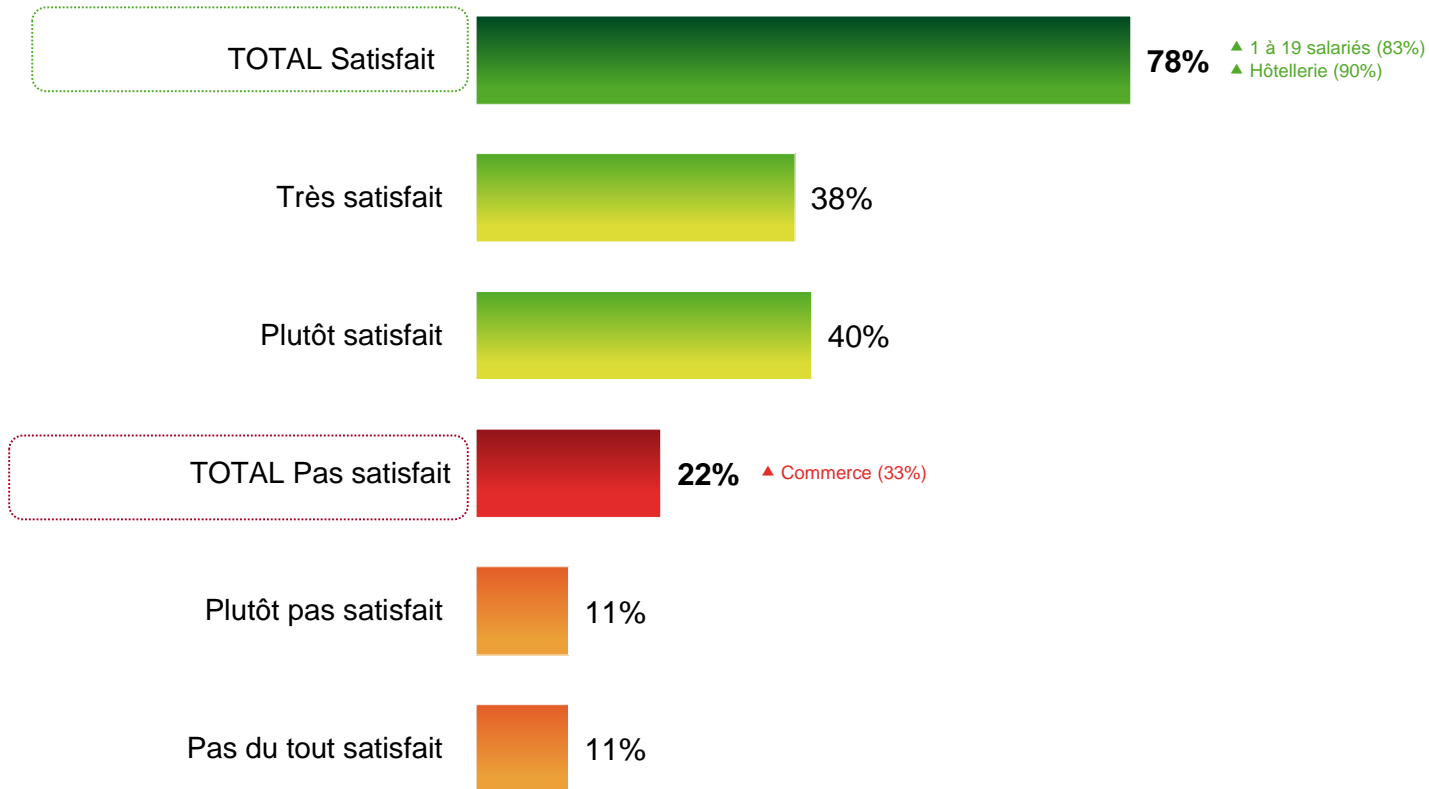
Au cours des deux dernières années, avez-vous fait appel aux services de votre Chambre de métiers (aux artisans) / CCI (aux non artisans) ?



La satisfaction à l'égard des services de sa Chambre des métiers ou CCI

Question

Avez-vous été satisfait ou pas satisfait des services de votre Chambre de métiers (aux artisans) / CCI (aux non artisans) ?

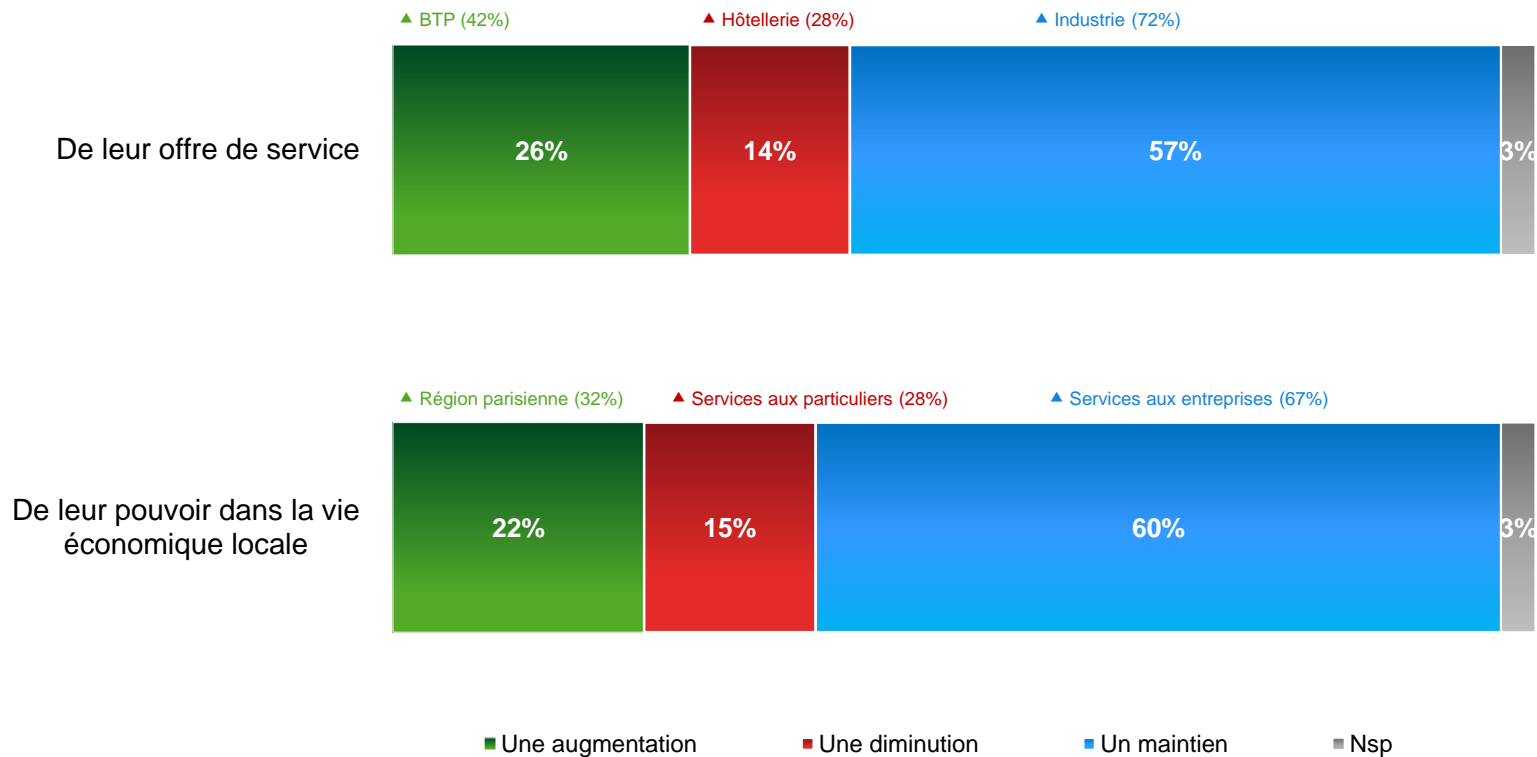


Base : à ceux ayant fait appel aux services de leur Chambre des métiers ou CCI et à 50% de l'échantillon

Les souhaits d'évolution de la Chambre des métiers ou CCI

Question

Concernant les Chambres de métiers (aux artisans) / CCI (aux non artisans), seriez-vous favorable à une augmentation, à une diminution ou à un maintien... ?

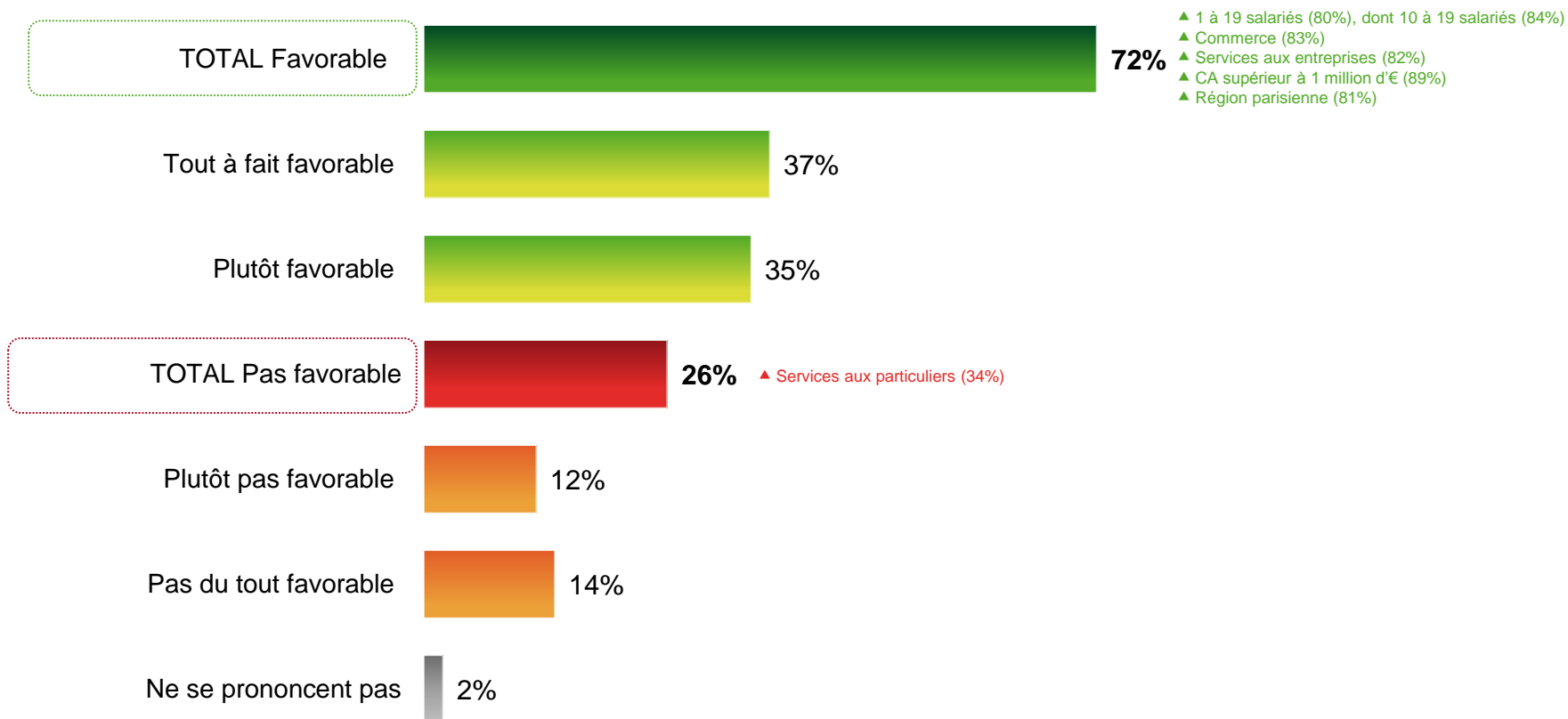


Base : à 50% de l'échantillon

L'approbation d'une fusion des CCI et des Chambres de métiers

Question

Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à la fusion des CCI et des chambres des métiers au niveau de chaque département ?



Le dialogue social et les syndicats patronaux

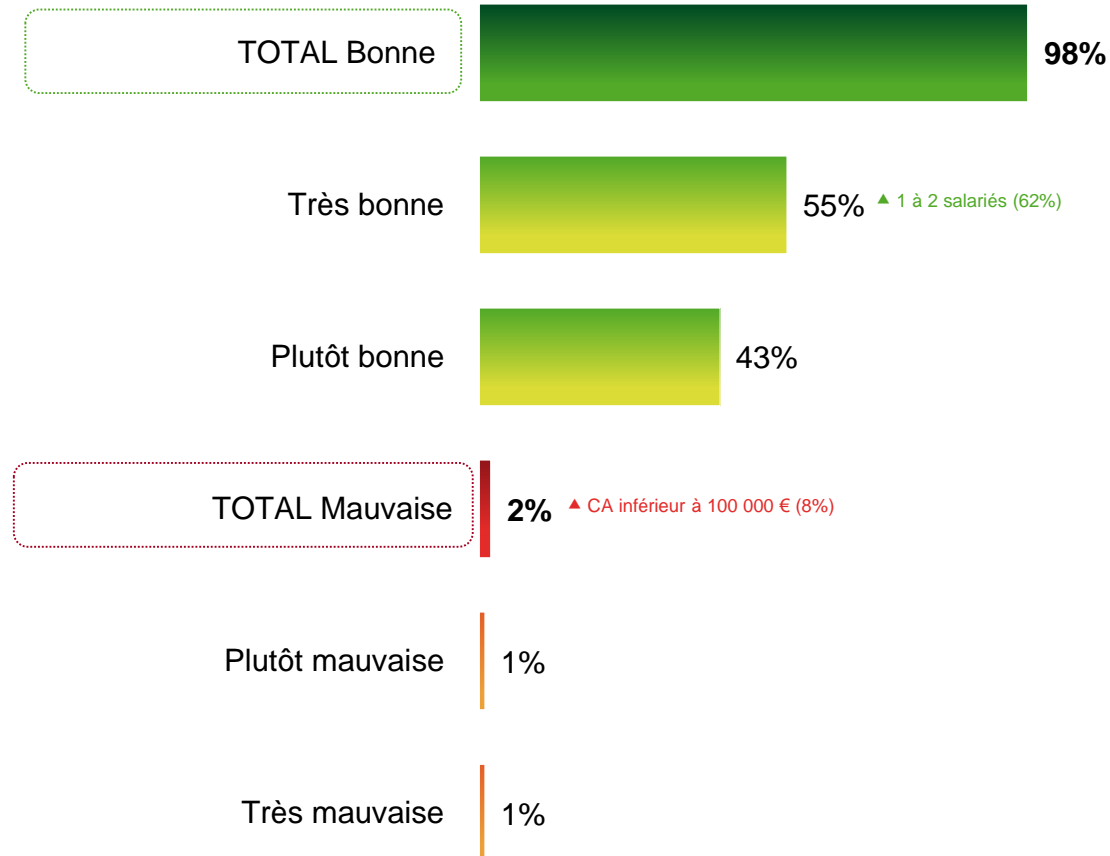
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La qualité du dialogue au sein de l'entreprise

Question

Diriez-vous que la qualité du dialogue entre vos salariés et vous est bonne ou mauvaise ?



Comparatif 2009
 sondage Fiducial
 /Opinion Way

98%

52%

46%

2%

1%

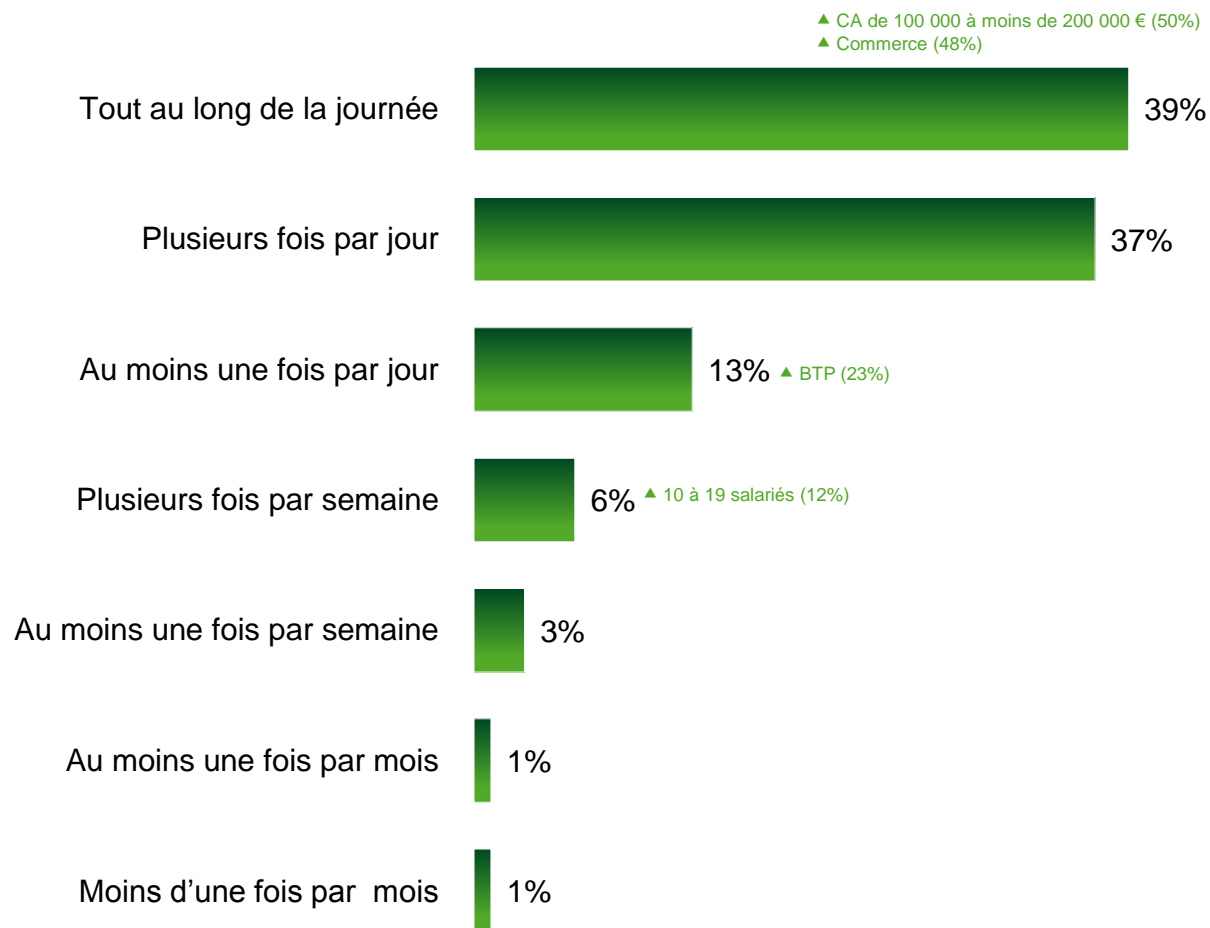
1%

Base : aux employeurs

La fréquence de discussion des employeurs avec leurs salariés

Question

Quelle est la fréquence de vos discussions avec vos salariés ?



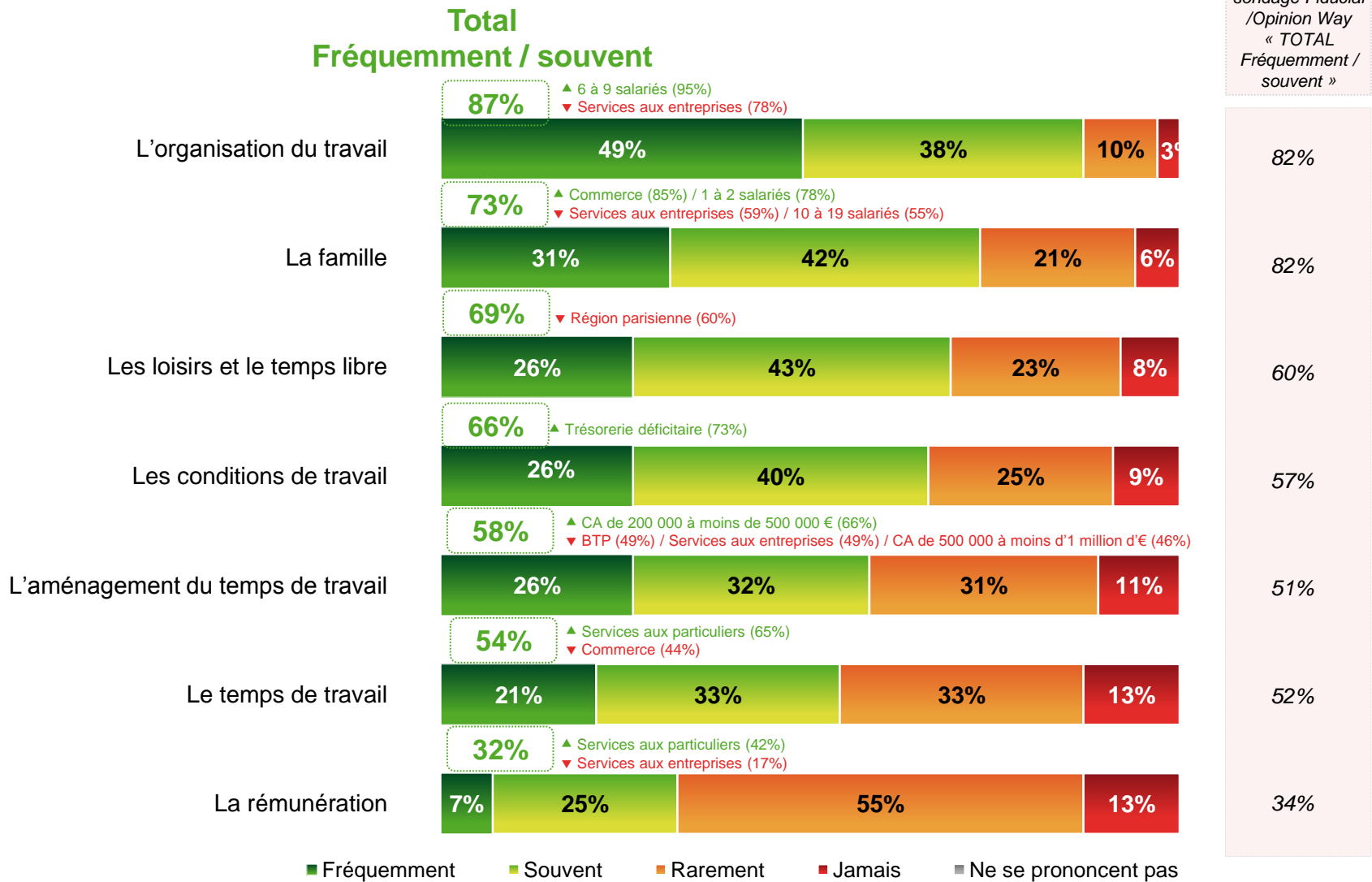
Comparatif 2009
 sondage Fiducial
 /Opinion Way

La fréquence de discussion avec ses salariés sur différents sujets

Question

A quelle fréquence abordez-vous chacun des sujets suivants avec votre ou vos salariés ?

Comparatif 2009
 sondage Fiducial /Opinion Way
 « TOTAL
 Fréquemment / souvent »

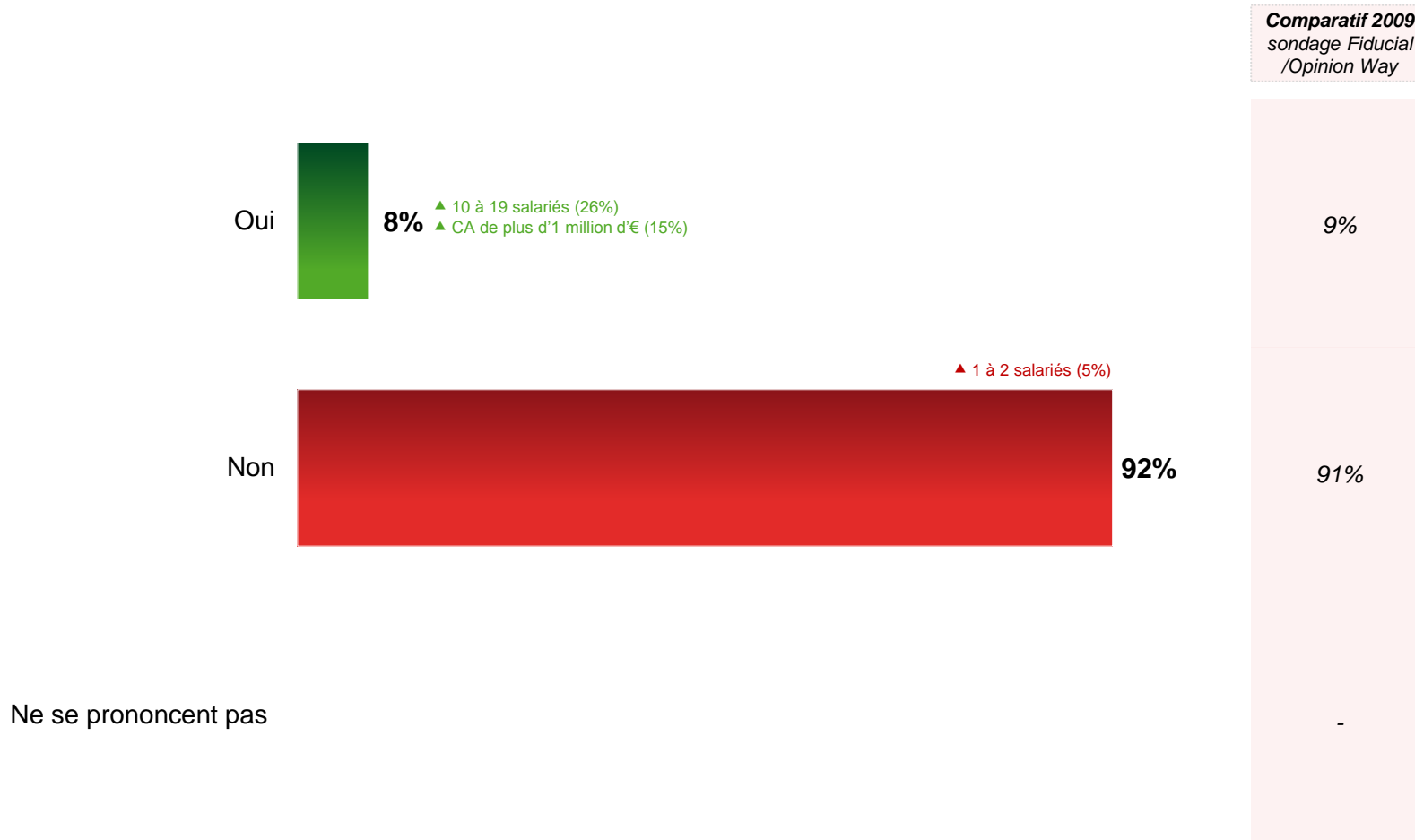


Base : aux employeurs

La présence d'un salarié parlant au nom de ses collègues dans l'entreprise

Question

Y a-t-il aujourd'hui dans votre entreprise un salarié qui parle avec vous au nom de ses collègues ?

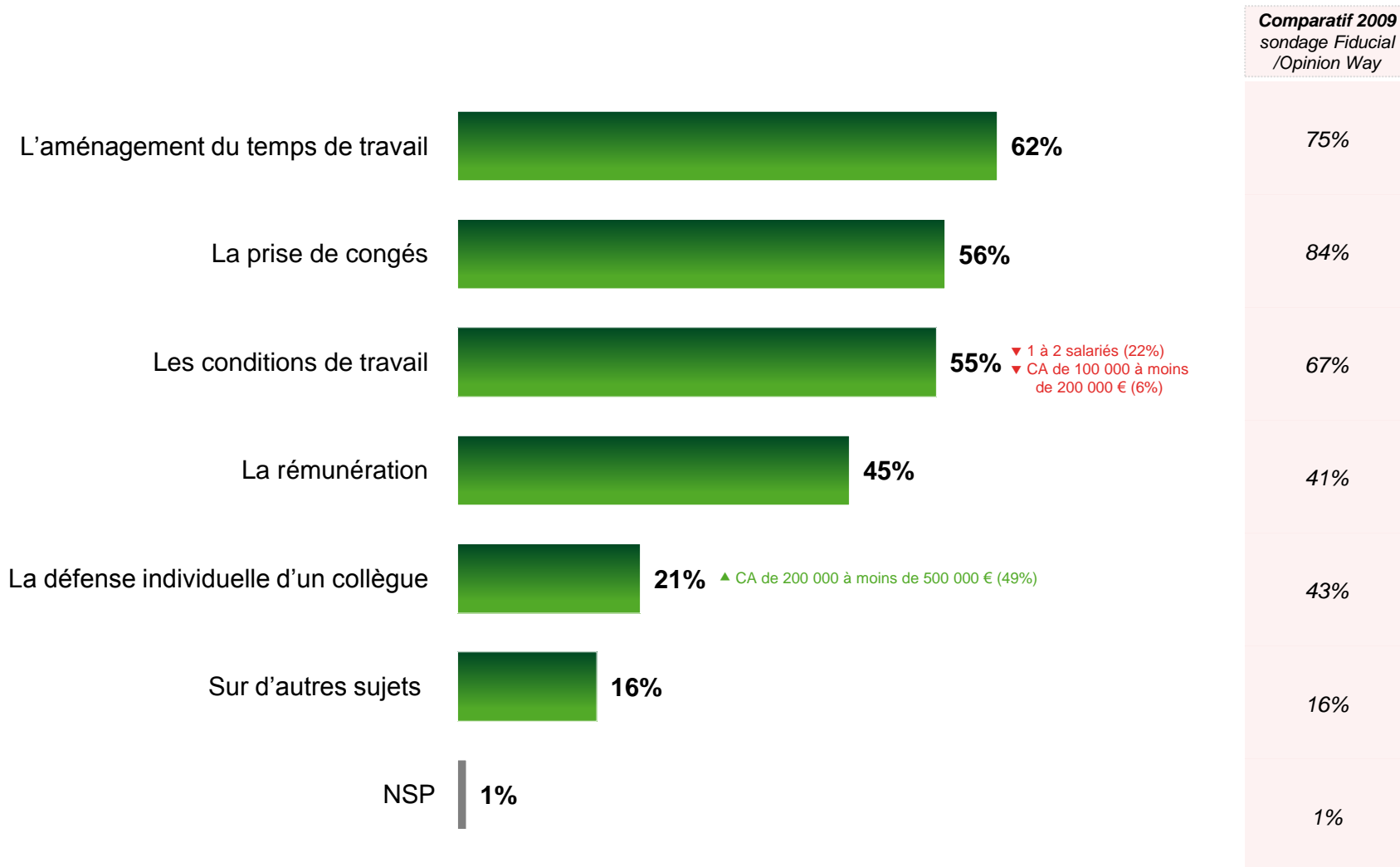


Base : aux employeurs

Les sujets de discussion avec le salarié porte-parole de ses collègues

Question

Sur quels sujets ce salarié parle-t-il avec vous ?

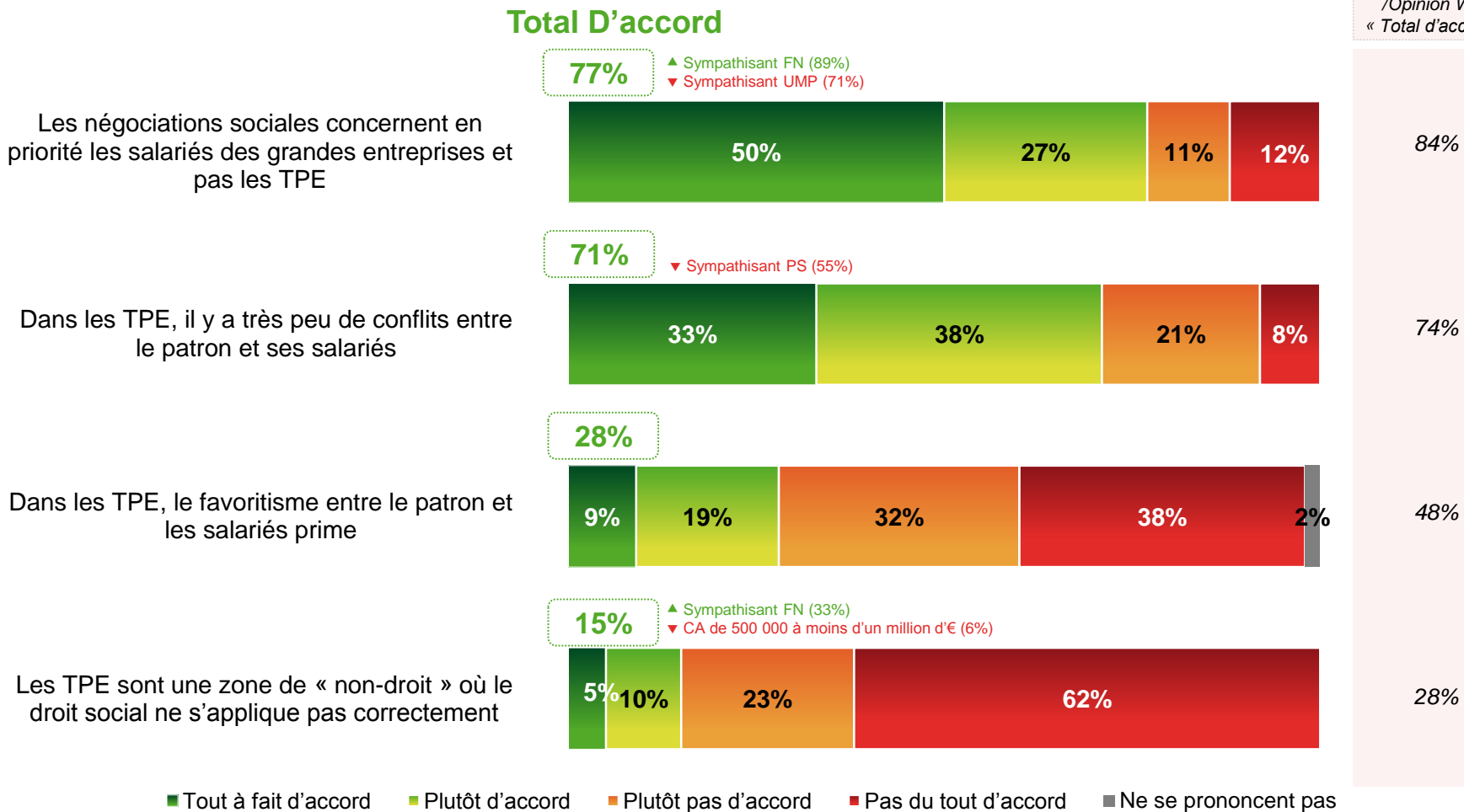


L'approbation de différentes opinions sur le dialogue social dans les TPE

Question

Diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes que l'on peut entendre sur le dialogue social dans les TPE ?

Comparatif 2010
 sondage Fiducial /Opinion Way
 « Total d'accord »



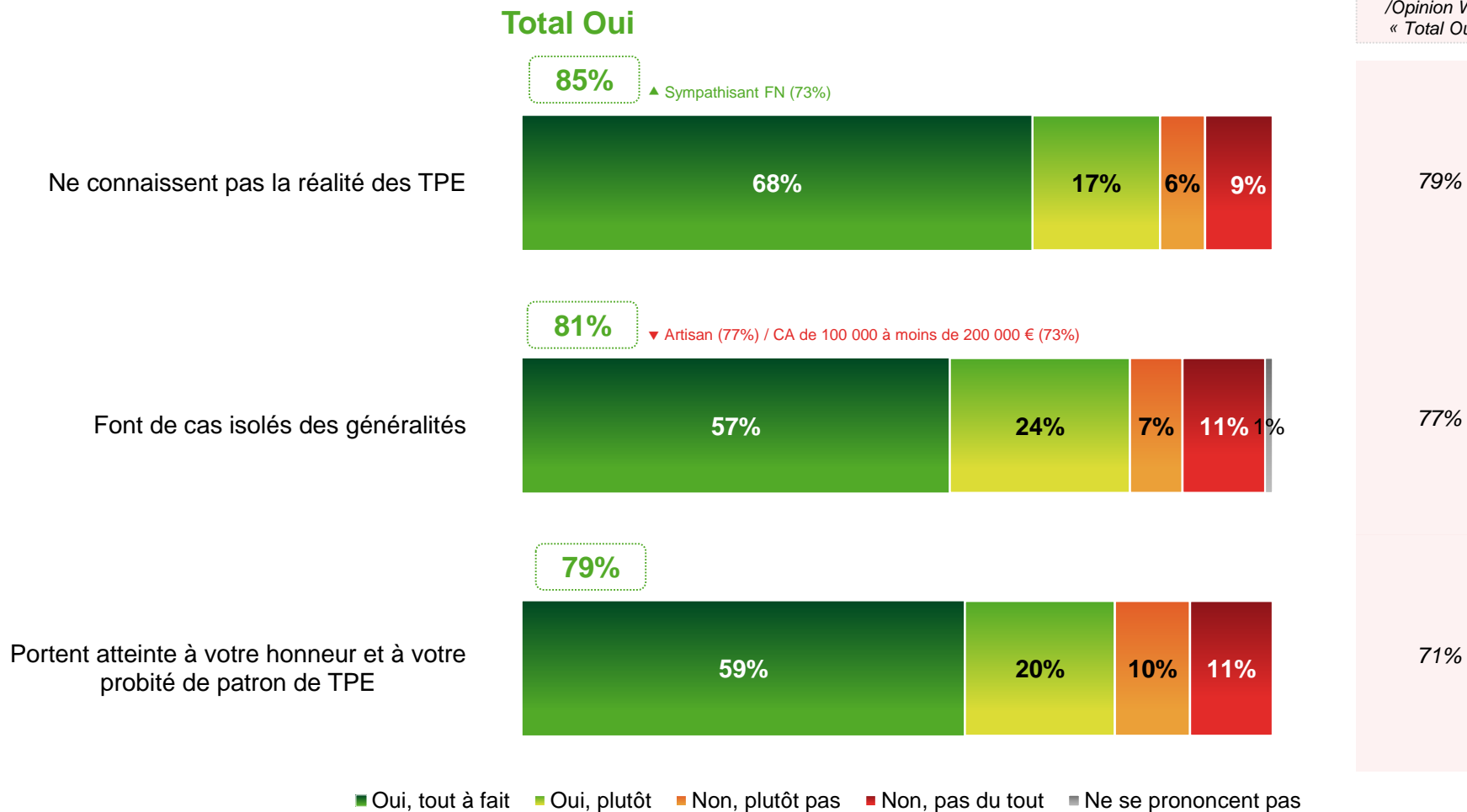
Base : aux employeurs

Les jugements sur la perception du respect des règles sociales dans les TPE

Question

Selon vous, ceux qui disent que les patrons de TPE ne respectent pas les règles sociales vis-à-vis de leurs salariés... ?

Comparatif 2010
 sondage Fiducial /Opinion Way
 « Total Oui »



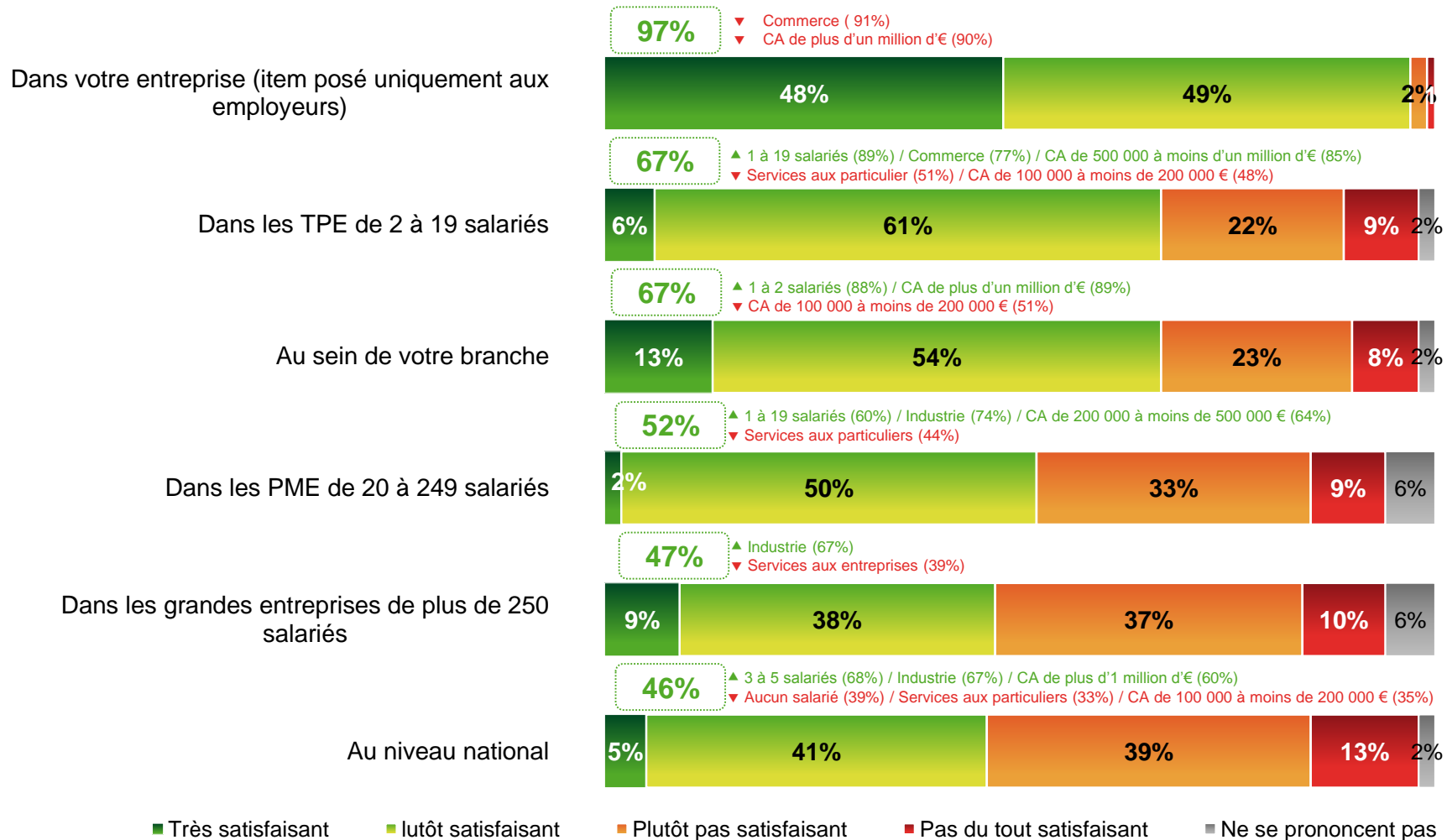
Base : aux employeurs

Les jugements sur la qualité du dialogue social à différents niveaux

Question

Diriez-vous que le dialogue social relatif aux droits et obligations respectifs des employeurs et des salariés est satisfaisant ou pas satisfaisant... ?

Total Satisfaisant

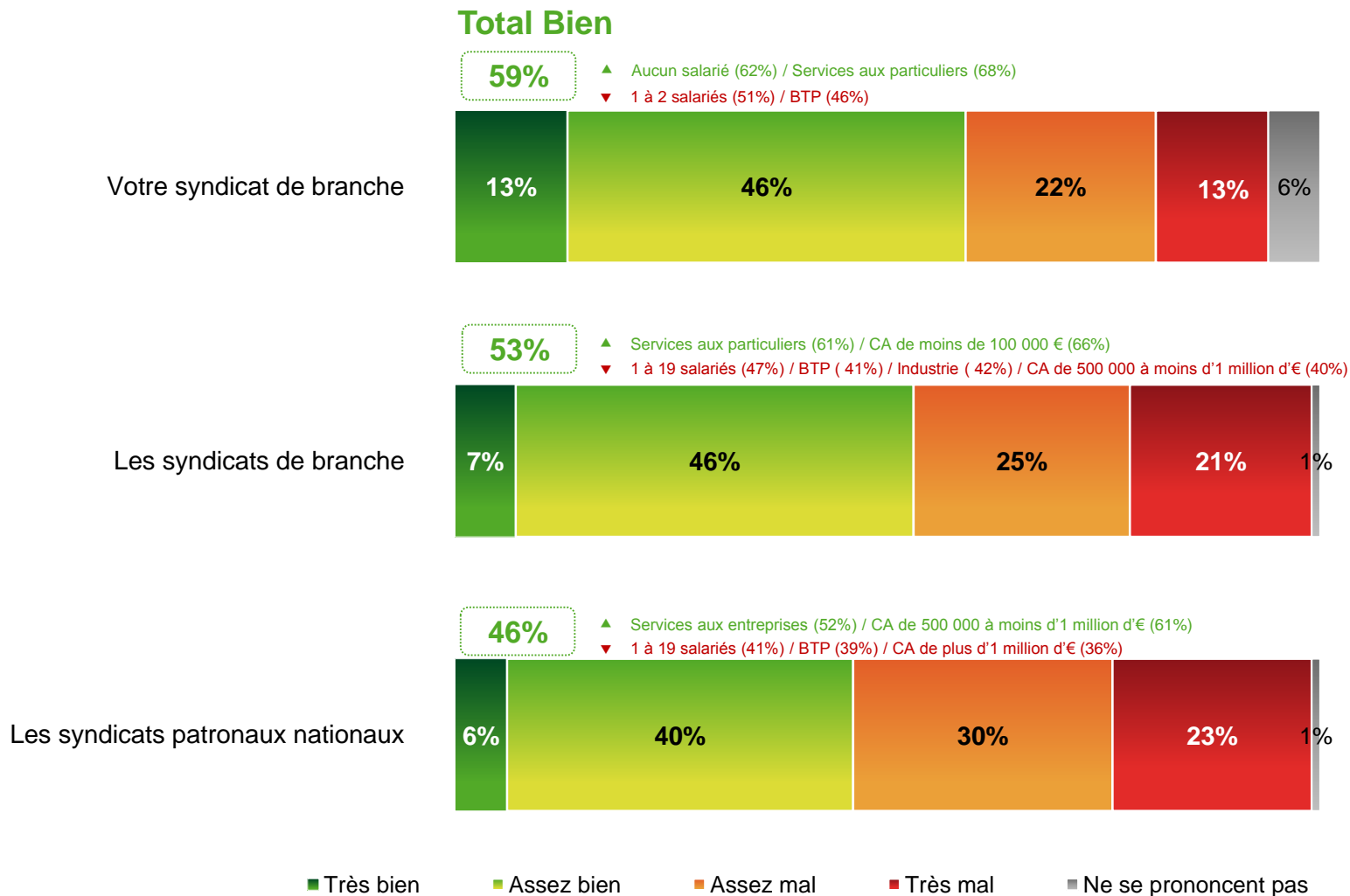


Base : à 50% de l'échantillon

La compréhension des enjeux et contraintes des chefs d'entreprise

Question

Diriez-vous que les acteurs suivants comprennent bien ou mal les enjeux et contraintes des chefs d'entreprise qu'ils représentent ?

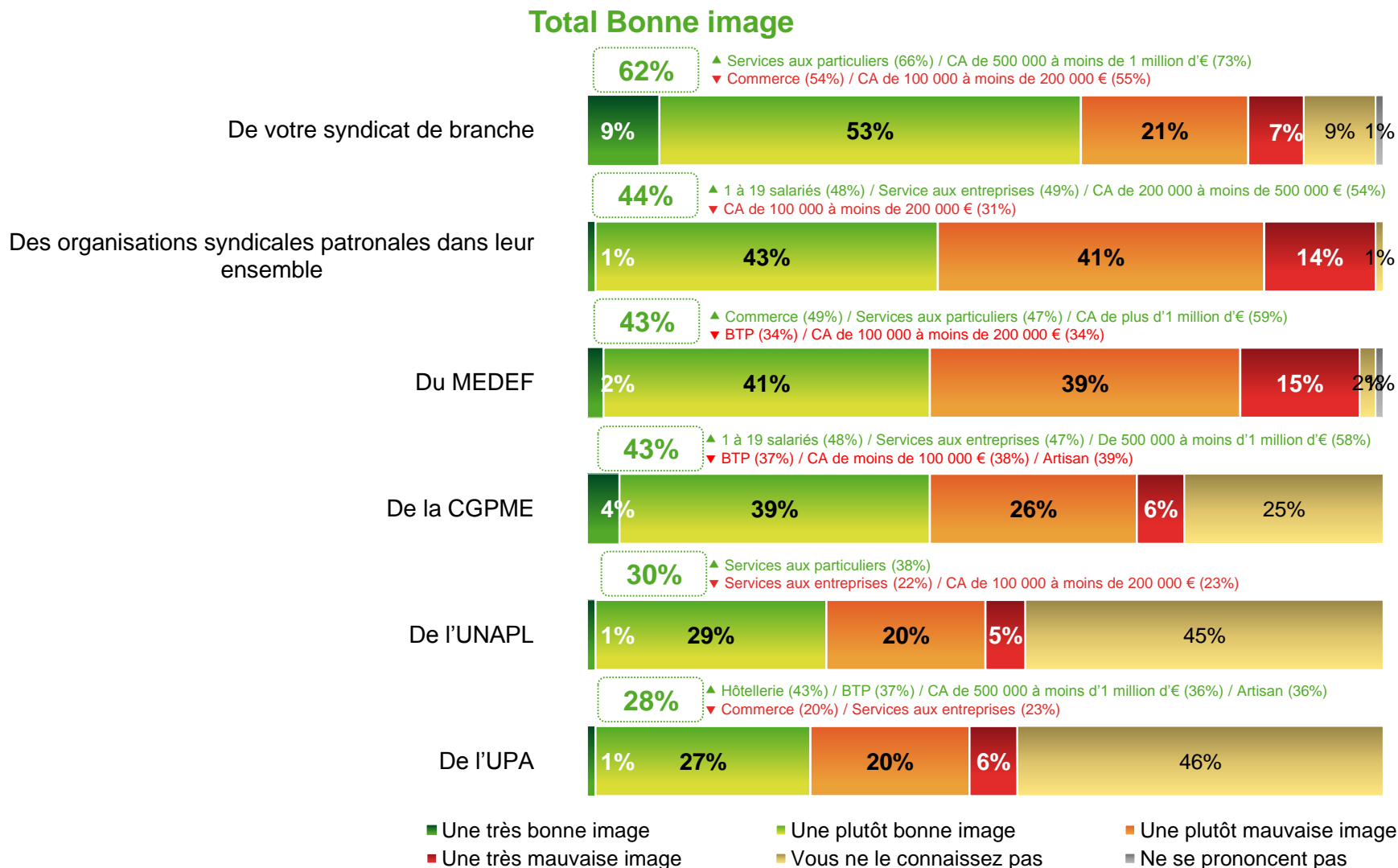


Base : ensemble des TPE

L'image des organisations syndicales patronales

Question

Personnellement, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image... ?

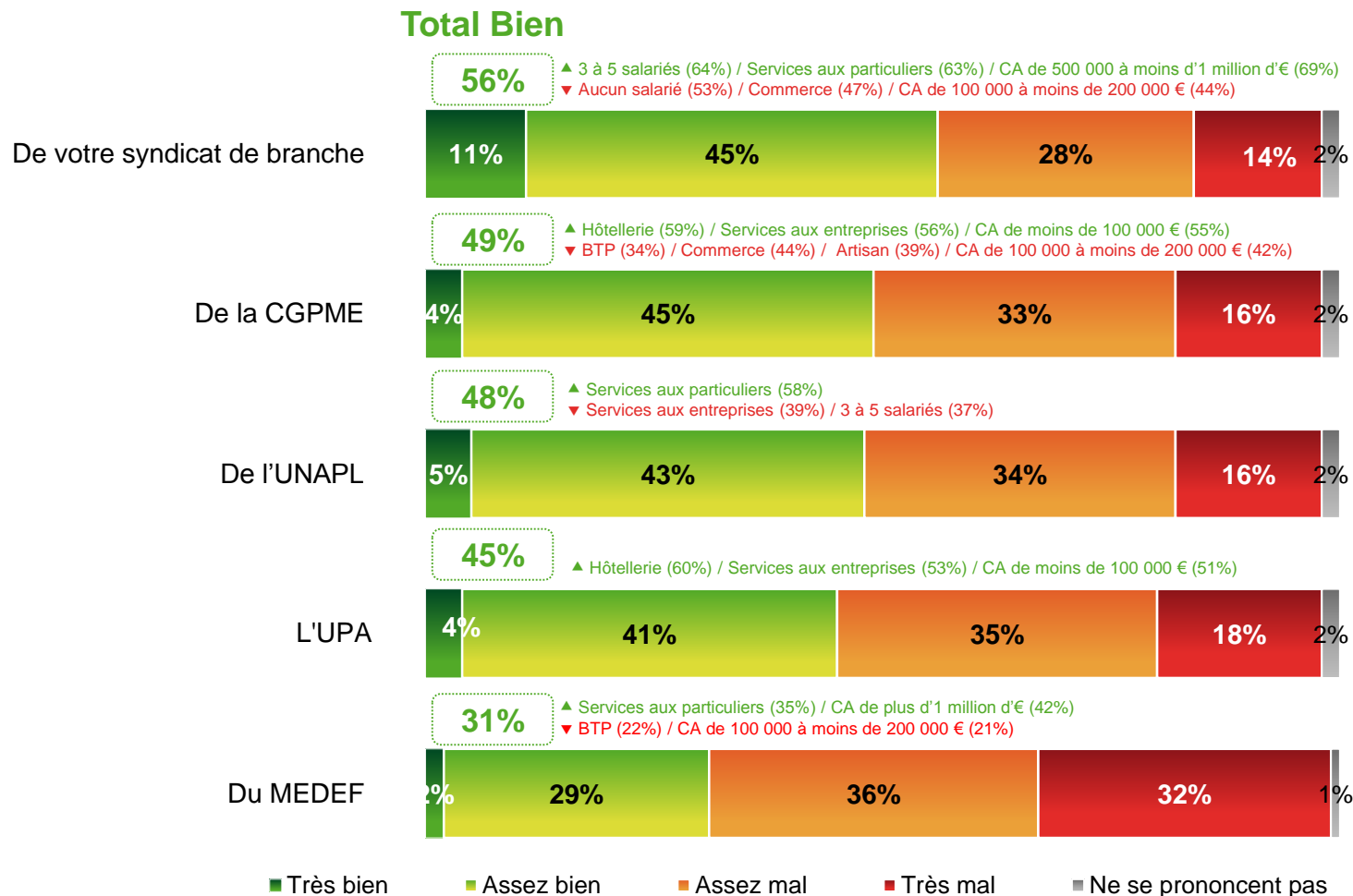


Base : ensemble des TPE

La défense des intérêts des TPE par différentes organisations patronales

Question

Et diriez-vous que chacune de ces organisations syndicales défend bien ou mal les intérêts des petites entreprises comme la vôtre ?

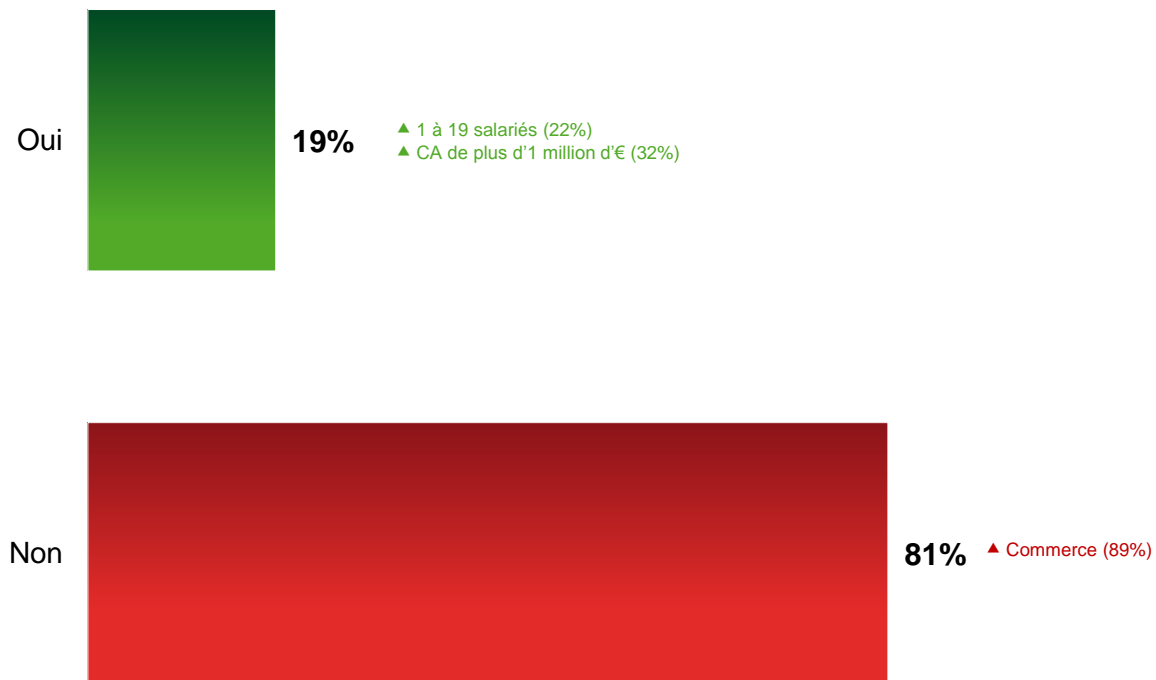


Base : aux patrons de TPE connaissant chacune des organisations syndicales

L'adhésion à une organisation syndicale patronale

Question

Etes-vous adhérent d'une organisation syndicale patronale ?

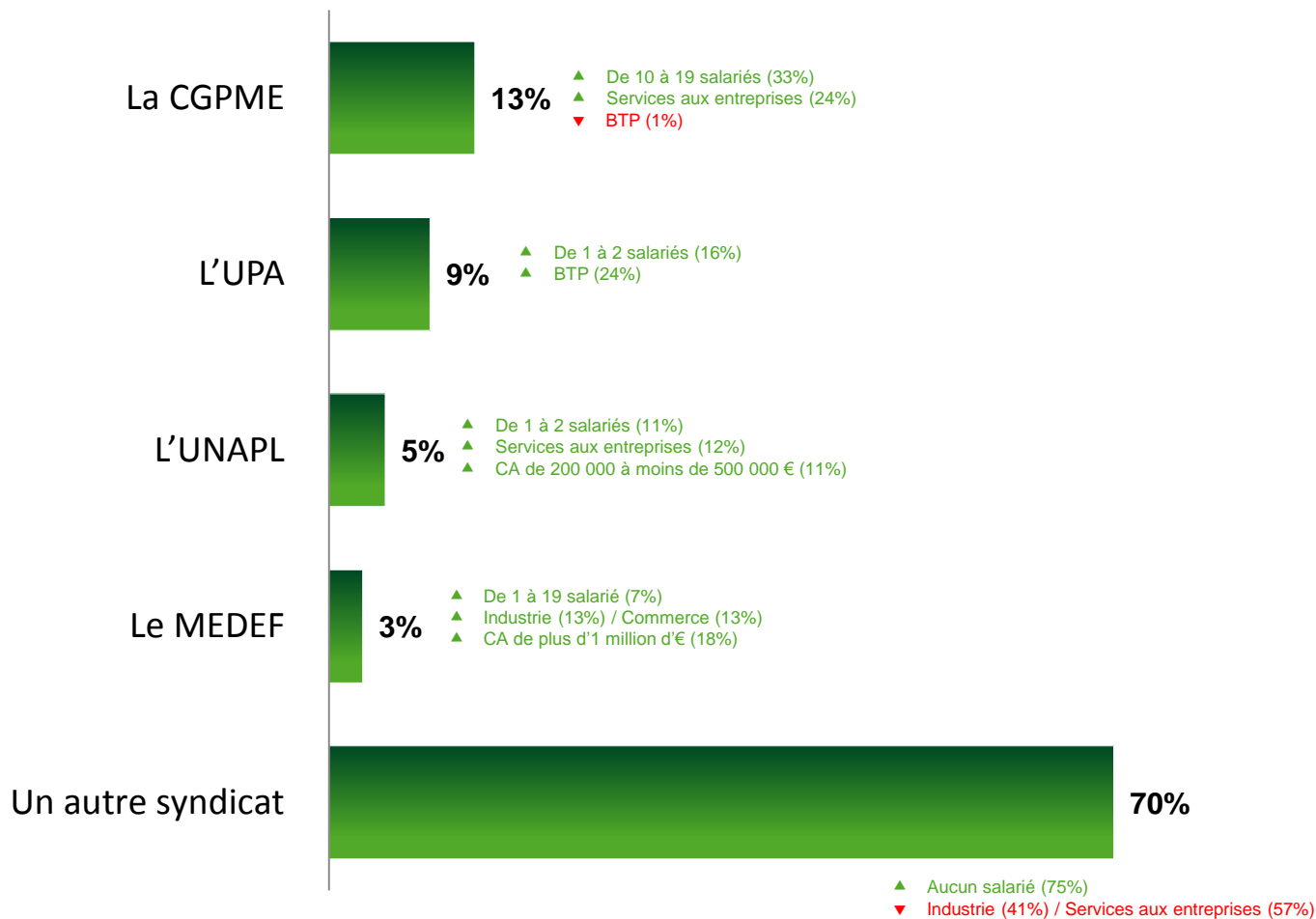


Base : ensemble des TPE

L'organisation syndicale patronale d'affiliation

Question

De quel syndicat patronal êtes-vous adhérent ?

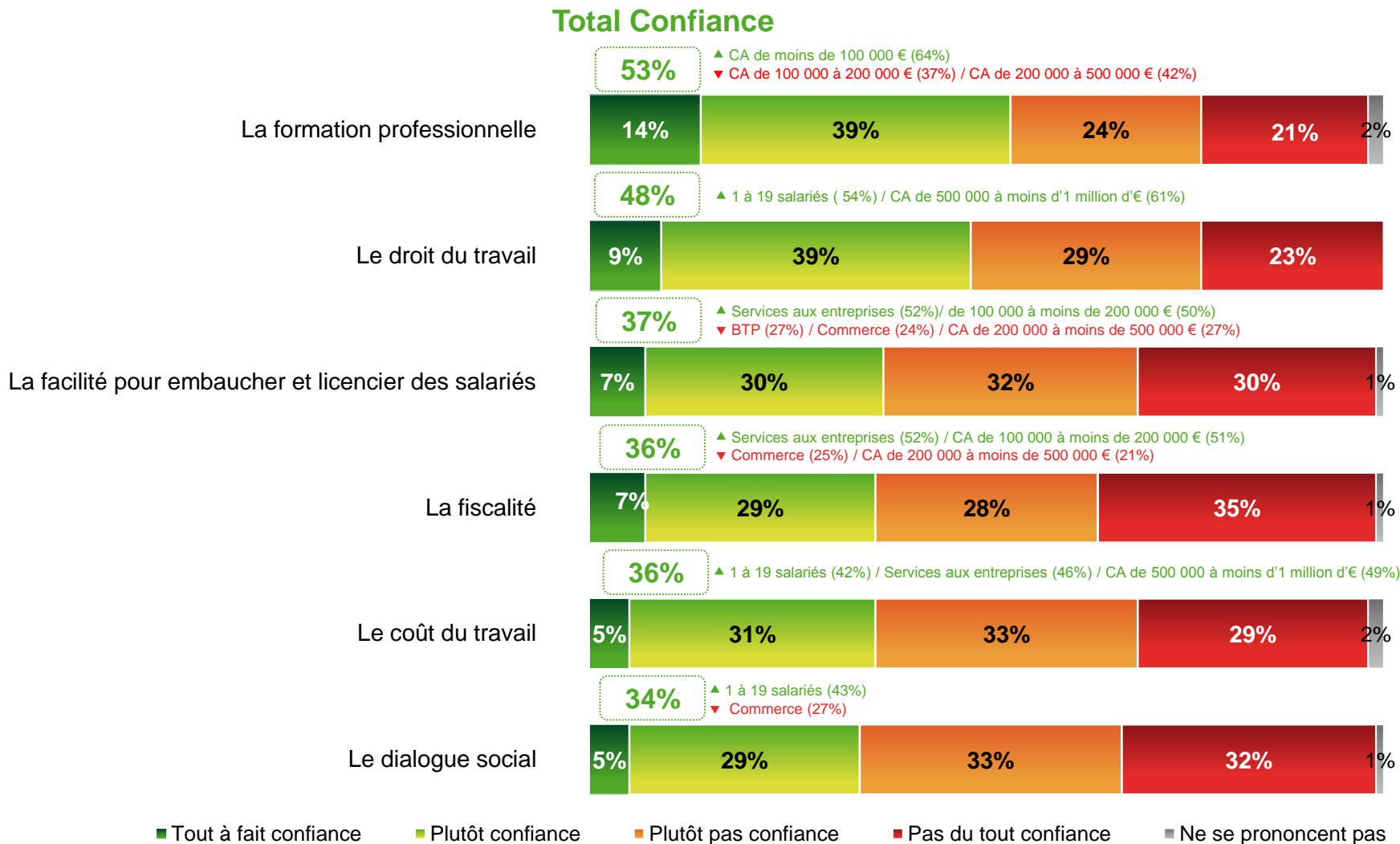


Base : aux patrons qui adhèrent à une organisation syndicale patronale

La confiance accordée aux organisations syndicales patronales

Question

Comme vous le savez peut-être, les négociations nationales interprofessionnelles sont menées par le MEDEF, la CGPME et l'UPA. Diriez-vous que vous faites confiance ou pas confiance à ces organisations pour défendre les intérêts des petites entreprises comme la vôtre en ce qui concerne... ?

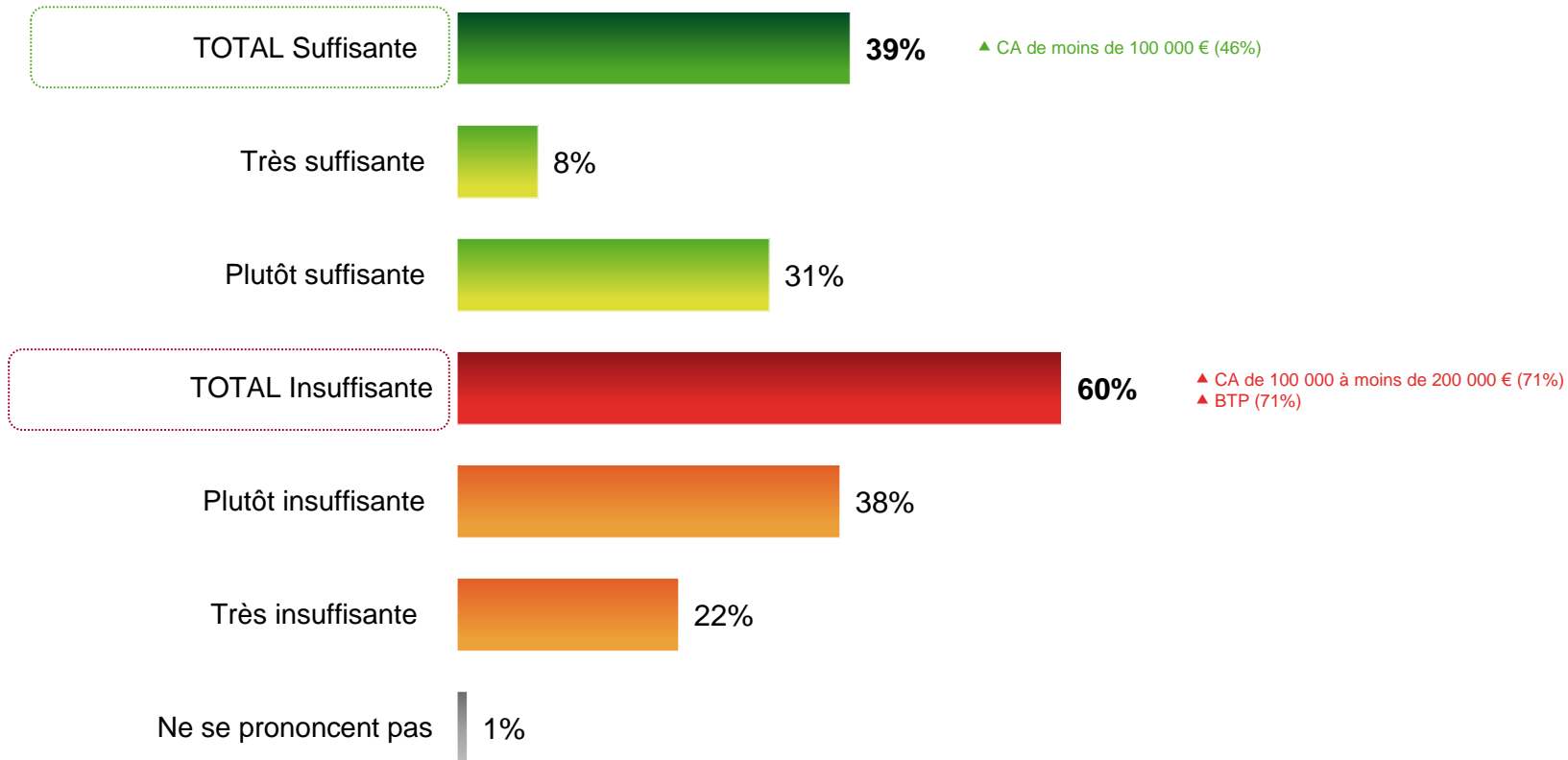


Base : à 50% de l'échantillon

La représentativité des syndicats nationaux patronaux

Question

Et diriez-vous que la représentativité de ces syndicats nationaux est suffisante ou insuffisante pour assurer ces négociations au nom des très petites entreprises ?

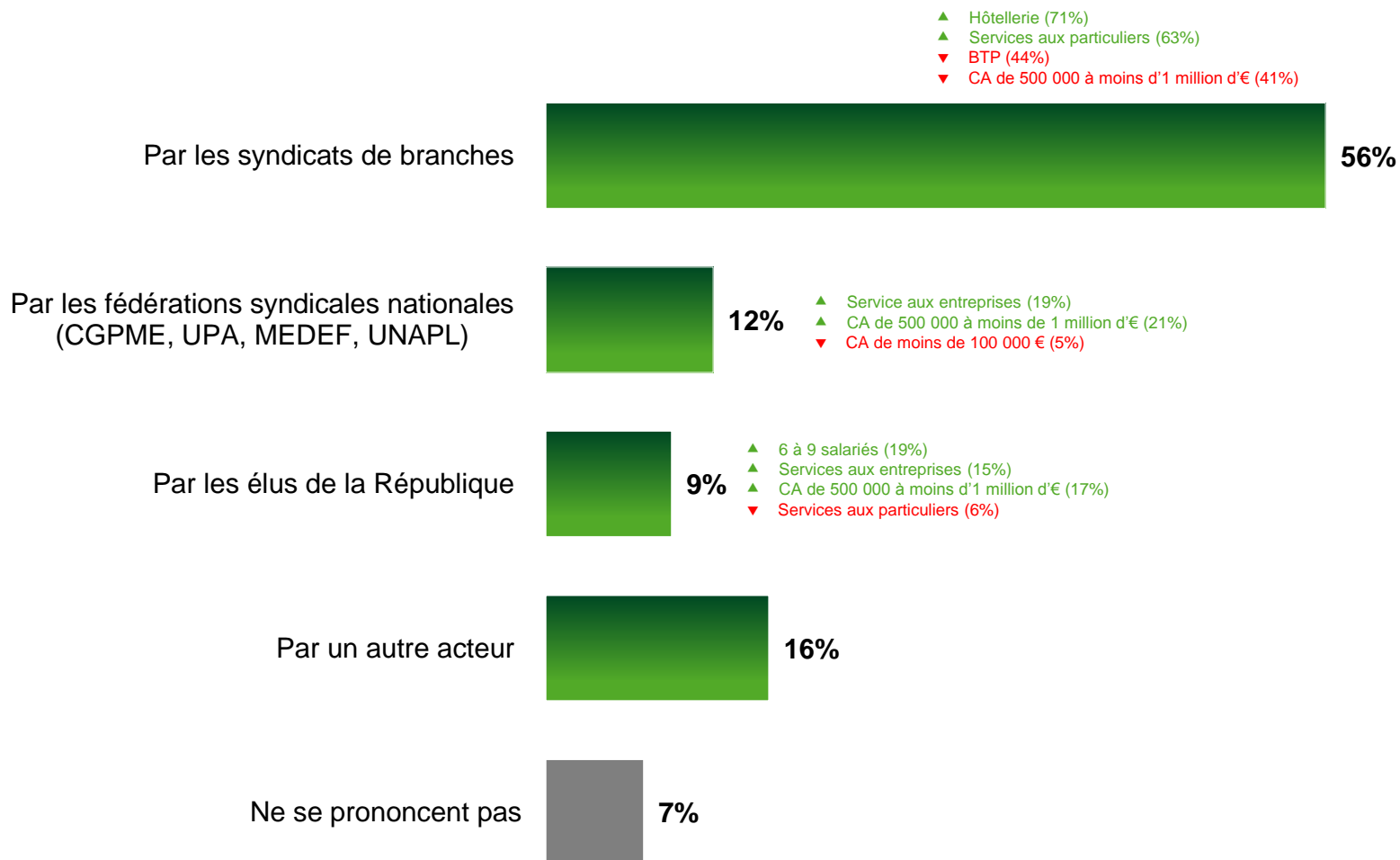


Base : à 50% de l'échantillon

L'acteur préféré pour élaborer les réglementations visant les entreprises

Question

Selon vous, les réglementations visant les entreprises devraient-elles être élaborées de préférence... ?

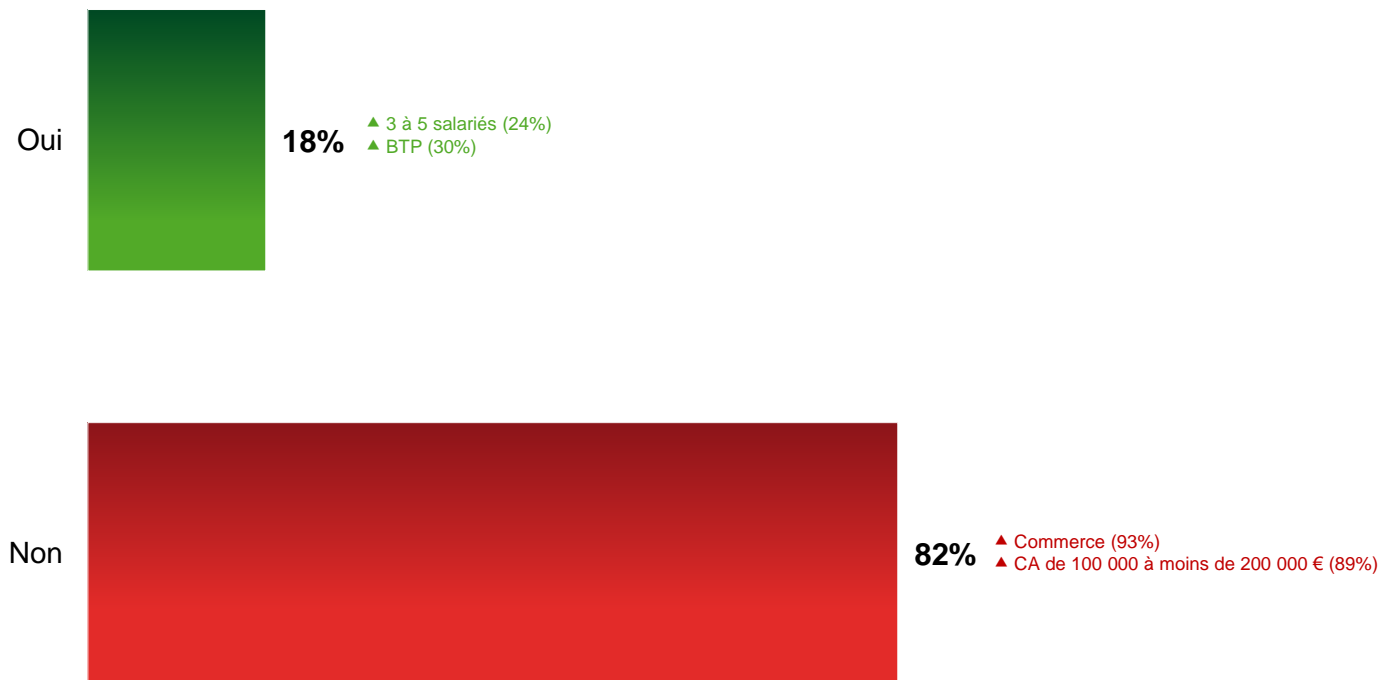


Base : à 50% de l'échantillon

La connaissance de syndicats de défense des TPE

Question

Connaissez-vous un ou plusieurs syndicats de défense des Très Petites Entreprises ?

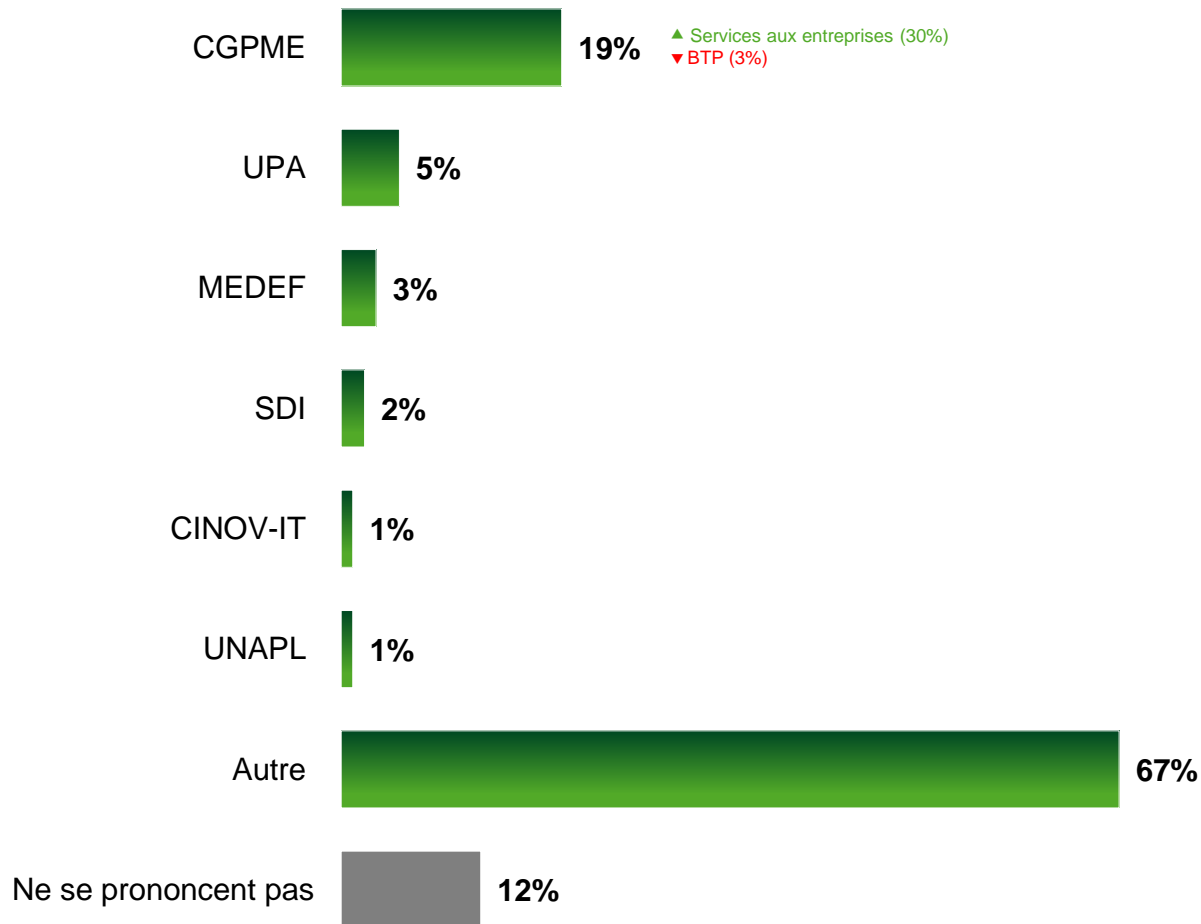


Base : ensemble des TPE

Les syndicats de défense des TPE connus

Question

Quel(s) syndicat(s) de défense des Très Petites Entreprises connaissez-vous ?

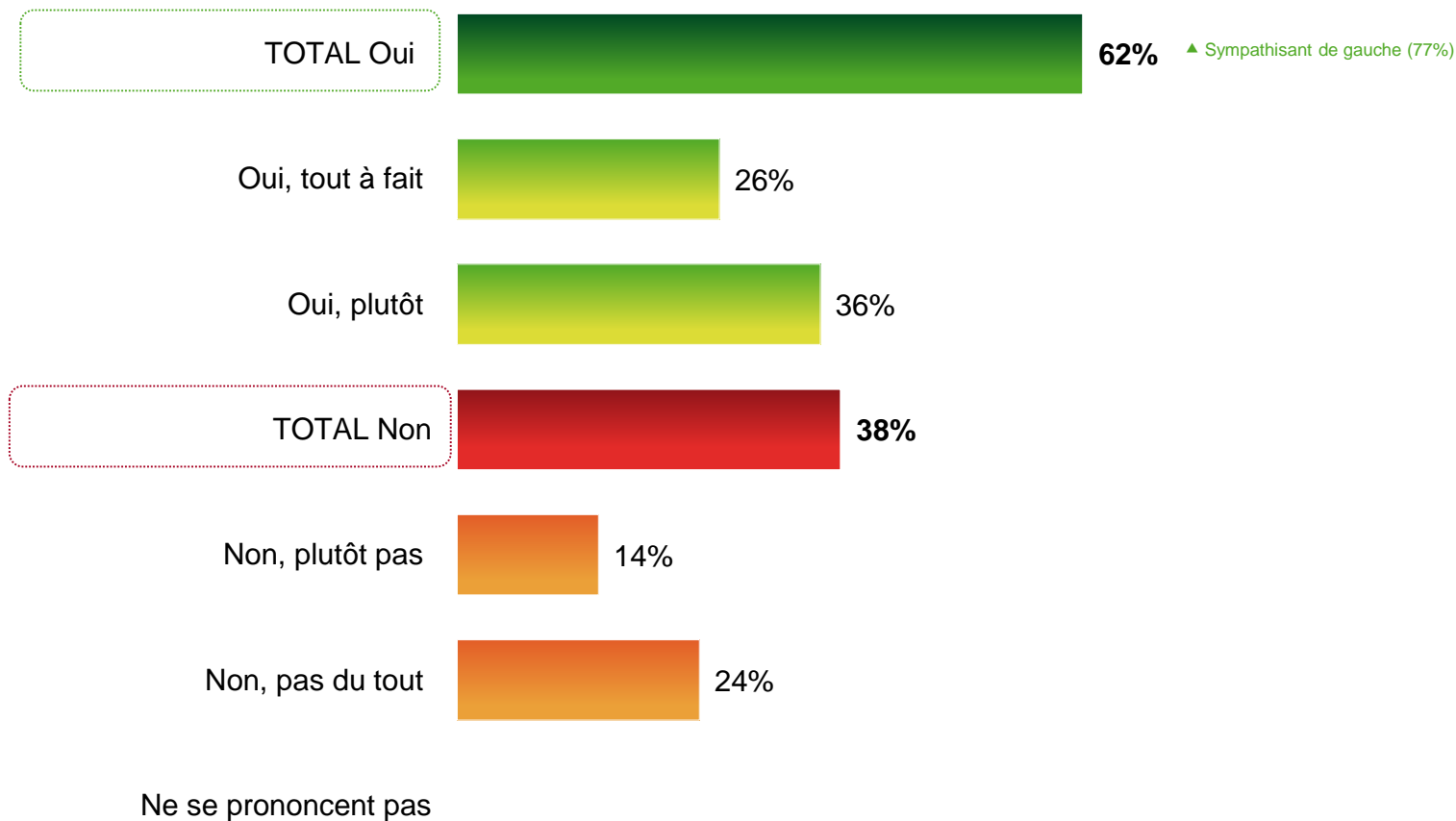


Base : aux patrons de TPE déclarant connaître un ou plusieurs syndicats de défense des TPE

L'approbation de la création de commissions paritaires régionales

Question

Dans le cadre du projet de loi de modernisation du dialogue social, actuellement en cours d'examen, le gouvernement envisage la création de commissions régionales interprofessionnelles informant les employeurs comme les salariés sur le droit du travail, l'emploi et la formation, composées de 10 salariés et 10 employeurs de TPE? Etes-vous favorable à la création de commissions paritaires régionales ?

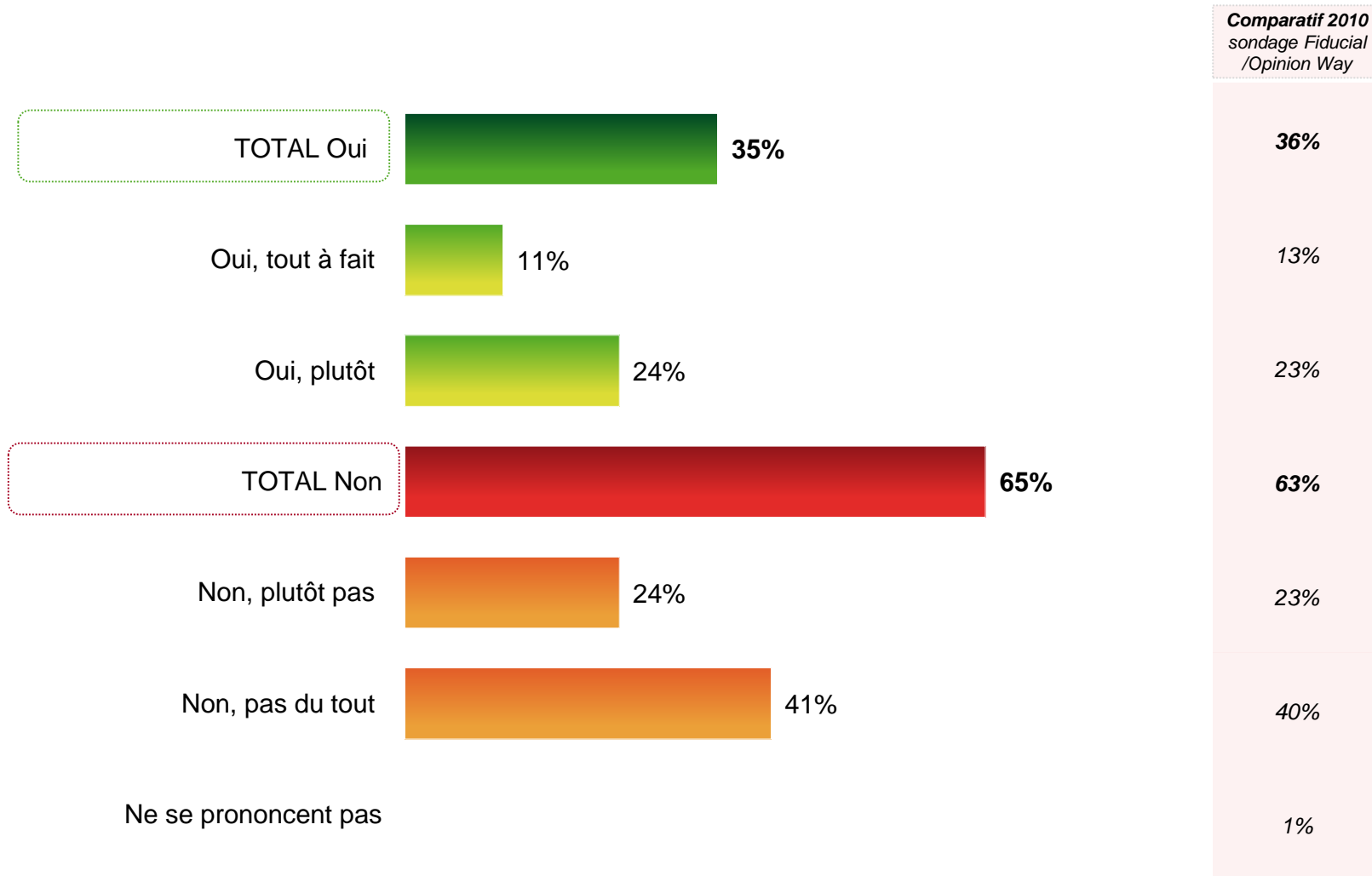


Base : aux employeurs

L'impact de la création de commissions paritaires régionales

Question

Pensez-vous que la création de commissions paritaires régionales améliorera la qualité du dialogue entre vos salariés et vous ?

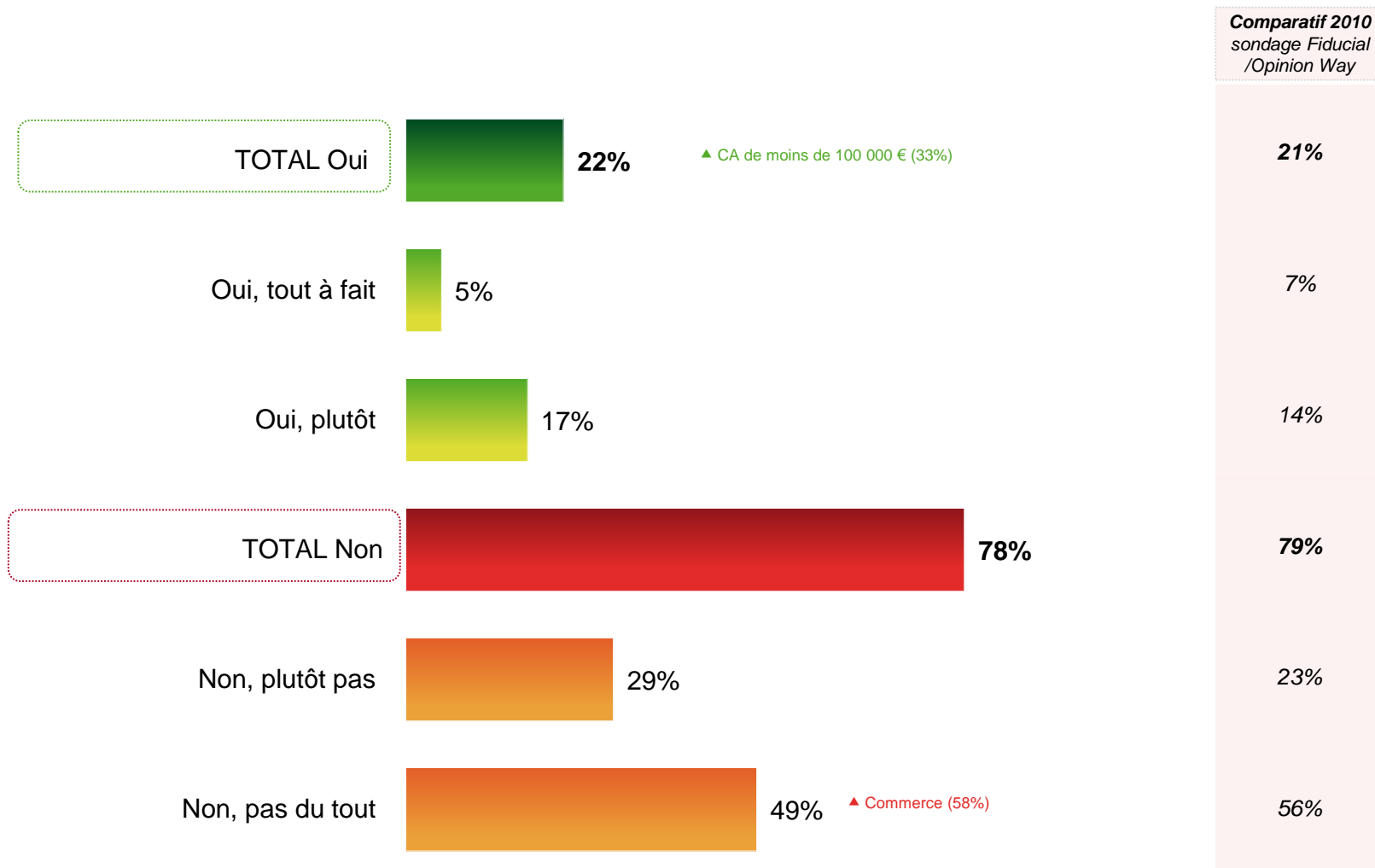


Base : aux employeurs

Le besoin d'un accompagnement au dialogue social

Question

La commission paritaire régionale aurait aussi pour mission d'apporter une aide au dialogue social pour les salariés et les patrons de TPE. En éprouvez-vous le besoin ?



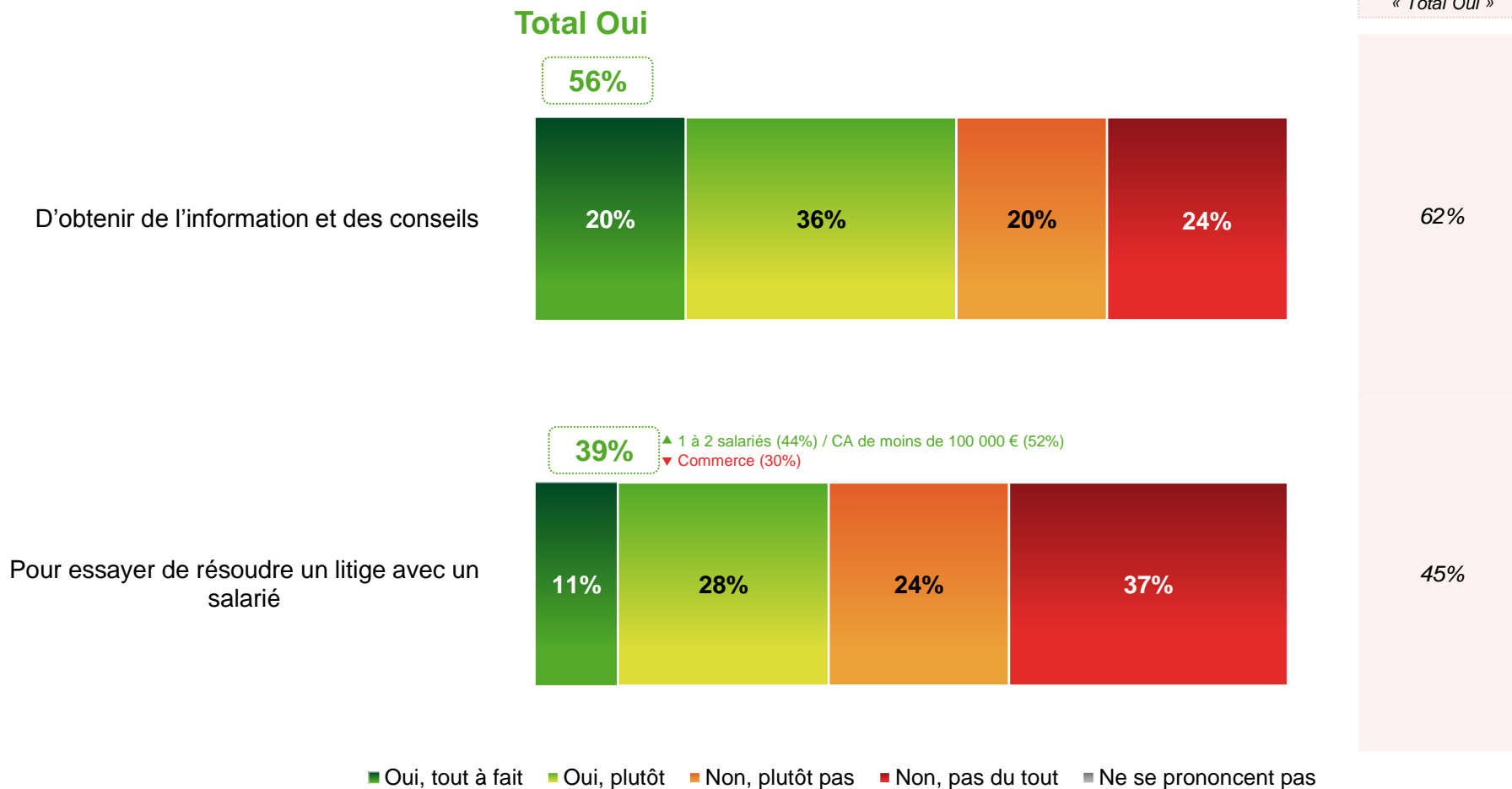
Base : aux employeurs

L'utilité de la commission paritaire régionale pour les employeurs

Question

Selon vous, dans le cadre de cette mission, cette commission paritaire régionale sera-t-elle pour vous un moyen... ?

Comparatif 2010
 sondage Fiducial
 /Opinion Way
 « Total Oui »



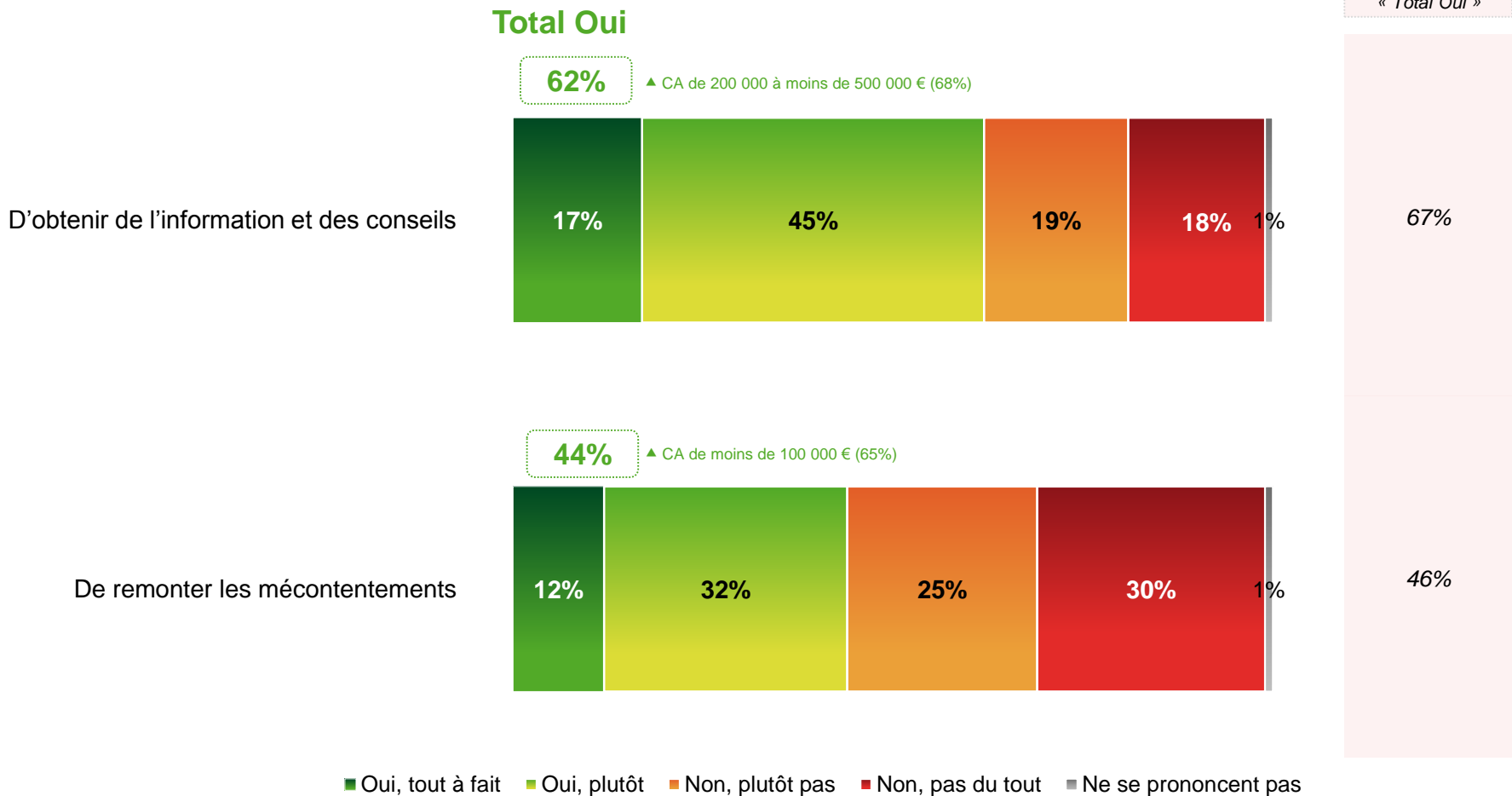
Base : aux employeurs

L'utilité de la commission paritaire régionale pour les salariés

Question

Et selon vous, dans le cadre de cette mission, cette commission paritaire régionale sera-t-elle pour vos salariés un moyen... ?

Comparatif 2010
 sondage Fiducial /Opinion Way
 « Total Oui »

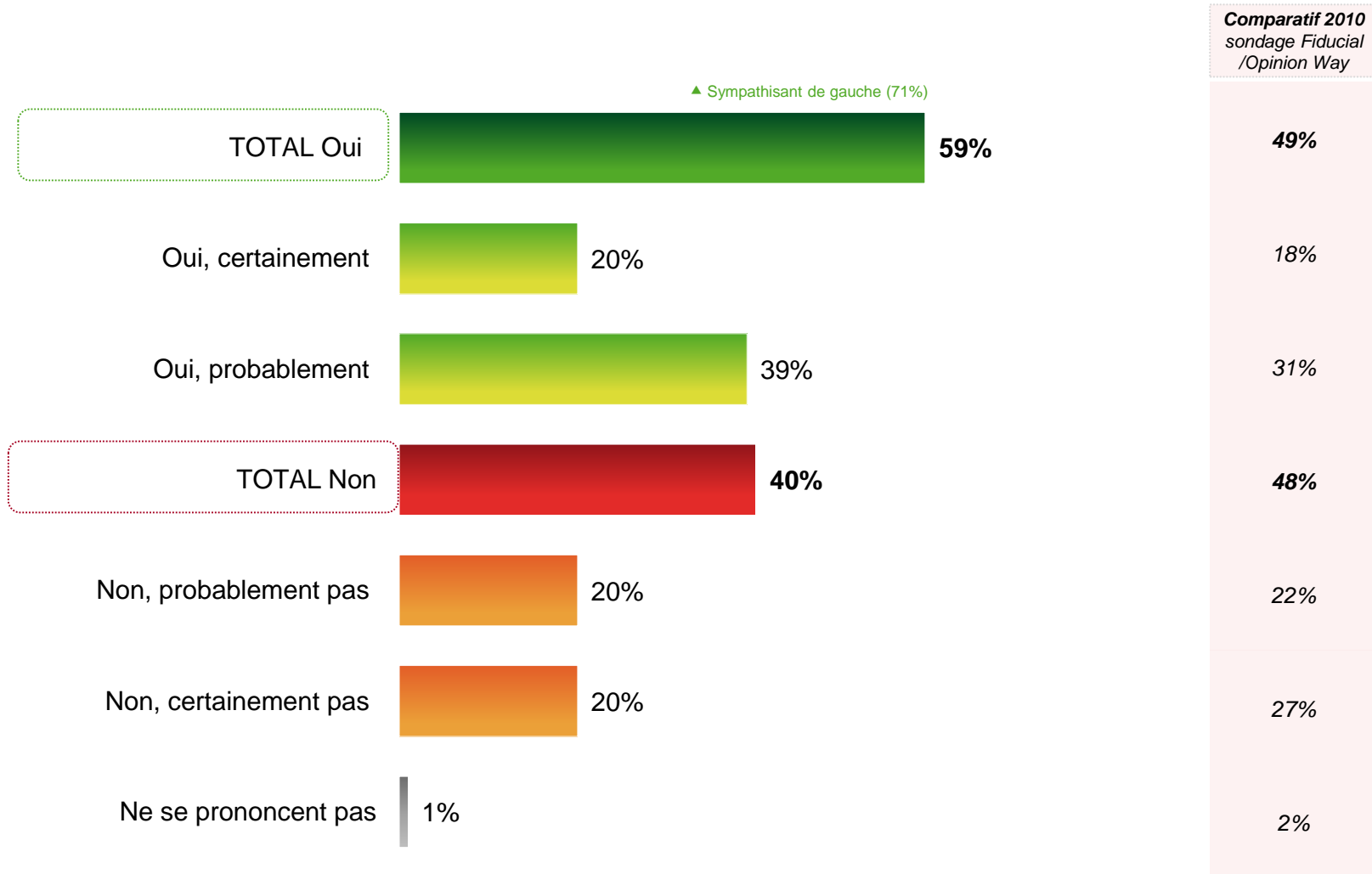


Base : aux employeurs

L'impact sur le pouvoir des syndicats de salariés au sein des TPE

Question

Diriez-vous que ce projet de loi permettra aux syndicats de salariés de renforcer leur présence au sein des TPE ?

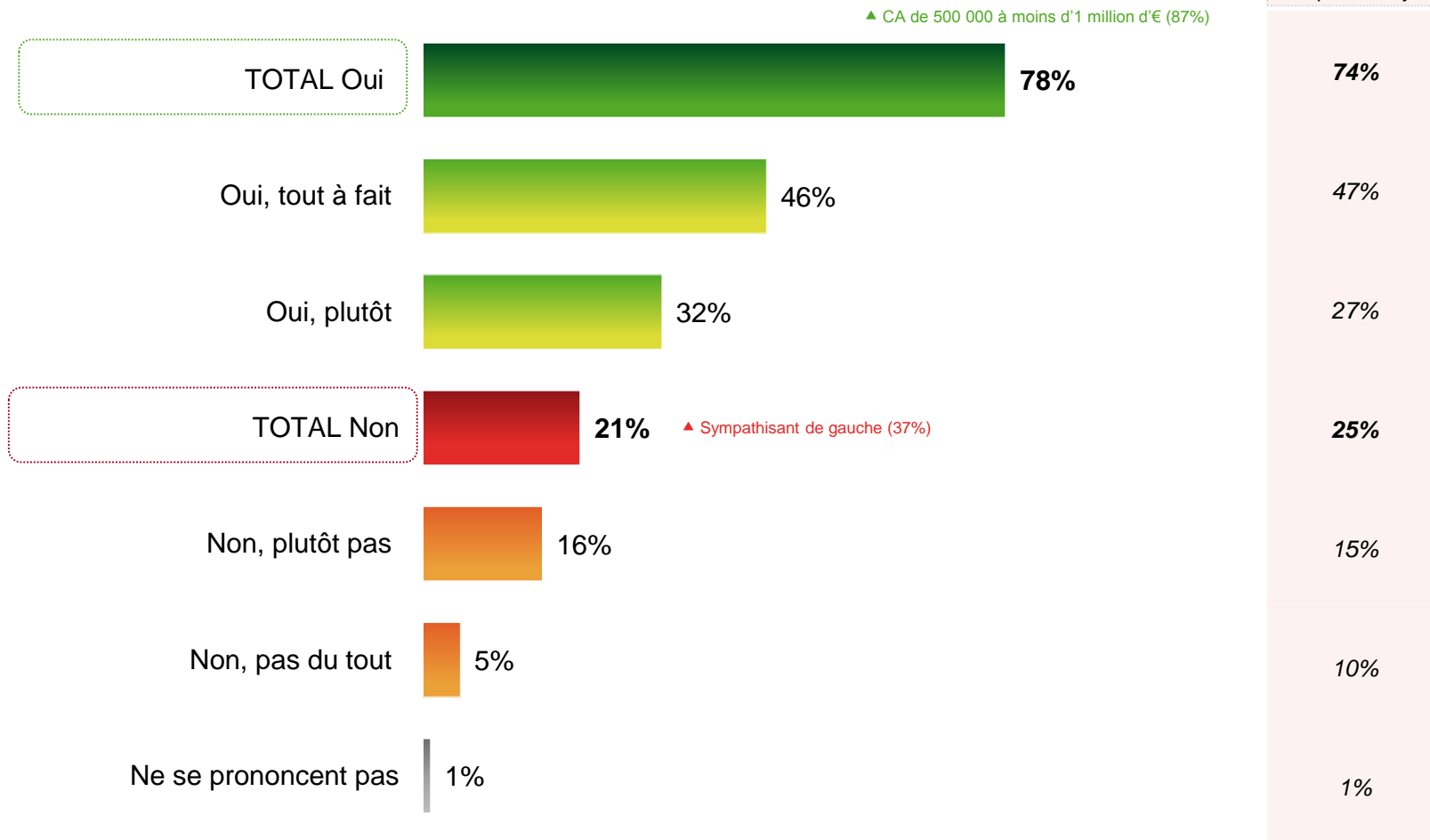


Base : aux employeurs

La crainte de nouvelles contraintes sociales

Question

Craignez-vous que ce projet de loi ne constitue qu'une première étape vers de nouvelles contraintes sociales ?

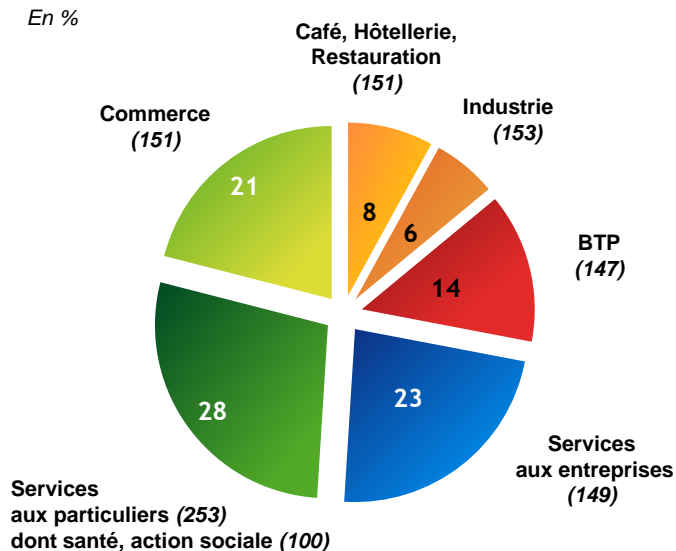


Base : aux employeurs

- Échantillon de **1003** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 13 au 27 avril 2015.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

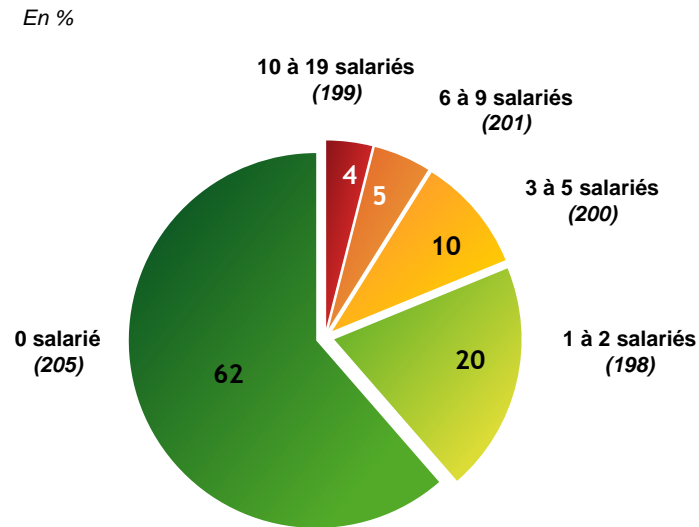
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

